

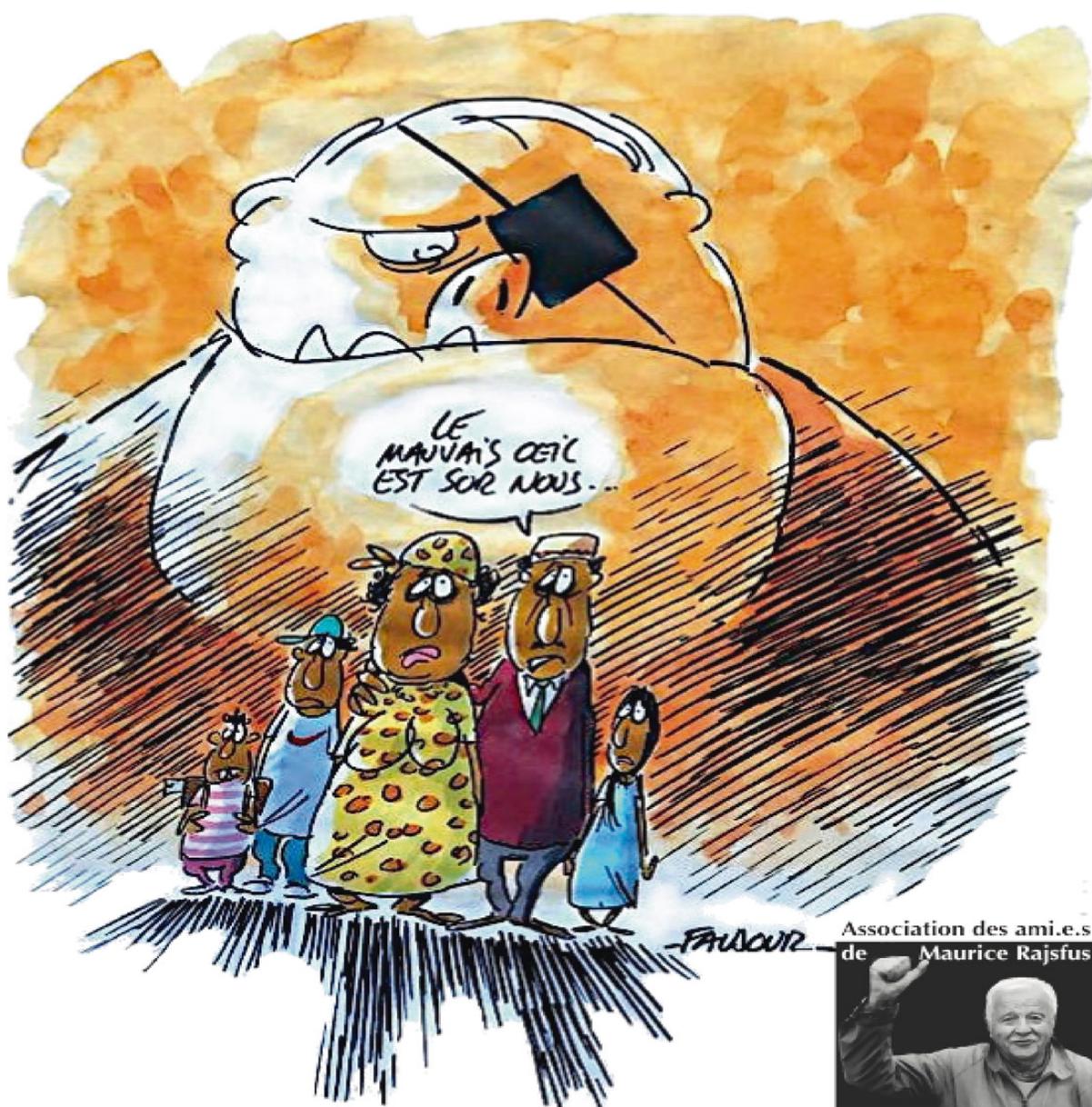
Maurice Rajsfus

En gros et en détail

Le Pen au quotidien 1987-1997

Avant-propos de Philippe Rajsfus

Préface d'Ugo Palheta



Maurice Rajsfus

**EN GROS
ET EN DÉTAIL**

LE PEN AU QUOTIDIEN

1987-1997

PARIS
MÉDITERRANÉE

DU MÊME AUTEUR

Des Juifs dans la collaboration, l'Ugif, 1941-1944, EDI, 1980.

Sois Juif et tais-toi ! Les Français israélites face au nazisme, 1930-1940, EDI, 1981.

Quand j'étais juif, Mégreilis, 1982, (épuisé).

L'An prochain la révolution. Les communistes juifs immigrés dans la tourmente stalinienne, 1930-1945, Mazarine, 1985, (épuisé).

Retour d'Israël, L'Harmattan, 1987.

Jeudi noir, 16 juillet 1942, L'Harmattan, 1988, Manya, 1992.

Israël / Palestine : l'ennemi intérieur, EDI / La Brèche, 1988.

Mon père, l'étranger. Un immigré juif polonais à Paris dans les années 1920, L'Harmattan, 1989.

Identité à la carte. Le judaïsme français en questions, Arcantère, 1989.

Palestine : chronique des événements courants, 1988-1989, L'Harmattan, 1990.

Une terre promise ? Des juifs dans la collaboration, tome 2, L'Harmattan, 1990.

Retour de Jordanie. Les réfugiés palestiniens dans le royaume hachémite, La Brèche, 1990.

Drancy, un camp de concentration très ordinaire, 1941-1944, Manya, 1991, le cherche midi éditeur, 1996.

Une enfance laïque et républicaine, Manya, 1992.

Le Travail à perpétuité. De la galère au journalisme, Manya, 1993.

N'oublie pas le petit Jésus ! L'Église catholique et les enfants juifs, 1940-1944, Manya, 1994.

La Police de Vichy, les forces de l'ordre françaises au service de la Gestapo, 1940-1944, le cherche midi éditeur, 1995.

L'Humour des Français sous l'Occupation, en collaboration avec Ingrid Naour, le cherche midi éditeur, 1995.

La Police hors la loi. Des milliers de bavures sans ordonnances, depuis 1968, le cherche midi éditeur, 1996.

Les Français de la débâcle, juin-septembre 1940, le cherche midi éditeur, 1997.

Mai 68. Sous les pavés, la répression, 1968-1974, le cherche midi éditeur, 1998.

© Éditions Paris Méditerranée, 1998
12, rue du Renard 75004 Paris

ISBN : 2-84272-048-2

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).

*À la mémoire des 77 000 Juifs
de France, victimes du « détail ».
En solidarité avec les centaines de milliers
de parias menacés par le Front national.*

SOMMAIRE

Avant-propos à la réédition numérique

Préface

Un passé qui ne doit pas avoir d'avenir

Première partie - La bête immonde et le détail

1 - Le Pen lave plus blanc

2 - Comment détailler le « détail »

3 - Les faux frais de l'histoire

4 - La parole du chef

5 - Un justiciable peu jugé

6 - Avons-nous mérité Le Pen ?

Deuxième partie - D'un détail à l'autre

Ceux qui pensent et ceux qui tapent

Troisième partie - La mémoire mutilée

1 - La dernière étape

2 - L'héritage de la persécution ?

Annexes

Éditions du Détour

Avant-propos à la réédition numérique

Un outil au service de l'antifascisme

Introuvable en librairie depuis une quinzaine d'années, le recueil d'articles de Maurice, intitulé **En gros et en détail, Le Pen au quotidien 1987-1997**, était paru initialement aux éditions *Paris-Méditerranée* en 1998. Nous le mettons de nouveau à disposition, dans un format numérique, téléchargeable gratuitement, dans le cadre de la *Collection Maurice Rajsfus* développée en coédition avec les éditions du Détour^{*1}.

Pour celles et ceux qui s'interrogent sur les racines et l'AD-Haine du *F-Haine* devenu *R-Haine*, il y a du grain à moudre dans ces différentes chroniques, ces articles ou ces éditoriaux parus pour la plupart dans le mensuel *Ras l'Front*, organe de presse du réseau antifasciste du même nom, créé en 1990 et dont Maurice fut le président durant plusieurs années.

Il n'est qu'à lire l'extrait suivant de l'introduction de l'édition d'origine, pour saisir, malheureusement, à 25 ans de distance, l'actualité de ces écrits antifascistes :

« *En 1998, le Front national est, plus qu'une menace, un danger immédiat. Même s'il ne dispose pas encore d'une masse militante significative, le parti de Jean-Marie Le Pen voit son idéologie circuler sans la moindre*

difficulté. Le Front national fait désormais partie du paysage politique et cette situation paraît naturelle au plus grand nombre. Peu importe que ce parti se revendique de la démocratie avec un projet non dissimulé de la supprimer. Le Front national est toléré, sinon accepté, par l'opinion publique. »

Certes, la secousse du 21 avril 2002 n'était pas encore advenue et encore moins celles des seconds tours des élections présidentielles de 2017 et 2022 et l'irruption de 89 députés bruns au Palais Bourbon, en juin de cette même année. Cependant, le remplacement de *Front* par *Rassemblement* et la disparition du père au profit de la fille, ne changent en rien les analyses historiques. Seuls les diagnostics politiques et sociaux se sont aggravés, après 25 années de contre-réformes libérales, fauteuses de précarisation et de misère, terreau sur lequel les postures xénophobes et les discours de rejet et d'exclusion prospèrent. A tel point que nombre des obsessions de cette engeance fascisante, comme le délire de la submersion migratoire, ont désormais pénétré profondément dans de nombreux secteurs de la société et sont reprises, sans filtre, par de prétendus journalistes qui paradedent dans les médias contrôlés, entre autres, par le milliardaire Bolloré. A tel point également que la droite classique, L.R. en tête, et la droite actuellement au pouvoir courent après les idées fixes de l'extrême droite par effet de conviction ou par calcul particulièrement mortifère. Une course où, à la fin, aucun de ces apprentis sorciers ne sortira vainqueur.

Certes, la pseudo normalisation du *F-Haine*, devenu *R-Haine*, a également entraîné le développement de courants néo fascistes plus radicaux qui rejettent la « tiédeur » de la maison-mère, comme l'ont montré la campagne du dénommé Zemmour et les 7 % de suffrages exprimés, obtenus lors des présidentielles de 2022. Courant d'extrême droite qui a rallié à lui, le temps de cette campagne, les groupes néo nazis, royalistes, suprémacistes et antisémites les plus divers, pour assurer les collages, la sécurité des

meetings et faire le coup de poing, si nécessaire, comme à Villepinte. Ce sont ces groupes radicaux, qui se comptent aujourd'hui par dizaines, qui font régner la terreur dans certains quartiers comme à Lyon et d'autres grandes villes, ainsi que dans un certain nombre d'universités.

Ce développement de groupes qui prospèrent sur la nostalgie du fascisme et du nazisme ne peut que renforcer notre volonté d'en dénoncer les méfaits et les liens maintenus, quoi qu'en dise la maison-mère, avec le *F-Haine* devenu *R-Haine*.

Pour toutes celles et tous ceux qui n'entendent pas se laisser abuser par une dédiablement de façade du lepénisme et par une respectabilité en trompe-l'œil, acquise à l'Assemblée nationale avec la complicité de la macronie, ces écrits les éclaireront sur l'héritage clairement fascisant de ce parti qui roule pour une ambition personnelle. Hier, celle du père ; aujourd'hui, celle de la fille.

Face au danger de cette marée brune qui ne cesse de monter, il nous est apparu nécessaire de mettre à disposition ces écrits qui révèlent le véritable visage du lepénisme, hier comme aujourd'hui : celui de la barbarie.

Lisez-les et faites-les circuler !

Philippe Rajsfus
Novembre 2023

*1. Collection Maurice Rajsfus, aux éditions du Détour :
<http://editionsdudetour.com/index.php/collection-maurice-rajsfus/>

Préface

Ugo Palheta

« Je ne crois pas que Jean-Marie Le Pen était antisémite » (Jordan Bardella, 5 novembre 2023).

« Il y a quelqu'un qui les a vus dans les années quatre-vingt [les « signaux faibles de la radicalisation »].

Et il l'a dit, et il a été ostracisé, et on n'a pas voulu l'entendre, et il a été traité de raciste ! Et j'en dirais pas plus, mais y en a un qui l'a dit. Y en a un qui a dit précisément les choses qui allaient se passer » (Pascal Praud, 5 mai 2023).

« Quand on est élu [...] on devrait dire "Les Français d'abord", ça me paraît évident, c'est pas fasciste de dire ça » (Michel Onfray, 23 novembre 2023).

L'Association des Amis de Maurice Rajsfus a eu la bonne idée de rééditer l'ouvrage de Maurice Rajsfus *En gros et en détail*. Publié initialement en 1998 aux éditions Paris Méditerranée, avec une couverture de Cabu, il est un antidote efficace et même indispensable à l'entreprise de « dédiablement » de la principale organisation d'extrême droite en France : le Front national (FN), devenu il y a quelques années Rassemblement national (RN).

Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur ce changement de nom : énième tentative d'effacer les traces de l'inscription de Marine Le Pen et de son organisation dans toute l'histoire de l'extrême droite française, y compris

celle qui a activement collaboré au régime de Vichy et au judéocide ; mais renouvellement absolument superficiel puisqu'il vise à préserver la rente électorale associée au nom « Front national », en reprenant une appellation maintes fois utilisée dans le champ de l'extrême droite. Qu'on pense au Rassemblement national populaire (de Déat), une organisation fasciste et collaborationniste ; au Rassemblement national de Tixier-Vignancourt, avocat d'extrême droite candidat à l'élection présidentielle de 1965 et dont le porte-parole ne fut autre que Jean-Marie Le Pen ; ou encore au Rassemblement national qui fut le nom du groupe parlementaire du FN lorsque celui-ci, profitant du passage au scrutin proportionnel, parvint à obtenir un contingent significatif de députés entre 1986 et 1988.

Cela devrait aller de soi mais la « dédiablement » est d'abord une stratégie, élaborée et popularisée par Marine Le Pen lorsqu'elle a pris en 2011 la tête du FN (après avoir été un temps aussi celle de Bruno Mégret, au cours des années 1990). Cette stratégie a pour objectif de transformer la perception publique du parti et passe notamment par trois moyens : dissimuler la nature véritable — et fondamentalement violente — de son projet politique ; faire oublier l'histoire du Front national ; affirmer une discontinuité entre le FN d'antan et le RN actuel. À ce double titre, le livre de Maurice Rajsfus doit être lu, relu et diffusé car il permet non seulement de donner à voir la vision du monde qui se cache derrière certaines expressions malheureusement devenues banales (« subversion migratoire », « invasion », etc.), mais aussi de rappeler ce que fut le Front national lors d'une période fondamentale de son histoire, à savoir celle de son développement (du milieu des années 1980 à la fin des années 1990).

*

On pourrait commencer par rappeler que cette période est aussi celle durant laquelle Marine Le Pen a intégré l'organisation alors dirigée par son père (plus précisément en 1986, à l'âge de 18 ans), mais aussi où bien d'autres

cadres actuels du RN ont rejoint le FN : Louis Aliot, Gilles Pennelle, Laure Lavalette, Bruno Gollnisch, Marie-Christine Arnautu, Philippe Olivier (les trois premiers figurant au bureau exécutif actuel du RN), sans parler d'autres qui l'ont rejoint encore plus tôt (Jean-François Jalkh par exemple, en 1974). Évidemment, d'autres ont quitté le parti entretemps (bien souvent lors de scissions, celle de Bruno Mégret en 1999 ou celle de Carl Lang en 2009), et une bonne partie des dirigeants actuels — y compris le président du RN, Jordan Bardella — ont adhéré à l'organisation beaucoup plus tardivement. Mais une chose doit être rappelée avec force : la cheffe incontestée du RN, de même que plusieurs des hauts cadres de l'organisation, ont assumé sans broncher pendant près de vingt ans les déclarations antisémites de Jean-Marie Le Pen, mais aussi ses propos visant à banaliser les crimes commis par les nazis (le fameux « point de détail » que constitueraient les chambres à gaz dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale). Marine Le Pen était d'ailleurs suffisamment en accord avec son père durant toutes ces années pour qu'elle assume naturellement — et sans cas de conscience — la fonction de directrice de campagne lors de sa dernière campagne présidentielle (2007).

Devrait-on s'interdire d'évoquer le fait que tous ces braves gens n'ont jamais élevé la voix en interne — et encore moins songé à quitter le navire FN — malgré les nombreuses condamnations judiciaires de son principal dirigeant pour « apologie de crimes de guerre », « banalisation de crimes contre l'humanité », « antisémitisme insidieux » ou encore « provocation à la haine, à la discrimination et à la violence raciale » ? Il est vrai que, selon l'actuel président du RN, Jordan Bardella, Jean-Marie Le Pen n'était pas antisémite ; preuve d'ailleurs que la stratégie de « dédramatisation » passe par l'effacement des traces et non par l'autocritique. Doit-on s'abstenir d'évoquer les liens du RN actuel — Marine Le Pen notamment — avec d'anciens dirigeants non repentis du GUD (Frédéric Chatillon et Axel Loustau), ces deux derniers présents d'ailleurs le 6 mai 2023 lors de la

manifestation annuelle du courant « nationaliste-révolutionnaire » (c'est-à-dire néo-nazi), mais aussi la présence maintenue au sein du RN de vieux dirigeants historiques ayant des liens avec la sphère soraliennne (Bruno Gollnisch), connus pour des déclarations négationnistes (Jean-François Jalkh) ou sympathisants d'un groupuscule philo-nazi (Gilles Pennelle) ?

Pour ce qui est de l'histoire du FN/RN, faisons donc quelques rappels puisque ses dirigeants — et quelques alliés médiatiques ou intellectuels — travaillent avec acharnement à fabriquer l'oubli. Le FN fut fondé en 1972 à l'initiative du principal groupuscule néofasciste français de l'époque, à savoir Ordre nouveau (qui quittera l'organisation quelque temps après). La première direction du FN est issue de trois souches : la collaboration avec le nazisme, où l'on retrouve d'anciens membres d'organisations fascistes tels que le PPF de Doriot ou le RNP de Déat (Victor Barthélémy, Roland Gaucher, François Brigneau, André Dufraisse, etc.) et d'anciens Waffen-SS (Pierre Bousquet, Léon Gaultier, etc.) ; des militants ou sympathisants passés par l'OAS (Organisation Armée Secrète), une organisation terroriste opposée à la décolonisation en Algérie et qui a commis de nombreux attentats sur les sols algériens et français (Roger Holeindre, Pierre Sergent, etc.) ; et une bonne partie des militants les plus significatifs des courants néofascistes de l'après-guerre (François Duprat, Alain Robert, Alain Renault, etc.).

Le RN actuel cherche à noyer le poisson en prétendant, comme Marine Le Pen l'a fait récemment, que des résistants auraient été présents à la création du FN. Quarante-deux a-t-il affirmé : pourquoi pas soixante-trois ou quatre-vingt-sept d'ailleurs ? Vaste supercherie dans tous les cas, que signale parfaitement le nom de Georges Bidault, souvent invoqué. Indéniablement résistant, celui-ci a effectivement flirté avec le FN au moment de sa fondation mais n'en a, d'après les historiens, jamais été formellement membre. En outre, sa présence n'était pas liée à son passé de résistant à l'occupant nazi, mais à celui de militant de la dite « Algérie française »,

c'est-à-dire de la colonisation française de l'Algérie, qui le fit se rapprocher de l'OAS puis s'exiler pendant six ans après l'indépendance algérienne. De même pour quelqu'un comme Pierre Sergent. Celui-ci n'est d'ailleurs pas présent à la création du FN : il ne rejoint le parti qu'en 1985, et c'est bien davantage en tant qu'ex-colonel de l'OAS qu'ancien résistant. Si le FN a donc pu compter dans ses rangs quelques (rares) anciens résistants, ces derniers furent quelques années après la Seconde Guerre mondiale de farouches militants de la colonisation et de la guerre menée par la puissance coloniale française, durant laquelle plusieurs centaines de milliers d'Algériens furent tués (et 2 millions placés dans des camps) : un crime contre l'humanité.

Ces éléments de généalogie ne sont pas inutiles, d'autant plus que cette histoire demeure méconnue du grand public, mais peuvent apparaître insuffisants. Certains idéologues, comme Michel Onfray ou Marcel Gauchet récemment, peuvent considérer que le FN était autrefois un parti infréquentable, mais que le RN de Marine Le Pen aurait rompu avec cet héritage, à mesure que mourrait la vieille garde collaborationniste et OAS ou que s'éloignaient certaines figures autrefois centrales. L'argument le plus fort pour soutenir ce genre de thèses, c'est évidemment l'exclusion de Jean-Marie Le Pen le 20 août 2015. Ce type de raisonnement souffre de failles énormes. Tout d'abord, il est évident que le tournant pris par le FN sous Marie Le Pen sur la question de l'antisémitisme est purement tactique. En 2013, Louis Aliot — alors numéro 2 du parti — racontait ainsi à l'historienne Valérie Igounet que la « *dédiabolisation du FN ne porte que sur l'antisémitisme* » et continuait ainsi : « *En distribuant des tracts dans la rue, le seul plafond de verre que je voyais ce n'était pas l'immigration ni l'islam... D'autres sont pires que nous sur ces sujets-là [sic]. C'est l'antisémitisme qui empêche les gens de voter pour nous. Il n'y a que cela. À partir du moment où vous faites sauter ce verrou idéologique, vous libérez le reste. [...]* Depuis que je la connais, Marine Le Pen est d'accord avec

cela. Elle ne comprenait pas pourquoi et comment son père et les autres ne voyaient pas que c'était le verrou. [...] C'est la chose à faire sauter ».

Rompre avec Jean-Marie Le Pen et renoncer aux petites phrases explicitement antisémites, c'est avant tout un procédé électoraliste, donc superficiel : la stigmatisation des juifs constituerait à présent davantage un boulet qu'un levier pour attirer vers le FN de nouveaux segments de l'électorat. En outre, ce « tournant » ne s'est accompagné d'aucune modification sérieuse de la rhétorique et des propositions du FN/RN en matière d'immigration : le parti continue de défendre des mesures xénophobes et racistes telles que la « priorité nationale » (appelée autrefois « préférence nationale »), au nom d'une rhétorique absolument mensongère selon laquelle, dans la France actuelle, les étrangers passeraient « avant les Français ». Rhétorique qui aurait peu de chances d'être prise au sérieux si elle n'était pas reprise par une bonne partie des médias (empire Bolloré et au-delà), de la droite et des idéologues tels que... Michel Onfray, encore lui ! Dans une interview récente, il prétendait comme toute l'extrême droite que les étrangers bénéficient de privilèges et qu'il n'y a rien de « fasciste » à dire « Les Français d'abord ».

Il est d'ailleurs significatif qu'il reprenne ainsi mot pour mot le principal slogan du RN actuel, venu remplacer il y a quelques années le vieux slogan du FN « La France aux Français », en l'euphémisant : il ne s'agit plus de dire qu'il n'y aurait aucune place en France pour les étrangers et ceux que l'extrême droite nomme les « Français de papier » (comprendre les Français issus de l'immigration non européenne) mais que ces derniers ne sauraient espérer être traité par l'État à l'égal des « vrais Français » ou « Français de souche » (comprendre Blancs et européens). Son argumentaire sophistique est d'ailleurs particulièrement intéressant : il part du postulat qu'entre les Français et les étrangers, l'un devrait passer devant l'autre (aujourd'hui les étrangers, demain les Français ?). On trouve ici un mensonge (les étrangers passeraient devant les Français) et une absence : l'égalité. Aucune place

n'est laissée ici à l'option suivante : une société et un État qui assurerait l'égalité, c'est-à-dire les mêmes droits à chacun, peu importe sa nationalité, ses origines, sa religion, etc.

Mais revenons à Marine Le Pen. Ce qu'elle a introduit en parvenant à la tête du parti, c'est une nouvelle note dans la partition raciste du FN, à savoir l'islamophobie. Historiquement, depuis les années 1970, la rhétorique du parti d'extrême droite était essentiellement xénophobe, anti-immigrés et notablement anti-arabes — outre l'antisémitisme, composante centrale du racisme de l'extrême droite, et du racisme tout court depuis la fin du 19^e siècle dans l'ensemble de l'Europe, et notamment en France. Mais le ciblage spécifique de l'islam et des musulmans ne faisait pas partie de l'arsenal traditionnel du FN ; c'est d'ailleurs Bruno Mégret, suite à la scission de 1999 et dans le cadre de son nouveau parti, le MNR, qui l'a introduit dans l'extrême droite française. Depuis, cette rhétorique a envahi l'ensemble du champ politique, de la pseudo-gauche jusqu'à l'extrême droite en passant par la Macronie et LR. Elle comporte une variété *mainstream* (« l'islamisme » contre « la République »), qu'utilise Marine Le Pen, et une variété plus radicale au moins en apparence (« l'islam » contre « la France »), celle d'Éric Zemmour. En apparence seulement car on notera qu'entre Marine Le Pen et Éric Zemmour, lors de la campagne présidentielle de 2022, l'islamisme et l'islam recouvraient en fait les mêmes choses et les deux candidats partageaient les mêmes propositions (fermetures de nombreuses mosquées, interdiction du *hijab* dans l'« espace public », notamment la rue).

Dans la rhétorique publique du RN, l'islamophobie a ainsi acquis une place centrale en symbiose avec la xénophobie anti-immigrés, dans la mesure où, figurant l'existence d'un ennemi mortel, existentiel ou civilisationnel, elle permet d'appuyer le projet proprement fasciste d'une régénération de la Nation par purification du corps national, avec la rhétorique suivante : si seulement la France était débarrassée de l'« hydre islamiste », mais aussi de

l'immigration qui pèse sur les comptes sociaux, qui prend les emplois des « Français » (comprendre les « vrais Français », ou les Français blancs), qui vivent sur le dos des gens ordinaires qui travaillent dur, qui les agresse voire les tue (instrumentalisation systématique de tous les faits divers les plus sordides), alors — et alors seulement — la France pourrait être sauvée, renaître, retrouver sa grandeur, etc., et les classes populaires pourraient voir leur vie s'améliorer enfin. Islamophobie et xénophobie fonctionnent ici en symbiose : l'immigré et l'immigration pourront d'autant plus aisément être vilipendés qu'une partie importante des immigrés vient aujourd'hui de pays de culture musulmane ; l'islamophobie permet en outre de rendre étranger et dangereux, d'*altérer* et de *diaboliser*, des populations vivant en France et qui ne sont ni immigrées ni étrangères puisqu'elles sont nées et ont été élevées en France — les descendants d'immigrés non européens (venus du Maghreb, d'Afrique subsaharienne et de Turquie) —, en les renvoyant à une essence maléfique : l'islam.

Comme l'antisémitisme, l'islamophobie a en outre cette vertu pour les extrêmes droites de forger le mythe de l'omniprésente menace, puisque l'ennemi est à la fois interne et externe : il est présent chez nous (ces immigrés ou enfants d'immigrés qui ne veulent pas s'intégrer, dit-on, parce qu'ils sont musulmans, et le voudraient-ils qu'ils ne le pourraient pas, puisque leur « identité » serait insoluble dans une « identité française » fixée une fois pour toutes), mais aussi à l'extérieur (ces terroristes qui viennent « chez nous » pour tuer, en se faisant au besoin passer pour des réfugiés). Le racisme sous toutes ses formes demeure ainsi central dans la construction et le renforcement du FN, constituant le ciment idéologique de son électorat et de sa base militante : dans une étude publiée au milieu des années 2010, Nonna Mayer montrait que 82 % des sympathisants du FN se disaient eux-mêmes « racistes » (« plutôt racistes » ou « un peu racistes ») lorsqu'ils et elles sont amenés à évaluer leur degré de racisme. Mais c'est essentiellement sous la forme d'une violente hostilité aux musulmans (réels

ou supposés) que se manifeste aujourd'hui le racisme de l'électorat d'extrême droite : un « trait caractéristique des sympathisants du FN est une polarisation anti-Islam exacerbée, bien plus marquée que leur antisémitisme ».

L'islamophobie ne se réduit évidemment pas à l'extrême droite, mais celle-ci en est l'expression politique la plus violente, la plus à même — dans des circonstances précises — de réaliser le rêve sinistre de Zemmour d'une déportation de millions de musulmans. Nonna Mayer précise d'ailleurs à quel point, malgré la progression constatée de l'islamophobie entre 2009 et 2014, l'électorat du FN continue de se distinguer des sympathisants d'autres partis : « Le refus des sympathisants FN de voir dans les Musulmans des citoyens comme les autres dépasse de 48 points celui qu'on observe chez les sympathisants des autres partis (contre 23 points dans le cas des Français juifs), leur jugement négatif de la religion musulmane est supérieur de 42 points (contre 20 pour la religion juive), leur sentiment que les Musulmans forment un « groupe à part » de 35 points (contre 14 quand il s'agit des Juifs) et leur refus de sanction judiciaire pour des propos insultants de 28 points (contre 21) ».

C'est donc moins un changement de nature du FN qui s'est trouvé au centre du conflit entre Jean-Marie Le Pen et sa fille qu'un problème de stratégie politique. La seule raison qui peut créer l'illusion d'un tel changement, c'est la diffusion dans le champ politique et médiatique de l'islamophobie mais aussi du discours faisant de l'immigration — et non du racisme — un problème, légitimant par avance toutes les sorties les plus ouvertement racistes du FN dès lors qu'elle vise les musulmans et les exilés. On remarquera d'ailleurs que ce conflit, présenté faussement comme une controverse entre une ligne « dure » et une ligne « modérée », n'a pas éclaté lorsque Jean-Marie Le Pen (alors encore membre de la direction du FN), évoquant le prétendu « risque de submersion » de la France par l'immigration et le « remplacement de la population qui est en cours »,

avait affirmé en mai 2014 que « Monseigneur Ebola [référence au virus Ebola] peut régler ça en 3 mois ». Cette déclaration n'avait suscité aucune condamnation de la part de la direction du FN et de sa présidente.

Marine Le Pen n'a elle-même pas hésité en 2010 à comparer à l'occupation nazie des prières de rue, dont elle avait pris soin d'exagérer l'ampleur et qui sont liées uniquement au faible nombre de mosquées en France. Un peu plus tard, en avril 2012, lors de son meeting au Zénith de Paris, elle répondait aux milliers de personnes vociférant « on est chez nous » : « Et parce que vous êtes chez vous, vous avez le droit de ne plus vouloir de ces Franco-Algériens comme Mohammed Merah, de ces Franco-Angolais comme l'assassin de Bouguenais, de ces Franco-Maliens comme le forcené de Paris ! Nous voulons des Français amoureux de leur drapeau, fiers de leur pays ! », établissant un lien entre l'immigration et le crime. Ou encore : « Combien de Mohamed Merah dans les bateaux, les avions, qui chaque jour arrivent en France remplie d'immigrés ? ». De même, Marine Le Pen a affirmé en septembre 2015 à propos du récent afflux de réfugiés, associé notamment à la double contre-révolution en Syrie (menée par Assad, soutenu par la Russie et l'Iran, et par Daech) : « l'invasion migratoire que nous subissons n'aura rien à envier à celle du iv^e siècle et aura peut-être les mêmes conséquences ». Aux élections régionales de 2015 dans les Hauts-de-France, la présidente du FN s'était présentée sur un programme qui prétendait, entre autres, « dénoncer et éradiquer toute immigration bactérienne ». On pourrait allonger indéfiniment la liste.

La seule raison pour laquelle on imagine un recentrement du FN/RN et de Marine Le Pen, c'est que le champ politique dit « républicain » s'est déporté vers l'extrême droite, à tel point que l'« arc républicain » dessiné dans la dernière période par la Macronie inclut aujourd'hui le RN — pour la plupart des médias et pour le gouvernement —, mais exclut la principale force de gauche, à savoir La France Insoumise (LFI). De ce point de vue, l'instrumentalisation de la question de l'antisémitisme est centrale. Toute

une offensive lancée au départ par quelques idéologues, au premier desquels Pierre-André Taguieff, a consisté dans l'invention d'une « nouvelle judéophobie », qui aurait son centre de gravité dans la gauche et la minorité musulmane, et qui viendrait progressivement s'ajouter — ou se substituer — au vieil antisémitisme. Or, il importe de rappeler que l'extrême-droite française n'est pas seulement l'héritière historique du racisme anti-juif d'origine européenne (de l'antijudaïsme chrétien à l'antisémitisme racial). Dans ses franges extra-parlementaires, l'extrême droite est aussi l'unique pôle du champ politique qui continue à faire circuler largement des mythologies antisémites ou à en élaborer de nouvelles, avec des vitrines comme le site d'Alain Soral ou — davantage sous les radars — avec des dizaines de maisons d'édition (intégristes, identitaires, néo-droitières et néonazies notamment) qui traduisent et publient de très nombreux livres (rendus aisément disponibles via Amazon). Or le RN et Reconquête sont loin d'être étanches à ces mouvances extra-parlementaires : ces dernières nourrissent en permanence l'extrême droite institutionnelle en cadres intellectuellement formés et politiquement structurés et en militants actifs localement. Qu'on pense à Gilles Pennelle, très important dans l'appareil du FN/RN et passé par le groupuscule philonazi « Terre et peuple », à Damien Rieu (militant identitaire très actif sur les réseaux sociaux passés par le RN puis aujourd'hui à Reconquête), ou encore à Philippe Vardon : ancien skinhead néonazi, ce fondateur du Bloc identitaire a été un cadre du FN/RN à Nice (candidat de ce parti aux dernières municipales) avant de passer à Reconquête. Ce dernier était présent, et en bonne place, à la prétendue « marche contre l'antisémitisme » à Nice. Peut-être encore plus important : l'antisémitisme explicite des franges extra-parlementaires de l'extrême droite se retrouve de manière subliminale au cœur de la vision du monde propre à l'ensemble de cette famille politique, RN et Reconquête compris, puisque celle-ci n'a de cesse d'opposer les « peuples enracinés » aux « mondialismes » (« d'en haut » et

« d'en bas » dans le langage de Marine Le Pen, comprendre d'un côté la finance et de l'autre l'immigration) : une opposition qui, hier comme aujourd'hui, constitue un élément central de l'idéologie antisémite.

*

Une nouvelle phase de normalisation du FN/RN s'est sans doute ouverte depuis 2022, avec l'élection de 89 députés d'extrême droite mais aussi avec le rapprochement de plus en plus net entre la droite et l'extrême droite, une idylle « culturelle » qui prépare déjà une future collaboration gouvernementale. Les propos tenus il y a quelque temps en plein hémicycle par l'un des élus FN/RN à l'adresse d'un député noir (« qu'il retourne en Afrique »), sont venus rappeler à toutes celles et ceux qui voulaient l'oublier que le racisme est au cœur de l'idéologie du FN/RN, quoi qu'en dise sa principale dirigeante et peu importe les formes « respectables » qu'elle cherche à lui donner. Mais cela compte bien peu dans la balance par rapport à la nécessité pour les forces politiques bourgeoises — et pour des médias serviles — de disqualifier la gauche et, en son sein, LFI. Car c'est bien cette dernière organisation qui a perturbé lors de la séquence électorale de 2022 le jeu mortifère que joue Emmanuel Macron depuis 2017, à savoir reconfigurer le champ politique autour de l'opposition entre lui et l'extrême droite, en laminant — ou en intégrant, ce qui revient au même — tout ce qui se situait à sa gauche.

Bien sûr, le FN/RN n'a pas le monopole du racisme et de la xénophobie dans le champ politique, mais ce parti en constitue la pointe la plus acérée, celle qui promet avec le plus d'énergie et de constance de redonner à la nation son « identité » et sa « grandeur » en remettant les minorités et les immigrés « à leur place », au profit des « vrais nationaux » (« Les Français d'abord »). Le livre de Maurice Rajsfus nous rappelle vigoureusement ce qu'est fondamentalement ce parti, derrière la vitrine. On ne saurait avoir aucune illusion concernant le parti de Marine Le Pen, Jordan Bardella et

Louis Aliot : rebaptisé Rassemblement national, il n'a pas changé. Il s'agit toujours d'une organisation d'extrême droite, qui cherche depuis des décennies à remodeler et actualiser le vieil héritage du fascisme français. Prendre au sérieux la possibilité du fascisme, c'est affirmer la nécessité de l'antifascisme, dans une situation mondiale qui voit progresser les forces politiques les plus réactionnaires, racistes et masculinistes. Se présentant comme les représentantes des petits, des travailleurs, des classes populaires, elles viennent en réalité au secours d'un système capitaliste en perte de vitesse et de classes dirigeantes jugées de plus en plus illégitimes. Affronter ces nouveaux visages du fascisme et construire une alternative au monde qui leur permet de prospérer, voilà le combat que nous a légué Maurice Rajsfus, un combat pour la libération : à nous de le faire vivre !

Un passé qui ne doit pas avoir d'avenir

J'ai fréquemment dit et écrit que les onze millions d'Allemands qui ont voté pour Hitler, en novembre 1932, pouvaient ignorer la suite et, singulièrement, Auschwitz. En 1998, les quelque quatre millions de Français qui votent pour Le Pen et ses séides ne peuvent rien ignorer de ce qu'il est advenu en Allemagne, puis dans l'Europe occupée, de 1933 à 1945 — ce qui constitue une circonstance aggravante.

Il y a vingt ans, il était de bon ton de sourire devant les fanfaronnades du Front national. Les citoyens sensés considéraient Le Pen et ses maigres troupes tels des symboles nostalgiques d'un passé qui n'avait pas d'avenir. Est venu ensuite le temps où l'on ne se préoccupait plus de la « Bête », les partis politiques représentés au Parlement n'ayant pour unique souci que d'accroître le nombre de leurs élus. De son côté, la presse écrite ouvrait largement ses colonnes aux déclarations fracassantes de Jean-Marie Le Pen, ne le cédant qu'aux stations de radio et aux chaînes de télévision qui, audience oblige, faisaient le forcing.

Évidemment, ce serait négliger bien d'autres facteurs que d'attribuer le succès du FN aux seuls médias. Il n'en reste pas moins que la présence quasi-permanente de l'image du « chef » sur les écrans permettait de prolonger son message de haine et sa volonté de ressusciter l'Ordre nouveau.

Depuis l'orée des années quatre-vingts, le discours de Le Pen s'est trouvé fortifié par celui des formations politiques de droite et de gauche, qui ne quittait que rarement les sentiers battus du nationalisme triomphant. Avec l'aggravation de la crise économique, le problème de l'immigration a bien plus occupé les états-majors des partis politiques que celui du chômage — à la grande satisfaction des stratèges du Front national. Quelle plus belle illustration de cette attitude que l'affaire du bulldozer de Vitry, en 1982, ou le slogan de la CGT, « Fabriquons français » bientôt relayé par le « Travaillons Français » du Front National. Comme si l'on s'évertuait à faciliter la tâche des hommes de Le Pen qui, dès les élections municipales de 1983, commençaient à tailler des croupières à la gauche dans les banlieues rouges des grandes villes. Le désintérêt d'une fraction de l'électorat a fait le reste.

En 1998, le Front national est, plus qu'une menace, un danger immédiat. Même s'il ne dispose pas encore d'une masse militante significative, le parti de Jean-Marie Le Pen voit son idéologie circuler sans la moindre difficulté. Le Front national fait désormais partie du paysage politique et cette situation paraît naturelle au plus grand nombre. Peu importe que ce parti se revendique de la démocratie avec un projet non dissimulé de la supprimer. Le Front national est toléré, sinon accepté par l'opinion publique.

Déjà, par ses méthodes organisationnelles, le parti de Jean-Marie Le Pen rappelle les années sinistres des débuts du nazisme. Ses interventions sont brutales, son objectif clairement affiché : l'exclusion. Une nouvelle génération de fascistes est arrivée sur le devant de la scène, sans vergogne. Le Front national dispose déjà de sa milice qui, de plus en plus ressemble aux S.A. de la fin des années vingt, en Allemagne. Hier dans l'ombre et aujourd'hui presque au grand jour, cette véritable police privée réalise ses enquêtes, constitue des fichiers, et se prépare à mettre la France en coupe réglée.

Certes, nous n'en sommes pas encore au stade irréversible de la maladie, mais le temps est déjà dépassé de tirer le signal d'alarme. Il faut en être bien convaincu : ce sera eux ou nous !

Militant antifasciste depuis mon adolescence, je me suis tout naturellement retrouvé parmi les signataires de *l'Appel des 250*, initié en mai 1990 par Gilles Perrault et Anne Tristan. Tout comme il me semblait aller de soi de poursuivre cette action au sein du réseau *Ras l'Front*. Nous étions alors peu nombreux à avoir pris conscience de l'urgence qu'il y avait à alerter l'opinion publique du danger représenté par le Front national, alors que le discours des nostalgiques du fascisme, devenant de plus en plus cohérent, la classe politique ne voulait pas croire à son efficacité.

Rescapé du génocide, j'ai vu resurgir les vieux démons. Les sinistres assassins qui agissent au nom de l'épuration ethnique ne peuvent être efficaces que si leurs contemporains leur laissent la voie libre. Aujourd'hui, l'heure est passée d'évoquer la résistance au Front national. Plus que jamais, l'avertissement que nous lançons en 1990 reste d'actualité : *Le temps de la contre-offensive est venu !*

M.R.
février 1998

PREMIÈRE PARTIE

**LA BÊTE IMMONDE
ET LE DÉTAIL**

LE PEN LAVE PLUS BLANC

En sortant de l'anonymat le mot « détail », Jean-Marie Le Pen a surtout voulu se situer aux marges du négationnisme conventionnel. En fait comme un négationniste convenable. Un homme qui s'interroge, comme le ferait tout citoyen soucieux de vérité et de respectabilité. Pourtant, tout comme les adeptes du professeur Robert Faurisson, le chef du Front national évoque à loisir le « tabou », ce génocide qui le gêne aux entournures. Il explique que sa nature profonde le pousserait plutôt à éviter de parler trop fréquemment de ce sujet, car il convient de s'intéresser à des problèmes plus actuels, comme le lui suggère Bruno Mégret. Ces deux-là sont-ils vraiment opposés sur la ligne politique et l'avenir du Front national ? C'est possible. Il est certain, en revanche, qu'ils sont en plein accord pour enterrer ce passé qui permet de tracer une frontière entre les êtres humains : ceux qui admettent la mise à l'écart de groupes entiers de populations, et ceux qui trouvent révoltantes de telles pratiques.

Dès l'instant où, selon Le Pen, il doit y avoir débat sur le « détail » — en fait l'existence des chambres à gaz — cela veut signifier que rien n'est certain dans ce domaine, que des arguments peuvent être confrontés pour que la vérité puisse éclater. Le bon peuple doit le savoir : Le Pen ne nie rien. Il veut simplement connaître — dit-il — les apports des

« exterminationnistes », comme disent les vrais négationnistes, avant de pouvoir trancher. Soit-disant catholique pratiquant, le chef du Front national se veut curieusement agnostique en matière de génocide...

Si Jean-Marie Le Pen ne dissimule nullement son aversion pour tout individu coloré, et sa volonté de nettoyer la France des des Arabes (sans doute pour la rendre *Arabevreïn*, comme auraient dit les nazis lorsqu'ils envisageaient de rendre l'Allemagne *Judenreïn*, c'est-à-dire débarrassée de ses Juifs), il est très frileux en abordant le problème de l'extermination des Juifs d'Europe, de 1940 à 1945, et parle de « détail ». À aucun moment Le Pen ne sort de ses certitudes quand il affirme sa détermination à libérer la France de ses immigrés de couleur. Pourtant, tout comme les négationnistes les plus engagés, il ne cesse de poser cette question qui paraît l'obséder : pourquoi refuse-t-on le débat, indispensable à ses yeux, sur l'existence des chambres à gaz, par ailleurs point de « détail » ?

Il serait fâcheux de ne retenir que l'aspect provocation de ce fameux « détail » qui a beaucoup fait pour renforcer la médiatisation de Jean-Marie Le Pen. La conviction n'est pas absente dans l'esprit de ce raciste proclamé. Faute de quoi, il n'y aurait peut-être pas eu répétition dans la volonté iconoclaste. Le « détail », dans quelque domaine que ce soit, c'est le jardin secret habituel des potentats (rappelons-nous Hassan II décrivant ainsi ces bagnes marocains qui n'étaient pas censés exister), des nazis et de leur langage code bien connu et, plus généralement des aspirants dictateurs. Le « détail » c'est cette marge où l'on rejette tous les exclus. Le « détail » n'est rien d'autre que la caution donnée à un peuple qui peut, un temps, se satisfaire de promesses faites à crédit. Le « détail » pour Le Pen n'est rien d'autre que la rançon obligée d'une Histoire qui se redonne des couleurs, tout en faisant l'impasse sur les crimes commis jadis au nom de la pureté raciale.

Le Pen, malgré ses outrances, est un homme prudent. Il dit simplement n'être pas plus convaincu d'une thèse que d'une autre, et prétend vouloir se

documenter en cette matière. Chacune de ses petites phrases est construite de manière à ne pas trop dépasser la ligne rouge, ce qui ferait de lui un adepte avéré des thèses négationnistes. En public, il ne prononce jamais le nom de Robert Faurisson, ni de ses principaux affidés. Pourtant, en privé, Le Pen et ses proches ne manquent pas de gloser sur le « prétendu » génocide, tout comme ils se laissent aller à des propos clairement antisémites. Nous ne sommes malheureusement pas présents pour le constater. Il suffit pourtant de se reporter à certaines déclarations, calculées, sur l'Internationale juive, sur ces journalistes qui régenteraient la presse française, Le Pen se plaisant à citer : Jean-Pierre Elkabach, Ivan Levai, Jean-François Kahn, ou Anne Sinclair. La ficelle est grosse mais jamais Le Pen n'a dit que ces journalistes étaient d'origine juive, se permettant pourtant de décerner à Anne Sinclair le qualificatif de « charcutière cachère »...

À vrai dire, Jean-Marie Le Pen serait plutôt athée en la matière, mais il n'ose pas le dire. Parler de « détail » est un substitut bien pratique. Ce sens de la litote lui permet de tout avouer en un seul mot : il ne croit pas à la véracité des chambres à gaz, d'où une inévitable remise en cause du génocide, du moins de son ampleur. En supplément, il est évident qu'il n'aime pas les Juifs. Et il le fait savoir, régulièrement, plus ou moins discrètement, mais avec une insistance révélatrice. Comme il n'est pas de bon ton dans notre société d'être antisémite, il suffit de ne pas proclamer cette profession de foi. Il n'en reste pas moins que la conviction perverse demeure.

Pour Jean-Marie Le Pen, une difficulté majeure subsiste : il ne peut nier les déportations de masse et ne se risque donc pas à affirmer qu'il doit y avoir débat sur cet autre « détail ». Il ne s'aventure même pas à dire qu'il ne s'agissait que de mouvements de populations, bien naturels en temps de guerre. Le chef du Front national a compris que l'heure n'est peut-être pas encore venue d'annoncer froidement qu'il est lui aussi partisan de cette

méthode. En effet, entre son discours démagogique présentant les étrangers de couleur comme une menace pesant sur la société française — il n'ose pas dire blanche — et l'expulsion de millions de personnes originaires d'Afrique noire et du Maghreb, Le Pen sait très bien qu'il y a là un pas impossible à franchir. De la même façon, il ne peut encore se permettre de rêver à ces camps d'internement où il serait possible d'enfermer ces parias — faute de pouvoir les expulser — pour les faire travailler gratuitement, comme le faisait, dès la fin de l'été 1940, le gouvernement de Vichy avec les « étrangers en surnombre dans l'économie française ». Dès lors, si ces immigrés sont désignés comme boucs émissaires de la crise, nulle autre méthode n'est proposée que leur marginalisation. De plus, le Front national serait bien ennuyé s'il ne pouvait plus diaboliser les « basanés » pour développer son plan de sauvetage du pays.

Pour trouver une solution à ce dilemme, Le Pen pourrait peut-être s'inspirer de cette explication lumineuse fournie par les négationnistes, à propos des Juifs de l'Europe occupée : l'Allemagne fut conduite à organiser des réserves de Juifs, les concentrant dans des ghettos et des camps. Pourquoi tant d'entre eux y sont morts ? Parce qu'ils ont péri de faim, de mauvais traitements, et aussi parce qu'on les a exécutés, mais les preuves d'un massacre délibéré sont plus que « sujettes à caution ». Admirable démonstration dont pourrait se revendiquer Le Pen pour justifier sa « difficulté » à trancher sur la question du génocide, tout en lui permettant de trouver une solution « raisonnable » pour débarrasser la France des ses immigrés un peu trop colorés.

COMMENT DÉTAILLER LE « DÉTAIL »

Le « détail ». Monstrueuse analyse du génocide nazi par Jean-Marie Le Pen, en septembre 1987. L'art et la manière de réduire à rien ou presque la mort de près de six millions d'êtres humains. Un mot suffit. Ce premier « détail » avait pour vocation de devenir dogme. Cette affirmation avait valeur de négation. Cette insanité n'a pourtant pas freiné la montée en puissance du Front national. Pari gagné pour l'héritier. Se voulant à la fois pédagogique et didactique, Le Pen expliquait, face aux protestations indignées que le « détail » n'est finalement que la petite partie d'un tout. Cette précision, après coup, n'étant en rien formulée comme une excuse. La provocation était simplement affinée. Allait-on faire une querelle sémantique à ce représentant authentique de la race celtique, Les bonnes âmes s'en gardaient bien car la Bête immonde n'hésite jamais à sortir son dictionnaire en référence. Tout en prenant bien garde à respecter certaines limites.

Il n'en reste pas moins qu'avec ce « détail », Le Pen avait dépassé les bornes. Cette fois, la justice passait, et si la paille humide des cachots lui était épargnée, une forte amende frappait malgré tout les finances du Front national. La garde rapprochée du chef accusait le coup et hurlait à l'injustice, car on a bien le droit de « discuter des faits qui ne sont pas

établis », comme disent les négationnistes qui ne cachent rien de leurs convictions. Il est vrai que cette formulation n'est pas utilisée aussi nettement, pour « laisser place au débat ».

L'extrême-droite ne propose pas ses idées. Elle les assène. Elle ne discute pas, elle apostrophe. Elle refuse le débat et cherche surtout à imposer son modèle de société qui passe par le respect de l'autorité. La haine constitue son principal support. Le rejet remplace la convivialité. Les victimes ne peuvent être que dans son camp. Les autres, tous les autres, ne sont que les membres d'un complot dont le but unique est de remettre en cause les grandes valeurs nationales.

Ce « détail » lancé par Le Pen, en septembre 1987, n'était d'ailleurs pas utilisé pour la première fois. Avant la Deuxième Guerre mondiale, déjà, le clergé français, alors plus proche de la pensée de Charles Maurras que du christianisme social des militants du *Sillon*, jouait d'un vocabulaire immonde en s'attaquant au ministre de l'Intérieur du Front populaire, Roger Salengro, qui allait être poussé au suicide par une extrême-droite hargneuse. « Sale en gros et en détail », enseignaient les bons pères des écoles religieuses de Lille (fief électoral du ministre) en évoquant cet homme politique^{*1}.

Jean-Marie Le Pen connaissait-il cette saillie peu digne d'une Église charitable lorsqu'en 1987, pour la première fois, il utilisait ce « détail » nauséabond ? S'il succombait de nouveau à ses pulsions, le 5 décembre 1997, ce n'était pas seulement pour marquer le dixième anniversaire de son coup de clairon sous la forme d'un « persiste et signe ». L'intention était bien plus perverse dans sa finalité. Le but, cette fois, était de convaincre toute une partie de la droite classique, ainsi que de larges pans de l'électorat fluctuant, qu'il était désormais possible d'éructer de tels propos sans que cela puisse marginaliser celui qui les exprime. Mieux, Le Pen espérait décrocher, à son profit, les éléments de cette droite dite républicaine, ceux qui chuchotent peut-être ce que lui n'hésite pas à exprimer à voix haute.

Ce « détail » permet de donner une explication au « mystère » entretenu, pour ceux qui contestent la réalité du génocide. Ceux-là ne veulent pas savoir finalement que l'assassinat des Juifs d'Europe a été instrumentalisé aussi bien par les exécutions de masse, à la mitrailleuse, sur le Front russe, dès le mois de juin 1941, au fur et à mesure de l'avance des armées allemandes, en Ukraine et en Biélorussie que, plus tardivement, dans les chambres à gaz. Sans oublier les centaines de milliers de victimes mortes de misère physiologique, au travail ou dans les pires conditions sanitaires, ou sous les coups des bourreaux et de leurs auxiliaires locaux.

De ces éléments du « détail », on n'a le plus souvent retenu que les chambres à gaz, pour mieux nier leur véracité. Peu importe que les lieux aient été retrouvés et décrits. Cela paraît tellement horrible qu'il semble facile d'opposer de fausses explications « logiques ». (Entre autres, la tristement fameuse « impossibilité géographique » évoquée par les pervers de la bande à Faurisson). Ce « détail » du « détail », ces chambres à gaz qui sont devenues le plus abominable symbole de la barbarie nazie ne peut que hérissier les nostalgiques de l'Ordre nouveau, ou de la Révolution nationale de Vichy. Comment admettre ce passé lorsque le projet d'un retour à ce mode de société constitue l'unique ambition ? D'où cette réfutation sans négation véritable, par le biais de ce précieux « détail » qui a pour fonction de mettre en garde les « esprits libres » contre des faits avérés, représentés au moins comme « exagérés ».

Lorsque Le Pen parle de « détail », il se garde bien de détailler le crime, de faire le détail de l'inventaire. En utilisant le *Petit Robert* (peut-être l'a-t-il fait) il aurait très vite compris qu'il n'était pas nécessaire de se perdre dans le détail et, en définitive, s'est refusé à entrer dans le détail des définitions. En fait, bien au-delà du « détail » faisant partie d'un tout, Le Pen s'applique à nous faire connaître une version bien différente. Pour lui, le génocide des Juifs d'Europe n'est qu'un « petit détail » ou même un « détail sans importance », voire un « détail insignifiant ».

Cela fait un certain temps que nous l'avions compris...

LES FAUX FRAIS DE L'HISTOIRE

Cent fois sur le métier remettons le « détail ». Il en restera bien quelques miasmes, ces remugles qui indisposent fortement notre odorat. Il n'a pas encore été dit que la disparition des Juifs d'Europe n'était qu'une invention puisque « ces gens-là » pullulent partout et qu'ils constituent même des groupes de pression insupportables, qu'ils ont un pays — Israël — qu'ils circulent parmi nous, se nourrissent de notre substance. Tout n'est pas encore possible : et une certaine retenue subsiste, par obligation. Cependant, si « le détail » est expliqué de façon minorante, le vent mauvais souffle et la machine à nier s'en satisfait, faute de mieux. En effet, si le « rien » pouvait prendre la place du « détail », les sceptiques seraient comblés. Bien plus, il serait nécessaire, indispensable, que le « rien » disparaisse à son tour afin que subsiste la question : « De quoi s'agit-il ? »

Pour sa crédibilité, à court terme, Le Pen ne peut s'affirmer négationniste. Il invoque la fin de non-recevoir face à des événements qu'il ne peut récuser avec virulence, tout en expliquant que le drame — relatif — des Juifs ne leur permet pas de donner des leçons à leurs contemporains. Que leur sort n'a pas été plus dramatique que celui d'autres populations. Que la Deuxième Guerre mondiale n'a épargné personne. Il ne nie donc

pas, il se contente de récuser des « outrances ». En fait, la pseudo-neutralité de Le Pen vaut négation, mais la teneur de son discours permet toutes les interprétations. Ce « détail » vaut clin d'œil pour les initiés et simple interrogation pour les naïfs, ceux qui sont désormais persuadés qu'effectivement il doit y avoir débat sur la véracité du génocide.

Plutôt que de chercher à convaincre de possibles négateurs, Le Pen s'adresse aux ignorants, à tous ceux qui — le temps aidant — ne sont plus guère remués par l'assassinat de millions de Juifs. Et puis, cela s'est passé il y a si longtemps ! La volonté de banalisation est évidente. Et pourquoi ne s'intéresserait-on pas aux victimes des conflits du passé, de la Grande Peste, peut-être ? Les ignorants constituent un public de choix. Ceux-là peuvent comprendre que le sort des Juifs n'était guère plus intéressant que celui des Arabes qui, en 1998, ont le toupet de venir manger notre pain, alors qu'il n'y a plus rien à partager. Lorsque l'on ne connaît de l'Histoire de son pays que les exploits de Vercingétorix, Roland, Duguesclin, Jeanne d'Arc, Bayard ou Napoléon, comment pourrait-on s'intéresser à ces Juifs qui, finalement, n'étaient peut-être pas bien dignes d'attention ?

L'électorat de Le Pen n'éprouve pas de cauchemars à l'évocation des centaines de milliers de victimes de la guerre d'Algérie. Ces morts n'étaient que des « Bougnoules », des « Ratons », des « Biques », etc. Pourquoi ceux parmi les anciens d'Algérie qui votent aujourd'hui pour le Front national seraient-ils remués par un génocide dont on leur affirme qu'il n'a peut-être jamais été accompli ? L'ignorance est bien commode. Elle évite la réflexion. Le bon citoyen se contente de connaissances approximatives qu'il est facile de transformer en certitudes. Il n'est pas nécessaire de lui enseigner les doctrines abominables. Suggérer suffit. Viendront ensuite les éléments moins stupides, c'est-à-dire plus pervers. Ceux-ci pourront désormais parler haut et fort, à la place de Le Pen...

Lorsque l'on marche le long d'un chemin creux, combien de fourmis est-il possible d'écraser en quelques centaines de mètres ? Qui s'en

inquiète ? Qui pourrait bien questionner l'environnement immédiat de ces minuscules insectes ? Il n'y a pas eu de décision criminelle, et la disparition de ces milliers d'hyménoptères n'a pas affecté l'espèce. S'interroge-t-on sur les combats meurtriers opposant les fourmis ailées aux fourmis dépourvues d'ailes, les fourmis rouges aux fourmis noires ? Un orage vient-il à noyer la fourmilière, qui pourrait bien se faire du souci à ce sujet ? Ainsi raisonnent les ignorants. Ainsi se rassurent les pervers !

La démarche de Jean-Marie Le Pen est simple. Elle peut même paraître simpliste : est-il important de s'inquiéter du sort des Juifs assassinés face aux milliards d'individus qui peuplent la planète ? En fait, sans rien rejeter d'une certaine vérité historique, la volonté est surtout de nier le chiffre, puis les conditions du massacre, avant d'affirmer que les Juifs n'ont pas été plus victimes que d'autres au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Ce qui peut sembler cohérent pour des esprits faibles. Après tout, sussure Le Pen, qui sont ces Juifs dont on nous rebat les oreilles ? Leur esprit dominateur a sans doute facilité leur persécution. Ils se sont rendus insupportables. D'où ce « détail » qui se veut tout de logique, avec un vernis d'objectivité confortant le propos.

Le Pen n'expose pas ouvertement sa véritable obsession : que venaient faire ces Juifs dans les pays où ils s'étaient installés ? S'ils étaient restés chez eux et, en tout cas, là d'où ils venaient, rien ne leur serait arrivé. Chacun chez soi, dit la logique frontiste, et la race blanche sera bien gardée. Tout le reste n'est que « détail » sans intérêt. Les populations vivant en des pays lointains, là où la vie n'a pas de véritable signification — pour les bons Blancs —, peuvent bien disparaître. Le monde, le nôtre, celui des vrais « vrais nationaux » ne s'en portera pas plus mal. Rétrospectivement, il en va de même avec les Juifs d'Europe qui auraient très bien pu mourir en silence. Sans que l'on s'en émeuve.

Prodigue de « détail », Le Pen demeure très circonspect en ce qui concerne la persécution des Juifs. Comme Xavier Vallat, premier

commissaire aux questions juives, dès le printemps 1941, il ne supporte d'entendre parler de génocide qu'à dose homéopathique. Le « tout », l'intégral, n'étant pas encore de saison, il est préférable de ne pas l'évoquer. Le « tout » dans le génocide, c'est l'addition des victimes. Comme il serait pratique d'affirmer qu'il n'y a pas eu de victimes. C'est un rêve auquel la tête pensante du Front national ne peut aspirer car le quotidien le traque et il doit prendre garde à bien ajuster son discours. Mais les proches du chef peuvent se permettre moins de manière, particulièrement ceux de l'aile catholique intégriste qui n'éprouvent pas de honte particulière à l'évocation des massacres de jadis, lorsque l'on baptisait les populations rétives au fil de l'épée, où quand les bûchers de l'Inquisition enseignaient la marche à suivre pour mériter le Royaume des cieux.

En fait, Le Pen ne veut rien connaître du sort des Juifs massacrés par le bon vouloir de Hitler, étant plutôt inspiré par le caractère totalitaire d'un pouvoir pour qui le nombre des disparus par les cheminées des camps d'extermination relevait simplement des pertes et profits, inévitables, pour les plus humanistes des nazis, et souhaitables pour les plus endurcis. La survie de la caste des grands blonds aryens était sans doute à ce prix. La réflexion profonde de Jean-Marie Le Pen oscille entre ces deux modes de réflexion et, s'il n'y a que peu de blonds en France, les Blancs y sont encore très nombreux.

Le projet nazi était pourtant simple. Il s'agissait d'éliminer ces éléments étrangers, hostiles à l'idéologie totalitaire. Il convenait d'éliminer, de A à Z, d'Abraham à Zimmermann, ces Juifs inassimilables. Rien que des Métèques. Sans intérêt. Les survivants et leurs enfants font tellement de bruit en cette fin de siècle qu'il devient évident que l'on n'en a pas tué autant « qu'ils » le disent. Il est donc nécessaire de revoir cette histoire enseignée, ces récits peuplés de volonté inflationniste. Le « détail » ne serait donc pas outreucidant.

Rien n'a changé, et si l'on se garde bien de désigner ces gêneurs — trop directement —, les sous-entendus sont tellement clairs que nul ne peut s'y tromper. Comme si Le Pen et ses lieutenants entendaient faire savoir que les Maghrébins et les Noirs ne sont pas seuls à leur donner des cauchemars.

LA PAROLE DU CHEF

L'homme du « détail », aventurier-baroudeur devenu milliardaire, se prétend le représentant du peuple. Le Père de la Nation, sans doute. S'il n'a pas encore fait à la France le don de sa personne, le chef du Front national sait que le temps lui est compté pour devenir l'équivalent de Hitler, de Mussolini ou même de Pétain. L'étudiant-voyou qui alimentait la chronique du Quartier latin au début des années cinquante^{*1} s'est imposé comme leader des tenants d'un pouvoir fort. S'il joue du menton comme Mussolini, s'il utilise un langage délirant proche de celui d'Hitler, il n'est pourtant qu'un ersatz de dictateur. Le pouvoir qu'il ambitionne reste à prendre. Certes, l'idole des fascistes français est doté d'un véritable ascendant sur le pays profond, mais il se trouve déjà contesté par ses seconds. D'où la nécessité qui lui est faite d'user d'un langage sans fard, à la limite de l'imprudence. Les nostalgiques de l'Algérie française et les derniers rescapés de Vichy témoignent leur fidélité sans faille à Jean-Marie, mais la jeune génération de fascistes lorgne déjà plus loin que l'Ordre nouveau annoncé par Pétain. À ce stade, le langage du chef se doit d'être de plus en plus violent, de plus en plus brutal. Le dérapage ne peut être évité.

Le « détail » n'est peut-être rien d'autre que la rançon d'une retraite annoncée. Pourtant, les mots ne sont jamais innocents et les éructations de

Le Pen, plus ou moins contrôlées, sont annonciatrices d'un langage encore plus abrupt, qui ne serait peut-être plus codé si les circonstances l'exigeaient. Ce génocide, évoqué comme un « détail », ce refus d'accepter vraiment l'existence des chambres à gaz, car il n'en a pas vu lui-même, cette façon de réfuter sans nier, font de cet homme le champion du non-dit. Qu'en sera-t-il lorsqu'il se résoudra à en dire davantage, pour rester crédible, face à ses troupes impatientes.

Habitué désormais à ce langage plus populacier que policé qui fait la gloire des bateleurs de foire, les électeurs du Front national sont déjà prêts à entendre d'autres « vérités ». Sans qu'il soit nécessaire de déguiser les mots. D'un « détail » à l'autre, les discours s'est de mieux en mieux articulé. Les hypothèses ont cédé la place aux certitudes, comme il est de règle pour les négationnistes bon teint : on commence par hésiter, on conteste timidement, on réfute résolument, puis on nie. Le Pen opère pourtant de façon légèrement différente : il n'affirme rien, se contente de suggérer, et laisse ses troupes tirer la conclusion. Un peu à la manière de l'illusionniste qui offre une carte forcée aux jobards.

Le langage du chef se veut savant mais ne peut se départir de ces inflexions un peu canaille qui plaisent tant au bon peuple ; lequel se sent rassuré lorsqu'il a le sentiment d'être en phase avec le locuteur. Et plus encore quand il est persuadé de pouvoir formuler lui-même les mots simples qui soutiennent l'argument. Il n'est pas besoin de longs discours si un mot peut suffire à convaincre.

Le simple électeur du Front national, et plus encore le militant fidèle, ne fait guère de différence entre le « youpin » de 1942 — élément essentiel du « détail » — et le « bougnoule » de 1998, avec lequel il n'est même pas nécessaire de prendre les précautions de langage les plus élémentaires. Ces bons Français sont tellement convaincus de la nocivité des « bandes ethniques » décrites par Le Pen, que la perspective de leur éviction ne fait

pas partie de leurs cauchemars. Et s'il devient indispensable de les éliminer, on ne fera pas dans le détail.

Pour ses troupes attentives, le verbe du chef vaut parole d'Évangile. Et peu importe si l'amour du prochain est résolument remplacé par des mots de haine. C'est dans l'ordre des choses. D'ailleurs, Jean-Marie Le Pen n'a jamais changé de registre, sur le fond. Seuls les naïfs s'étonnent de la violence contenue dans chaque mot exprimé. Telle cette parabole se voulant comique, cette leçon de savoir-vivre délivrée avec un rire gras : « Les Évangiles m'enseignent d'aimer mon prochain, pas mon lointain ! »

Le miel des mots ne peut dissimuler la haine et tout est clair : le « détail » ne peut concerner que des « lointains », même s'ils vivent à nos côtes. Les fidèles ne peuvent s'inquiéter de ce langage qui, à leurs yeux, a le grand mérite de la franchise. Pourtant, comme il convient de ne rien laisser au hasard, le « lointain » va devenir bien plus visible au travers du célèbre « J'aime mieux ma cousine que ma voisine ! » Le bon citoyen inquiet, insatisfait, est désormais rassuré : il est possible d'éliminer les gêneurs sans risquer de perdre son âme. Le « détail » du génocide est renvoyé aux faux-frais de l'Histoire. La voie est ouverte pour d'autres exactions de masse...

UN JUSTICIABLE PEU JUGÉ

Jean-Marie Le Pen ne se risque jamais à parler du « mythe » de l'extermination des Juifs. Il est trop habile pour se laisser aller à de telles dérives du langage. Pour être crédible, au-delà de son public le plus fidèle, il lui faut apparaître comme celui qui doute et non pas comme celui qui nie. « Comparons les arguments et nous pourrons, peut-être, faire notre religion sur ce sujet. » Cette attitude lui évite de trop prendre position, tout en incitant ses adeptes à faire éventuellement un choix plus direct.

Malgré ses multiples activités, son activisme politique depuis l'épopée poujadiste, en 1956, la guerre en Afrique du Nord, son zèle comme partisan de l'Algérie française, ses amitiés pro-OAS, ses contacts avec tout ce que le monde compte de néo-nazis, Le Pen n'a jamais oublié ses études de droit et ce métier d'avocat qu'il n'a pourtant que rarement exercé. Est-il un fin juriste ? A-t-il autour de lui de bons conseillers ? Toujours est-il que le président du Front national navigue au plus près de la vague, mais sans jamais se laisser submerger par des paroles trop hasardeuses. La loi de 1972, contre les propos écrits et comportements racistes, et la loi de 1990, sur les propos et la propagande négationnistes, ne lui ont jamais causé trop de dommages, malgré plusieurs condamnations.

Jean-Marie Le Pen sait très bien qu'en matière de discours raciste, il ne peut pas trop s'aventurer au-delà de quelques dérapages contrôlés comme le « détail » ou « Duraffour-crématoire ». Ce qui lui reste de sang-froid lui permet d'éviter trop de déboires avec la justice, car il n'ignore pas que les « injures publiques faites à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, en raison de leur origine ou de leur appartenance, ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation ou une race, ou une religion déterminée », peuvent être réprimées par la loi de juillet 1881. La loi de 1972 envisage, en plus, le délit de provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes, en raison de leur origine.

Il est évident que si ces textes étaient appliqués de façon stricte, Jean-Marie Le Pen coucherait plus souvent à la Santé que dans son château de Saint-Cloud, qu'il aurait non seulement perdu ses mandats électifs, mais également ses droits civiques. Fort heureusement, pour lui, la République est bonne fille et certains de ses juges peu regardants. Peut-être les hommes en robe noire considèrent-ils Le Pen comme un pur produit de cette démocratie qui fut longtemps colonialiste, suffisamment en tout cas pour inciter ses citoyens à la haine raciale. Comme l'expliquent les négationnistes tranquilles, les racistes déclarés : « L'amour de l'allogène est-il une obligation légale ? L'affectation d'une indifférence marquée provoque-t-elle à la haine en encourageant l'immigration ou, au contraire, en en dénonçant les dangers ^{*1} ? »

Revenons pourtant à ce génocide que Jean-Marie Le Pen ne peut se laisser aller à nier imprudemment, car il existe, là également, une loi réprimant ce comportement, c'est la loi de 1990, dite Loi Gayssot qui, malgré toutes ses imperfections, pourrait être utilisée contre les pervers. Si Le Pen a parfois — trop rarement — encouru les foudres de la justice, assurément on peu dire qu'il est d'extrême-droite, nostalgique du fascisme,

fils spirituel de Hitler, Mussolini et Pétain. (Jugement de la Cour d'appel de Nancy, en 1993.)

En fait, Le Pen peut débiter ses « vérités » sans grand risque. Il peut même se payer le luxe de prendre la parole depuis Munich, en décembre 1997, comme d'autres parlaient depuis Londres, en juin 1940. Comme si son propos témoignait d'une volonté de résistance. Et ce pour confirmer une première déclaration datant de septembre 1987, annonçant aux Français, comme une vérité première, que les chambres à gaz ne sont qu'un « détail » de l'histoire. Avec cette double annonce, à dix ans de distance, Le Pen fait un pied de nez à ces éditeurs et patrons de presse qui, si longtemps, avaient estimé peu médiatiques le sort des Juifs dans l'enfer des camps nazis et, surtout, dans l'univers concentrationnaire français. L'homme peut même se payer le luxe de faire un bras d'honneur à ceux qu'il apostrophe, tant sa visite à Munich est largement symbolique, même si le temps a accompli son œuvre. Qui donc dans le grand public se souvient que c'est précisément dans la capitale de la Bavière qu'en 1923, en compagnie du général Ludendorff, Hitler avait tenté son putsch.

À l'occasion, lorsqu'il est en verve, Jean-Marie Le Pen ne dédaigne pas la dénonciation publique de ces Juifs qui ont fait tant de mal à nos sociétés. Pour lui, le temps est sans doute venu où il sera possible de ressortir le vieux refrain de la nuisance des Juifs et de leur nocivité permanente. On avait presque oublié cette antienne de la propagande nazie, où l'on dénonçait la « Judéo-ploutocratie », fauteuse de guerre, dans le même temps que les Juifs étaient désignés comme les suppôts du Bolchevisme. Il n'y avait là contradiction que pour ceux qui prenaient le temps de réfléchir. Il est vrai que Le Pen ne chante que le premier couplet

La loi est ainsi faite que Le Pen n'est pas passible de poursuites lorsqu'il écrit : « L'Histoire s'ordonne obligatoirement par rapport aux événements qui touchent la communauté juive. » Ce qui permet aussitôt à

un plumitif de *National Hebdo* d'écrire tranquillement : « L'antijudaïsme se nourrit de l'agacement suscité par l'exception juive. » Le Pen se risque à aller un peu plus loin, pour bien montrer qu'il n'est pas obsédé par le judaïsme. Il trouve banal de parler de l'inégalité des races. Ce qui ouvre la voie à l'épouse de son bras droit pour enchaîner et développer le thème, toujours depuis l'Allemagne — décidément symbole incontournable. Y a-t-il là manque d'intelligence, perversité ou défaut de clairvoyance politique ? Y a-t-il volonté de banaliser l'Allemagne de Hitler au point de faire admettre que les nazis n'ont jamais commis les horreurs dont aucun détail ne nous a échappé ? Ou bien Le Pen, plus tard relayé par Catherine Mégret, n'intervenait-il ainsi que pour protéger l'homme blond nazi et, tout naturellement, l'homme blanc français ?

Le Pen ne peut être jugé pour les dérives oratoires de ses affidés. Voire. Nous savons que le chef du Front national aime bien exciter ses troupes, tout comme le faisait Pierre Poujade, en 1955, lorsque le jeune Jean-Marie Le Pen était candidat sur une liste présentée par l'UDCA du papetier de Saint-Céré. Je me souviens d'une réunion électorale au cinéma Eden à Vincennes, en décembre 1955, à quelques jours des élections du 2 janvier 1956. (J'ai décrit cette réunion dans mon livre de souvenirs, *Une enfance laïque et républicaine*.) Devant un public essentiellement composé de petits commerçants et d'artisans, Pierre Poujade retroussait ses manches, comme le fait le bon ouvrier manuel — tout dans les mains, rien dans les poches — et interrogeait le public, comme à Guignol : « Quels sont ceux qui, en ces temps de misère, peuvent mettre de l'argent à gauche ? » Et la salle, haineuse, répondait sourdement : « Les Juifs ! les Juifs ! » Nous étions à quelque dix ans de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le souvenir de l'horreur était encore dans tous les esprits, et la salle trépignait d'aise de pouvoir exprimer enfin ce qui lui pesait sur le cœur depuis si longtemps, que l'on n'osait plus dire. C'était comme si un verrou venait de sauter. Pierre Poujade avait soufflé les raisons de leur mal de vivre à ces

boutiquiers et ces gros malins crachaient leur venin sans retenue. Ils savaient désormais pourquoi leurs entreprises ne dégageaient pas suffisamment de bénéfices. C'était la faute de ces Juifs qui étaient revenus, après avoir déserté le terrain de 1940 à 1945. Si l'on avait sondé les cœurs de ces chevaliers du tiroir-caisse, peut-être aurait-on entendu la véritable raison de cette hargne : « Hitler n'en a pas tué suffisamment ! »

Comme son mentor Poujade, Jean-Marie Le Pen aime jouer ce rôle de bateleur de foire qui pose les questions, laissant le public donner les bonnes réponses. Dans le *Petit Dictionnaire pour lutter contre l'extrême-droite* publié, en 1996, par Martine Aubry et Olivier Duhamel, on trouve ce petit extrait d'une apparence de dialogue entre Le Pen et son public ordinaire, au cours d'une réunion publique tenue par le Front national, le 14 mars 1984.

— Le Pen : « Badinter ? »

— La salle : « Juif ! »

— Le Pen : « Lustiger ? »

— La salle : « À mort les Juifs ! »

— Le Pen : « Madame Veil ? »

— La salle : « Au four crématoire ! »

La gauche était alors au pouvoir. Y a-t-il eu plainte ? Si à chacune de leurs incartades perverses, Jean-Marie Le Pen et ses compères connaissaient réellement les rigueurs de la loi — et la loi existe — ils se retrouveraient inmanquablement en prison. La simple application de la loi serait bien plus éducative pour l'opinion publique qu'une aléatoire mesure d'interdiction du Front national.

AVONS-NOUS MÉRITÉ LE PEN ?

Quatre millions de Français votent désormais pour le Front national. Régulièrement. C'est un fait admis. Un constat qui ne révolte pas les bonnes consciences républicaines. Le parti de Jean-Marie Le Pen fait partie du paysage politique et le bon Français moyen ne s'en indigné pas. Dans le même temps, ce citoyen, qui se considère comme un homme libre, qui pour rien au monde n'accepterait de se voir associé à un parti fasciste menaçant nos libertés fondamentales, trouve pourtant naturel que l'on expulse les immigrés de couleur. Ce rejeton du pays des Droits de l'homme et du citoyen ne s'effraie nullement de voir se pavaner une police trop présente dans nos villes. Il serait même plutôt satisfait car on lui a expliqué que la sécurité constitue l'un des principaux droits de l'homme. Comment ce « compatriote » ne peut-il comprendre les dangers de cette conjonction inévitable entre une extrême-droite en plein essor et des forces de l'ordre de plus en plus racistes — sans parler de leur comportement brutal ? Bien évidemment, cela ne ressemble en rien à la situation que nous avons connue entre 1940 et 1944. Pas encore. En tout cas, cela ne peut manquer de rappeler des souvenirs. Ces jours de terreur qui collent encore à la peau des survivants. Hier et demain ne peuvent être comparables, c'est vrai. Les lendemains peuvent être pires...

Lorsqu'une partie non négligeable d'un peuple démissionne, au point d'oublier son passé, lorsque des millions de Français sont capables de considérer Le Pen et le Front national comme le remède à tous leurs maux, il y a effectivement péril. Danger de mort pour la démocratie. Danger de mort effective pour les esprits libres. Sans difficulté apparente, les valeurs de base ont laissé place à la force brutale et au rejet des plus faibles : les immigrés colorés, mais aussi les SDF et les chômeurs, les jeunes sans avenir et d'autres minorités encore mal définies.

Face à cette désaffection du politique, qui favorise la pire des dérives politiques, des mots anciens, devenus puérils à force de n'être plus utilisés dans leur sens premier, reprennent de l'importance : citoyen, démocratie, solidarité, antifascisme et, bien entendu, antiracisme. Comme le « chacun pour soi » paraît être devenu la règle, ces rappels ont perdu de leur importance car tout est de la faute de l'autre. Ce paria dont il convient de se méfier, qu'il faudra chasser.

La France serait-elle devenue une jungle où des prédateurs sans adversaires pourraient dicter leur loi ? Nous n'en sommes pas encore là, mais la voie est tracée pour y parvenir. Si le Front national corrompt désormais plus de 15 % de nos concitoyens, les sondages nous indiquent régulièrement que plus de 30 % des Français sondés sont sensibles à l'idéologie raciste et autoritaire du parti de Jean-Marie Le Pen, même s'ils ne peuvent encore se résoudre à voter pour ses candidats. Signe des temps, si, il y a quelques années, l'électeur du Front national votait furtivement pour ce parti, désormais le bulletin de vote FN est triomphalement déposé dans l'urne.

Ce pays deviendrait-il le triste reflet de la France de Vichy ? Ce serait une abomination. D'autant plus, cette fois, qu'il s'agirait d'un choix librement déterminé et non plus d'une situation vécue sous la botte nazie. N'oublions pourtant pas que la très grande majorité des Français fut éperdument reconnaissante à Pétain d'avoir sauvé la France, acceptant ainsi

cette Révolution nationale qui transformait le pays en une base arrière de l'Allemagne hitlerienne. En 1940, l'adhésion à l'Ordre nouveau n'était rien d'autre qu'une forme de lâcheté, née du désastre mais, à l'approche de l'an 2000, les avancées d'une extrême-droite revancharde résonnent comme une déchéance tacitement acceptée par ceux qui n'hésiteraient nullement à voir les libertés disparaître pourvu que leur petit confort moral soit assuré. Cela sans la moindre assurance.

Quatre millions de Français votent sans honte pour un parti fasciste qui ne cache rien de son jeu. Quatre millions de Français, qui ne peuvent rien ignorer du passé du fascisme, des désastres connus, font maigre tout confiance au parti de Jean-Marie Le Pen. Rien n'y fait. Est-ce du désespoir ou du désintérêt, le résultat d'une intoxication douce, de la perversité ou de la folie, de l'inconscience, de la haine pour ses semblables ou de l'admiration pour un forcené qui n'arrive à ressembler qu'aux caricatures des dictateurs anciens ?

Tout est pourtant limpide dans le programme de ces nouveaux croisés du totalitarisme : racisme, autoritarisme, volonté d'annihiler les acquis sociaux et les éléments de la culture composant les fondements mêmes de ce pays qui a connu trois révolutions, la Commune de Paris, le Front populaire, les luttes (tardives) pour la Libération, Mai 68, etc. Ces entractes dans l'histoire d'une France qui n'a jamais été véritablement de gauche, ne sont que des trompe-l'œil permettant d'envisager le pire car, le meilleur, c'est bien connu, n'est jamais mérité.

En cette fin de siècle, plus de cinquante ans après l'écrasement du nazisme allemand et du fascisme italien, il se trouve toujours des millions de Français désirant tenter à nouveau l'aventure d'un pouvoir fort. Au nom d'un nationalisme sourcilleux, la volonté est affirmée de recréer cet Ordre nouveau qui avait fait chavirer l'Europe, au cours des années trente. Ce n'est pas du catastrophisme que d'évoquer ces ombres du passé qui reviennent au galop, cet avenir possible qui nous guette.

Ceux qui votent à droite ou à l'extrême-droite mais restent sceptiques à l'évocation d'un retour du fascisme — ce croque-mitaine poussiéreux enfoui au fond du magasin des accessoires — sont, singulièrement, des analphabètes politiques. Ils oublient la longévité politique de Franco, après la Deuxième Guerre mondiale — jusque vers 1975, on garrottait encore les opposants politiques en Espagne. Ils oublient le coup d'État des colonels grecs, en 1967, les sanglantes dictatures militaires latino-américaines, dont les Chiliens ou les Argentins, pour ne citer qu'eux, ne se sont pas encore totalement remis.

Ces imbéciles, unis à autant d'endurcis, se font de plus en plus nombreux. Y compris parmi les plus démunis et les parias. Le bourgeois, le SDF persuadé d'obtenir un logement grâce à Le Pen, le chômeur à qui le Front national promet du travail si les immigrés sont massivement expulsés, le petit patron, le commerçant ou l'artisan, certains de voir baisser leurs impôts, tous communient sous les mêmes auspices : la France d'abord, les Français avant tout. Ce qui ressemble tragiquement et tristement au célèbre *Deutschland Uber Allès*. Le pays et ses frontières seraient devenus la promesse d'un paradis sur terre dès lors que tous ses habitants, de même couleur, se ressembleraient. Tous célébrant le Travail, la Famille et la Patrie, comme au temps béni d'un Maréchal qui avait fait à la France le don de sa personne — à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Le Pen a encore du temps devant lui pour réaliser son rêve : mettre la société française en condition et venger les vaincus de la Libération.

Vous les rencontrez dans la rue, sur le marché, dans les transports en commun, ces Français — un sur six — qui votent Front national. Votre voisin de palier, peut-être ? Les « chances » d'en trouver sont certainement plus fortes dès lors qu'il s'agit du policier qui « îlote » dans le quartier, du gardien de prison, du contrôleur des transports en commun, du chauffeur de taxi qui bougonne si drôlement, de la concierge qui vous lorgne derrière ses rideaux, du commerçant au sourire mielleux, de l'artisan qui vous arnaque

pour la moindre réparation, du petit patron qui aimerait bien qu'on en finisse avec les syndicats, les comités d'entreprise et le droit de grève, du simple crétin qui croit avoir tout compris. Et peut-être aussi le médecin du quartier, le pharmacien, le cadre de banque si convenable... En effet, l'analyse fine de l'électorat FN démontre que 40 à 50 % de ses suffrages proviennent d'éléments que l'on peut situer dans les classes moyennes ou supérieures. De même, il serait naïf de croire que des victimes de la précarité — chômeurs ou SDF — ne soient pas attirés par les sirènes du Front national. Arrêtons-là cette liste de « compatriotes » qui, demain, risquent de devenir infréquentables. Tous ceux-là et beaucoup d'autres, sont animés par la haine contre une société qui ne les auraient pas favorisés, et ne vivent qu'avec le désir de faire payer « les autres ».

Pour la plupart, nous avons été instruits à l'École laïque. Nos instituteurs avaient eu pour tâche de nous enseigner les mêmes valeurs. Il faut croire que les interprétations données à cet enseignement ont été très diverses. Les moralistes pourraient, à bon compte, porter au débit de tous les Français la décrépitude d'une société ayant bien mérité le désordre moral régnant désormais au pays qui, en des temps anciens, avait appris à régler ses comptes avec le château, la promenade se terminant parfois avec la tête du hobereau au bout d'une pique. Tout est changé et, comme les nazis des années trente, ce sont les bravaches du Front national qui se présentent comme des révolutionnaires. Nous l'avons bien mérité, pourraient dire ces moralistes qui se gardent bien d'intervenir et attendent le désastre imminent pour vérifier le bien-fondé de leurs prédictions.

Il ne peut être fait table rase du passé, même si *l'Internationale* affirme le contraire. Le passé récent, le nôtre, nous colle à la peau. Nous en sommes tous pleinement héritiers dès lors que nous ne l'avons pas dénoncé, pire encore si nous avons accepté certaines abominations alors que nous étions en mesure de les refuser. Bien sûr, quelques marginaux se trouvaient toujours là pour tirer le signal d'alarme, attacher le grelot, comme on dit,

mais la masse, plutôt satisfaite, ou peu désireuse de « faire de la politique », ne réagissait pas.

Qui donc s'était inquiété du déclin de la démocratie au pays de la Liberté, quand, après avoir été libérée du joug nazi, la France se montrait capable de recommencer des guerres coloniales meurtrières en Indochine, à Madagascar, au Maroc, en Algérie enfin ? Quel démocrate conséquent perdait le sommeil lorsque la France, redevenue démocratie, s'accoutumait du spectacle des CRS lancés contre les mineurs du Nord, à l'automne de 1947, ou pour briser les grèves à Marseille, en 1948 ? Les jeunes Français qui guerroyaient en Algérie — contraints, c'est vrai — le faisaient pourtant sans trop de honte, et revenaient sur cette rive de la Méditerranée souvent maladivement racistes et prêts à devenir, trente ans plus tard, les meilleurs fantassins du Front national. Mis à part quelques groupes minoritaires, quels sont les Français qui, après le massacre du 17 octobre 1961, s'apitoyaient sur le sort des centaines d'Algériens, balancés à la Seine par des policiers de la République ?

Le bon peuple s'était amusé de Mai 68, avait même sympathisé, un temps, avec les étudiants frondeurs, mais n'avait guère bronché quand la répression s'était abattue sur les forces vives du pays les dix années suivantes. De nouveau, ces bons Français allaient supporter De Gaulle, subir Marcellin et Pompidou, Giscard et Poniatowski, adouber Mitterand, le rejeter, mettre ses espoirs en Chirac, Pasqua, Madelin ou Debré et, pour finir, s'enfermer dans un particularisme infernal.

Est-ce que nous avons mérité Le Pen ?

DEUXIÈME PARTIE

D'UN DÉTAIL À L'AUTRE

CEUX QUI PENSENT ET CEUX QUI TAPENT

Le discours autoritaire, raciste, qui s'apparente, de plus en plus, au fascisme ordinaire, ne peut qu'engendrer l'intolérance et la violence. La volonté de mise à l'écart, puis la persécution directe de ceux qui sont décrits comme différents, est devenue, depuis une quinzaine d'années, le fonds de commerce du Front national. Dès lors que l'exclusion se situe au premier plan des préoccupations, les imprécations sont bientôt suivies du passage à l'acte.

Depuis sa percée aux élections municipales, particulièrement à Dreux et à Aulnay-sous-Bois en 1983, le Front national a mis progressivement en place un service d'ordre muscle, censé protéger les dirigeants du parti et qui ressemble de plus en plus à l'une de ces milices privées bien connues, jadis, en d'autres lieux. Des « bénévoles » se sont joints rapidement aux gros bras et, parmi eux, en de multiples occasions, des skinheads toujours amateurs de brutalités.

En maintes circonstances, le climat s'avère favorable aux débordements de la garde rapprochée de Jean-Marie Le Pen et, si les forces de police ne sont pas directement complices, elles ferment les yeux ou assistent sans broncher aux exploits de ceux qui se désignent comme des « nationaux ». Il n'est pas rare non plus de voir des membres du service d'ordre du Front national trouver refuge derrière un cordon de CRS, apparemment présents pour les protéger. L'idéologie du FN, il est vrai, s'est rapidement répandue

au sein des forces de l'ordre et les élections aux Comités paritaires de la police l'ont tristement démontré. Aux agressions physiques, il convient d'ajouter les menaces et la pression permanente sur les groupes le plus fragiles de la population. Le langage raciste est devenu la règle.

Au cours de ces dix dernières années, les affrontements, voulus par le Front national, ont fréquemment alimenté la chronique, mais cela va bien au-delà des échanges de coups car les brutes racistes sont parties en guerre — sourdement soutenues par des discours qui n'émanent plus seulement des têtes pensantes du Front national. Néanmoins le propos de Jean-Marie Le Pen demeure fondateur. Sa fonction est désormais solidement établie : conduire la droite classique et, parfois, la gauche convenable, à trouver naturelle une politique d'exclusion qui ne doit plus rien aux droits de l'homme.

1987

Le 3 avril, au Zénith, Jean-Marie Le Pen entre en campagne pour les élections présidentielles. Son discours est prioritairement destiné aux jeunes nés de l'immigration maghrébine. Pas de clin d'œil à la France profonde, seulement le langage brutal, raciste, qui ne cherche pas à tromper son monde : « [...] Si vous êtes fidèles à vos racines — ce que je respecte — si vous prétendez vivre dans vos lois, vos mœurs à vous, avec votre culture, alors, il vaut mieux que vous rentriez chez vous. Sans cela, tout cela se terminera très mal. » Le meeting se transforme rapidement en réunion des nostalgiques d'un autre temps et, tandis que dans la salle quelques excités hurlent « Algérie française », Le Pen ne manque pas d'ajouter : « Je voudrais dire à un certain nombre de beurs arrogants que certains des leurs sont morts pour leur donner une patrie et non pas pour qu'ils viennent dans la nôtre. » Le chef du Front national est immédiatement relayé par Jean-

Pierre Stirbois, secrétaire général du parti, qui éructe : « Il n’y a de place en France que pour les Français... Être Français, ça se mérite¹ ! »

Le 4 avril, précisément sur ce thème, « Être Français, ça se mérite », une manifestation du Front national est organisée à Marseille. Élus FN et RPR défilent dans les rues bras-dessus, bras-dessous. En fin de parcours, des immigrés Nord-Africains sont agressés : un Algérien est blessé, puis un Antillais, sans doute considéré comme un sale nègre².

Le 10 mai, à Lyon, vingt-quatre heures après un meeting de Le Pen, les hommes du Front national passent à l’action et organisent une ratonnade. Matraques en main et barres de fer à l’appui, une quarantaine de nervis s’appliquent à semer la terreur sur les pentes de la Croix-Rousse. Lorsque la police intervient, c’est pour embarquer les Maghrébins — menottes aux poignets. Quant aux bravaches du FN, contrôlés pour le principe, ils discutent en riant avec les policiers. Pour conclure, Bruno Gollnish, leader local et tête pensante du Front national, affirme que tout ce remue-ménage n’est que le résultat d’une « provocation de jeunes maghrébins³ ».

Déjà, les analystes politiques s’interrogent sur les lacunes de la loi du 1^{er} juillet 1972, contre le racisme. Ce texte, qui avait apporté d’importants compléments à la loi de juillet 1881 sur la liberté de la presse, notamment en matière de diffamation et d’injures racistes, s’est avéré inopérant. En effet, lorsque l’injure est orale, non seulement la présence de témoins est nécessaire, mais la victime doit être en mesure de fournir leur identité. S’il s’agit d’un tract, l’auteur doit en être retrouvé. Certes, la loi de 1972 institue le « délit de provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l’égard d’une personne ou d’un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance, ou de leur non-appartenance, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ». Cette loi semble avoir été faite sur mesures pour le Front national mais, si les plaintes sont nombreuses, elles n’aboutissent que rarement à des condamnations.

Le plus souvent, les agressions se font sous couvert de l'anonymat le plus total. D'honnêtes citoyens attaquent régulièrement des jeunes issus de l'immigration maghrébine. En apparence, la politique est absente de ces mini-ratonnades. Le 15 août, cinq skinheads de Châteauroux prennent à partie un groupe de jeunes beurs. Interpellés, ces protecteurs de la race blanche sont poursuivis pour « coups et blessures volontaires avec arme et préméditation ». Interrogés, ils déclarent tranquillement aux policiers qu'ils voulaient « casser des Arabes⁴ ! » Officiellement, le Front national n'apparaît que rarement dans ces opérations. Il n'est pas présent le 21 août, en baie de Somme, lorsque trois automobilistes passent à tabac un jeune Algérien, sous le prétexte avancé aux policiers « qu'ils n'aimaient pas les Arabes⁵ ». Pas davantage, le 25 août, quand deux adolescents d'origine marocaine sont pris à partie violemment par des consommateurs d'un café de Commercy⁶.

Le 13 septembre, au cours de l'émission le Grand Jury RTL-Le Monde, on interroge Jean-Marie Le Pen sur les thèses négationnistes de Robert Faurisson. Il affirme n'être pas au courant, mais ajoute qu'il est partisan de la liberté d'esprit et s'explique : « Tout ce que nous savons sur l'histoire des guerres nous apprend qu'un certain nombre de faits ont été controversés et discutés... Je me pose un certain nombre de questions. Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu en voir moi-même. Je n'ai pas étudié spécialement la question mais je crois que c'est un *point de détail* de 1 histoire de la Deuxième Guerre mondiale. »

Suit ce dialogue étonnant :

— RTL : Six millions de morts, c'est un point de détail ?

— Le Pen : Six millions de morts ? Comment ?

— RTL : Six millions sont morts pendant la Seconde Guerre mondiale, et vous considérez que c'est un point de détail ?

— Le Pen : La question qui est posée est de savoir comment les gens ont été tués ou non !

— RTL : Ce n'est pas un point de détail !

— Le Pen : Si, c'est un point de détail de la guerre. Voulez-vous me dire que c'est une vérité révélée à laquelle tout le monde doit croire, que c'est une obligation morale ? Je dis qu'il y a des historiens qui débattent de ces questions⁷ !

1988

Le 2 septembre, dans un discours prononcé à Cap d'Agde (Hérault), Le Pen lance son tristement fameux « Duraffour-Crématoire ».

Sont-ils proches du Front national ces anti-indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, qui, ce même mois de septembre, diffusent une cassette, sous le manteau, avec une chanson où la haine raciale est présente dans chaque mot :

*Poilus et bien bronzés
Avec de gros trous de nez
C'est bien normal
Quand on descend du chimpanzé.*

*Il faut les exterminer
Au lance-flammes, au mortier ou à la grenade
Quelle rigolade
Mais il ne faut surtout pas les manquer !*

Entre deux strophes, un rigolo commente : « C'est le rêve que je fais toutes les nuits, et mes rêves sont souvent prémonitoires⁸. »

Quelle parenté peut-il y avoir entre ces insanités et les injures racistes émanant de la plume de François Brigneau, journaliste à National Hebdo

(qui n'a rien oublié des beaux jours de l'occupation nazie) ? Il écrit, le 10 novembre : « À 19 heures, Philippe Alexandre, marchand de bretelles à RTL, juif assimilé de tendance centriste, est reçu par la mamma Haine-Sinclair marchande de soutien-gorge à TF1, juive (moins assimilée) de tendance socialiste. Rares sont les émissions de l'épanouie boulangère azyme où le Front national, son président et ses amis ne soient pas agressés⁹ ! » Des poursuites sont engagées mais l'ancien collabo Français Brigneau en a l'habitude. Déjà, en février de cette même année, il a été condamné à 15 000 francs de dommages et intérêts pour « injures à résonance raciste » envers Anne Sinclair.

Lorsque le docteur Bachelot est exclu du Front national pour n'avoir pas approuvé le « détail », ses ex-amis lui expliquent que « le sujet a été abordé pour faire renaître la droite nationale », et puis, « L'anti-France est constituée des lobbies de la presse, de la franc-maçonnerie et des juifs. Le Front national reviendra désormais en permanence sur ce sujet¹⁰. »

1989

Personne ne manque au rendez-vous du propos raciste, les brutes imbéciles, mais également les intellectuels du Front national (il y en a de plus en plus !) C'est le cas de Jean-Yves le Gallou qui préside le groupe FN au Conseil régional d'Île-de-France, le 7 janvier, dans une tribune libre adressée au *Monde*. Avec des mots tranquilles, il tient le même langage que les voyous du Front national : « Dans sa majorité, le peuple est identitaire : il veut défendre ses coutumes, ses traditions, ses façons d'être, son terroir et ses clochers, son droit à l'enracinement, tout simplement. » L'élégance du propos cache mal la haine de l'étranger, de cet immigré censé menacer l'identité française.

Le 29 avril, à Gennevilliers, un jeune Beur, âgé de seize ans, est grièvement blessé par un homme qui tire sur lui avec son fusil de chasse. Très rapidement, on apprend que l'auteur des coups de feu est le garde du corps de la tête de liste FN aux élections municipales, et que sa xénophobie est bien connue¹¹.

Le 10 mai, un ressortissant tunisien est agressé par arme à feu et laissé pour mort devant le foyer Sonacotra de Nice par un fier à bras qui explique aux policiers qu'il est excédé par la présence trop envahissante des immigrés¹². Le 13 mai, à La Réole (Gironde), un jeune ressortissant marocain est poursuivi par trois hommes qui le tabassent, puis l'aspergent de gaz lacrymogène, avant de le jeter dans le vide depuis un pont¹³. Le 13 juillet, lors d'un affrontement au cours d'un bal, à Thiez (Haute-Savoie), un jeune Tunisien est tué d'un coup de couteau¹⁴. À Dijon, c'est un retraité qui tue à coups de canif un jeune d'origine maghrébine. À Saint-Laurent-des-Arbres (Gard), les passagers d'une voiture ouvrent le feu sur un jeune harki qui meurt de ses blessures¹⁵.

Ces assassinats, ces agressions, sont-ils le fait de militants du Front national, des sympathisants, ou de légionnaires en goguette comme on l'affirme pour l'affaire de Saint-Laurent-des-Arbres ? Les amis de Jean-Marie Le Pen s'en défendent bien, mais l'idéologie distillée par ces « nationaux » ne peut conduire qu'à ces meurtres dont on ne retrouve pas toujours les coupables.

Pour Le Pen, il convient de courir plusieurs lièvres à la fois afin de « ressouder » la droite nationale. Il est donc nécessaire d'entonner, de temps à autre, le couplet antisémite. Dans *Présent*, il explique sans détours : « Les grandes internationales, comme l'Internationale juive, jouent un rôle non-négligeable dans la création de l'esprit antinational. » Pour se faire bien comprendre, il ajoute : « Il faut être prudent quand on dit que la Maçonnerie et l'Internationale juive jouent un rôle. Cela n'implique pas tous les maçons ou toutes les obédiences, ni toutes les organisations juives, ni tous les juifs.

C'est évident. Mais il y a des gens qui parlent au nom des autres et qui agissent de cette manière¹⁶. » Quelques jours plus tard, Jean-Marie Le Pen récidive et évoque, toujours dans *Présent*, les dangers de l'immigration en provenance d'Afrique du Nord : « Il ne suffit pas d'élaborer une défense que j'appellerai de proximité et de croire qu'elle est capable de résoudre les problèmes... Il faut s'attaquer à la source. C'est la raison pour laquelle je dis que ce phénomène migratoire doit être analysé, mesuré... La solution est qu'ils ne viennent pas¹⁷ ! »

Le 25 août, le responsable local du Front national de Charvieux-Chavigneux (Rhône) tire avec son fusil de chasse sur des jeunes Maghrébins. Il est laissé en liberté¹⁸. Le Pen trouve matière à plaisanterie dans ce fait divers : « [...] On a finalement appris que le fusil était chargé avec des grains de blé. En bref, qu'il s'agissait d'un coup de fusil à blanc. Il a voulu tirer et, en même temps, ensemençer ! » Le président du FN ne peut s'empêcher de compléter son propos : « Nous sommes les défenseurs de la légitime défense. Nous voulons être maîtres chez nous, dans nos communes, dans nos régions, dans notre pays¹⁹. »

C'est à la Trinité-sur-Mer que le « chef » s'exprime ainsi, et il en profite pour affirmer : « Il n'y a pas de vie sociale sans discrimination. » Poursuivant sa croisade, Le Pen ne laisse passer aucune occasion pour asséner son discours anti-Algérien. Le 21 novembre, à Dreux, il explique, tout doucereux : « J'étais à Toulouse. J'ai parlé devant des jeunes Algériens et je leur ai dit : vos pères se sont fait tuer pour vous donner une patrie. Alors, ayez au moins l'élégance d'y habiter²⁰. » Voilà certes un propos qui ne peut inciter à poursuite judiciaire mais, parfois, le bouchon est poussé un peu plus loin, comme à Lyon le 25 novembre : « Au nom de la France qui combat pour ses libertés, merci à Lyon qui fut la capitale de la Résistance face à l'occupation allemande et qui l'est encore aujourd'hui face à l'occupation islamique²¹. »

1990

Au Club de l'Horloge, ces « théoriciens », cousins germains du FN, on ne fait pas davantage dans la dentelle, le 10 février, au cours d'un colloque sur « le droit d'exclure ». Yvan Blot, grand maître des cérémonies, et député européen du FN, dénonce « [...] l'égalitarisme niveleur qui a trop montré qu'il était destructeur de liberté ». Et, pour lui, « le droit d'exclure [correspond] à un besoin de survie²² ».

Le 9 mars, deux jeunes Marocains âgés de dix-huit ans — deux frères — sont grièvement blessés, à Saint-Florentin (Yonne). C'est le propriétaire d'une crêperie qui a ouvert le feu avec son fusil²³. Le 10 mars, à Roanne (Loire), un jeune Français d'origine marocaine, âgé de dix-sept ans, est volontairement renversé par un automobiliste : il meurt de ses blessures quelques heures plus tard²⁴. S'agit-il, là encore, d'actes impulsifs ? Le Pen se hâte de l'affirmer ; il déclare au lendemain de ces deux affaires : « La thèse du Front national est largement renforcée par ces incidents dangereux. La multiplication de ces incidents témoigne de la difficulté de cohabitation entre populations de cultures différentes²⁵. » Pas un mot pour dénoncer les crimes qui viennent d'être commis.

Pas question, en effet, de commenter de tels actes. Il faut passer à l'ordre du jour et annoncer que le Front national vient de se doter d'un « Conseil scientifique constitué d'un aréopage d'universitaires et de personnalités de haute compétence qui acceptent de s'engager [à ses côtés]. » Les polytechniciens y côtoient les maîtres de conférence de diverses universités, des professeurs de médecine, plus quelques juristes²⁶.

Les voyous ne sont plus seuls à adorer Le Pen. Lequel n'est plus isolé sur son créneau, car il peut compter aussi bien sur le maire de Nice, Jean Médecin, qui ricane sur « ses » Juifs qui ont claqué la porte du conseil municipal²⁷, que sur le maire de Montfermeil (Seine-Saint-Denis), qui limite l'accès des enfants d'immigrés aux écoles maternelles de sa

commune²⁸. Le 10 avril, un jeune Français d'origine algérienne, âgé de dix-sept ans, est tué à Mulhouse par un « homme tranquille » qui le tire comme un lapin avec sa carabine 22 long rifle²⁹.

Dans les premiers jours de mai commence à circuler le texte d'un appel à lutter efficacement contre le Front national. C'est *l'Appel des 250* qui se termine ainsi : « L'heure n'est plus aux constats attristés et aux déplorations. Le temps de la contre-offensive est venu ! » *Le Monde*, qui publie le texte intégral de l'appel et les noms de quelques signataires, triés soigneusement, omet de citer les initiateurs de cet appel, ses rédacteurs : Anne Tristan et Gilles Perrault.

Chaque jour apporte son lot d'actes racistes ou de déclarations justifiant ce comportement. Le 29 mai, quelques jours après la profanation du cimetière juif de Carpentras, *Le Monde* nous en apprend de belles sur le passé de Jean Madiran, directeur du quotidien *Présent*, proche du Front national. Durant les années de l'Occupation, sous son patronyme de Jean Arfel, Madiran écrivait des chroniques antisémites dans *L'Action française*. Ainsi, ce 11 août 1944, à quelques jours de la Libération de Paris : « [...] Au milieu des conséquences tragiques de la défaite de 1940, le Juif souffre par où il a péché, tandis que le Français souffre par où il a laissé pécher le Juif [...] Cette double formule résume toute notre position antisémite actuelle : le regret que l'on n'ait pas empêché les Juifs de nuire à la France et la volonté de ne plus se laisser guider par eux³⁰. »

Le 30 mai, le tribunal correctionnel de Toulon décide que qualifier Le Pen, et tout autre dirigeant du Front national, de « nazi », est une injure et non pas une diffamation. C'est là une prise de position qui devrait faire jurisprudence. Il n'empêche que les « nationaux », comme dit Le Pen, sont les meilleurs des Français. Défendre les valeurs nationales constitue leur priorité absolue. À cette fin, il convient d'être armé. Le 18 juillet, six militants du FN de Caen sont condamnés pour port d'arme à de dérisoires peines de prison avec sursis, assorties d'amendes. Le 13 mai précédent, les

mêmes avaient déjà été contrôlés par le service des Douanes, qui avaient trouvé dans leurs voitures — sous les sièges et dans le coffre — trois pistolets, des bombes lacrymogènes et des casques. Tous faisaient partie du service d'ordre du FN³¹.

Lorsque des parachutistes partent en opération pour leur propre compte, peut-on dire qu'il appliquent brutalement, sur le terrain, l'idéologie du Front national ? Difficile de l'affirmer, mais la similitude est telle que l'on pourrait s'y tromper. Même langage, même violence. Le 18 novembre, dans la soirée, une quarantaine d'hommes au crâne rasé décident de conduire une ratonnade dans une cité proche de Carcassonne, peuplée majoritairement de Maghrébins. Le visage noirci ou encagoulé, armés de chaînes de vélos, de manches de pioches ou de poings américains, ils hurlent : « Les Arabes, on va vous casser ! » C'est bien la guerre ! Des hommes, des femmes sont roués de coups de matraque dans les escaliers de leur immeuble. Dix parachutistes sont finalement interpellés par la police mais l'on apprend, à cette occasion, qu'en 1987 déjà, quinze parachutistes du 3^e RPIMA avaient organisé une ratonnade dans un autre quartier de Carcassonne, revolver en main³².

Le Front national n'est pas un parti de masse, mais ses délires sont contagieux. Il n'est pas nécessaire d'appartenir aux parachutistes pour être violent. Le 25 décembre, cinq vengeurs de la race blanche « cassent » de l'Arabe à Beauvais, « pour la France ». Ils ont entre dix-huit et vingt-trois ans. Trois maghrébins sont envoyés à l'hôpital. Selon les témoins, ces agressions se sont déroulées aux cris de « Vive la France ! », « Vive la Légion ! » et « Vive Le Pen ! ». Ces jeunes demeurés, qui avaient voulu « s'amuser avec les Bicots », sont cette fois lourdement condamnés : quatre ans de prison dont dix-huit mois avec sursis, pour trois d'entre eux, et huit mois pour un autre³³.

1991

La traque aux Arabes paraît désormais banale et, certains jours, c'est par rafales que ce type d'informations occupe les colonnes des journaux. Le 19 janvier, un attentat à la bombe détruit un restaurant d'Istres appartenant à une Tunisienne ; des graffiti, « Mort aux Arabes — SS » ne laissent aucun doute sur les intentions des agresseurs et pas davantage sur la filiation revendiquée. Pratiquement dans le même temps, à Martigues, des coups de feu sont tirés contre un foyer de travailleurs immigrés. À Béziers, un jeune homme d'origine algérienne est grièvement blessé d'un coup de couteau à l'abdomen, après avoir été abreuvé d'injures à caractère raciste. À Vescovata, en Corse, des coups de feu sont tirés contre la devanture d'une épicerie tenue par un Marocain. À Grasse et à Saint-Laurent-du-Var, des tracts provocateurs — anti-français et antisémites — sont distribués au cours de la nuit du 19 au 20 janvier. À Montpellier, un homme est arrêté le 20 janvier après avoir tiré des coups de feu sur les fenêtres d'un appartement occupé par une famille marocaine³⁴.

Il n'est pas nécessaire de fréquenter les meetings du Front national pour conduire une croisade individuelle contre l'étranger de couleur. Pour s'en convaincre, il suffit de se référer aux propos tenus par Michel Poniatowski dans *Minute*. L'ancien bras droit de Giscard d'Estaing y explique sans vergogne que la France est « devenue un campement africain et tiers-mondiste, toujours plus vaste et plus islamisé. Chaque minaret qui se construit annonce notre islamisation... La France était un pays où l'on vivait en sécurité, avant que ne déferle l'immigration africaine ou nord-africaine³⁵. »

Le 18 mars, la cour d'appel de Versailles condamne Jean-Marie Le Pen à 100 000 francs de dommages et intérêts pour chacune des neuf associations ayant porté plainte contre lui, suite à son interview sur RTL, à propos du détail ; plus la publication du jugement dans cinq quotidiens nationaux et cinq hebdomadaires, à concurrence de 450 000 francs, plus

évidemment les frais de justice. À cette occasion le leader du FN parle d'une « véritable tentative d'assassinat politique ».

Le service d'ordre du Front national décide parfois de montrer son savoir-faire. Le 25 mai, lors d'un « pèlerinage » savoyard de Le Pen, à Saint-Franc, les gros bras du FN passent à l'action et chargent violemment les contre-manifestants qui ont le tort de huer leur président. L'enquête finira par mettre en cause celui qui, à l'époque, était le gendre de Le Pen, le patron du service d'ordre, ainsi qu'un journaliste de *Présent*. Cette garde rapprochée de Le Pen était armée de battes de base-ball et de bombes lacrymogènes. (En mars 1996, ces nervis seront relaxés par le tribunal correctionnel de Chambéry. Depuis, le dossier a été rouvert et, pour l'avocat général, il s'agissait de « violence d'une rare sauvagerie — la violence dûment organisée. Il y avait dans la première mêlée des membres du DPS qui ont exécuté l'ordre donné par un responsable. Nous sommes en présence d'une milice privée sans aucune légitimité lorsqu'il s'agit de faire régner l'ordre et de ramener à la raison des contre-manifestants. »).

Le 19 juin, au cours d'une manifestation, pourtant interdite par la Préfecture de police, Le Pen se déchaîne dans un discours prononcé place de l'Opéra : « Quand le ministre de l'Intérieur préfère les loubards aux vieillards, les étrangers aux Français, les truands aux policiers honnêtes, quand l'État est dur avec les faibles et doux avec les forts, il est temps que le peuple parle pour remettre de l'ordre dans la maison³⁶. » Le soir, sur une radio périphérique, on peut entendre le chef du FN affirmer que « Les dix mille immigrés qui ont défilé sans contrainte à Paris, le 25 mai 1991, c'étaient dix mille délinquants ! »

Ce même 19 juin, à Orléans, devant une assemblée de militants du RPR, et dans la chaleur communicative des banquets, Jacques Chirac se laisse aller, entre deux libations, à un discours des plus bassement racistes : « Notre problème, ce n'est pas les étrangers, c'est qu'il y a overdose. » Après avoir expliqué qu'il convenait de mettre un terme au regroupement

familial (pourtant institué par Giscard en 1976), le président du RPR lance son fameux couplet : « [...] Le travailleur qui habite à la Goutte-d'Or, qui travaille avec sa femme pour gagner environ 15 000 francs et qui voit sur son palier d'HLM une famille entassée avec le père, trois ou quatre épouses et une vingtaine de gosses, qui touche 50 000 francs par mois de prestations sociales, sans naturellement travailler [...] » Ensuite, la perversion du discours va crescendo : « Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, le travailleur français, sur le palier, il devient fou. Ce n'est pas être raciste que de dire cela³⁷. » En fait, le maire de Paris aurait pu préciser : « Il n'est pas nécessaire d'être au Front national pour tenir de tels propos. »

Sur la même ligne de crête, Michel Poniatowski revient à son obsession ; dans une interview accordée au *Figaro*, il estime aller plus loin que Jean-Marie Le Pen à propos de l'immigration, et préconise « le rétablissement de la priorité du travail pour les Français, la suppression du regroupement familial, l'expulsion rapide des étrangers sortant de prison et des clandestins, la suppression des allocations familiales pour les étrangers non-ressortissants de la CEE, 1 expulsion des étrangers chômeurs depuis plus de deux ans [...] Le réexamen de la situation des naturalisés par mariage à partir de 1988³⁸. » C'est dans ce climat de rejet de l'étranger qu'intervient la décision de la cour d'appel de Versailles, le 2 juillet, relaxant Jean-Marie Le Pen pour son « Duraffour-crématoire », érupté le 2 septembre 1988, à la fin d'un banquet³⁹. Il est vrai que le propos calamiteux sur « le bruit et d'odeur » tenu par Jacques Chirac, quelques jours plus tôt, intervenait également à l'heure du digestif.

Le 21 juillet, un commando « Charles-Martel » revendique l'incendie du local d'une amicale algérienne parisienne⁴⁰. Moins violent dans les actes, mais tout aussi actif dans le propos, Gérard Longuet (ancien d'Occident) propose de réserver le RMI aux seuls Français. Ce qui lui vaut les plus vives félicitations de Jean-Marie Le Pen⁴¹.

Il était temps qu'à son tour Giscard d'Estaing vienne à la rescousse. Dans un entretien donné au *Figaro Magazine*, le 22 septembre, il dénonce « l'invasion » de la France par les immigrés, et réclame le rétablissement du droit du sang. L'ancien président de la République se situe dans l'air du temps puisqu'un sondage SOFRES, réalisé à la fin du mois d'août, fait ressortir que le Front national est considéré comme la plus cohérente des organisations politiques dans la lutte contre l'immigration. Pour 22 % des sondés, c'est Le Pen qui arrive en tête des hommes politiques qui « proposent des solutions satisfaisantes au problème de l'immigration ». 52 % des personnes interrogées estiment qu'il faut empêcher de nouvelles entrées d'immigrés en France, et 20 % qu'il faut renvoyer dans leur pays un grand nombre d'étrangers. 20 % approuvent l'idée de quota d'ouvriers étrangers, par profession et pays d'origine. 50 % estiment normal le système de charters d'expulsion, etc⁴².

Ce sondage, venant après les propos de Poniatowski, précédant ceux de Giscard, démontre à l'évidence que l'idéologie du Front national se développe sur un terreau favorable. D'autant plus que la justice refuse d'être offusquée par les avancées de ce racisme ambiant. Ainsi, le 17 octobre, la Cour d'appel de Versailles juge, suite à une plainte déposée par la Ligue des droits de l'homme après la diffusion d'un tract du Front national en janvier 1990, que l'expression « invasion », alors utilisée, n'avait rien de péjoratif. La LDH étant même condamnée à payer 10 000 francs d'amende à Jean-Yves Le Gallou, pour une action de « caractère abusif⁴³ ».

Michel Poniatowski profite de ce climat délétère pour dénoncer « l'occupation » de la France par les immigrés. Le 12 octobre, à Montfermeil, au congrès de l'association « France Debout », il suggère à la droite classique de passer des accords de gestion, pour les élections, avec le Front national⁴⁴. L'ancien ministre de l'Intérieur connaît bien le terrain et ne doit pas être étonné par la publication d'un autre sondage SOFRES, réalisé

entre les 15 et 17 octobre, d'où il ressort qu'un Français sur trois partage désormais les idées de Jean-Marie Le Pen, les sympathisants de droite se retrouvant à 54 % pour camper sur cette position. Pour Olivier Biffaut, dans *Le Monde*, « c'est probablement la conjugaison de l'effet "invasion-droit du sang" de M. Valéry Giscard d'Estaing et de l'effet "odeurs-bruits" de Jacques Chirac, termes utilisés au sujet de l'immigration, qui est à l'origine de ce résultat. En employant ces mots, l'ancien président de la République et l'ancien Premier ministre ont, en quelque sorte, dédouané idéologiquement le Front national et son chef, provoquant l'ouverture des vannes⁴⁵. » Jean-Marie Le Pen ne peut que se réjouir. Il voit dans ce sondage la preuve que « le Front national sera, à droite, la grande force d'alternance dans les mois et les années à venir. » À l'unisson, Gérard Longuet déclare qu'il faut casser la diabolisation du Front National⁴⁶.

À l'occasion d'un colloque sur l'écologie, organisé par le FN, le 2 novembre, à Saint-Raphaël, Bruno Megret dénonce « le principe de la disparition des races humaines par métissage généralise ». Se revendiquant de Maurice Barrès, de Charles Maurras et d'Alexis Carrel, il affirme que « l'écologie véritable va de pair avec la défense de l'identité [...] Elle pose comme essentielle la préservation du milieu ethnique, culturel et naturel de notre peuple. » Au passage, Bruno Mégret dénonce les Verts, coupables « d'accepter une immigration massive qui vient transformer nos cités en villes arabes⁴⁷ ». En toute convivialité, dans le *Journal du Dimanche*, daté du 3 novembre, Michel Poniatowski affirme que le risque encouru par les Français, avec le PC et le PS, est dix fois plus grand que celui présenté par le Front national⁴⁸.

Ce ne sont là que travaux d'approche préparant les grandes manœuvres du Front national. Le 16 novembre, au cours d'un colloque national, à Marseille, Bruno Mégret présente cinquante mesures constituant une « Contribution au règlement du problème de l'immigration ». Les propositions sont claires :

— Supprimer la discrimination anti-française ; abroger les lois « liberticides » de 1972 et de 1990 ; contrôler les associations étrangères et limiter leur financement.

— Il faut réformer le Code de la nationalité, rétablir le droit du sang et supprimer toute acquisition automatique de la nationalité française ; instaurer la prestation de serment lors des demandes de naturalisation ; stopper la pratique des mariages « blancs » ; remettre en cause les naturalisations acquises depuis 1974.

— Pour protéger l'identité nationale, il faut bannir le cosmopolitisme à l'Éducation nationale, instaurer des quotas d'immigrés par classe. Il faut convertir les foyers Sonacotra en logements sociaux pour les Français nécessiteux, démanteler les ghettos ethniques, entraver la construction de mosquées, réglementer l'ouverture des écoles coraniques et des centres islamiques.

— Dans le domaine de l'immigration, il est nécessaire de mettre fin au regroupement familial, stopper le faux tourisme par l'instauration d'un cautionnement obligatoire dissuasif, freiner l'immigration sanitaire, réformer la législation des réfugiés politiques, dénoncer les accords de Schengen, renforcer les contrôles aux frontières et établir un contrôle sanitaire aux frontières, avec tests de séropositivité.

— La préférence nationale est développée. Accorder la priorité d'emploi pour les Français et de licenciement pour les immigrés. Il faut assurer aux nationaux la priorité et l'accès aux logements sociaux ; réserver les allocations familiales aux familles françaises, donner aux Français la priorité d'accès aux avantages sociaux. Les immigrés seront exclus du RMI. Il convient de créer des caisses de sécurité sociale séparées, réprimer le travail clandestin et créer un label « Produit en France avec des Français ». Il faut réglementer la propriété immigrée.

— Pour organiser le retour des immigrés dans leur pays d'origine, il faut : supprimer la carte de séjour de dix ans, tacitement reconduite, en

instaurant une carte de deux ans non renouvelable automatiquement ; prévoir le retour des chômeurs en fin de droit ; signer des conventions bilatérales de retour ; assortir les bourses aux étudiants étrangers d'une obligation de retour.

— Pour réaliser et accroître les expulsions nécessaires, il faut expulser les clandestins, rendre effective la décision d'expulsion sur décision administrative, créer des centres d'hébergement surveillés à proximité des ports et des aéroports, affréter des bateaux et des charters pour le retour, expulser les délinquants avant leur libération, punir le refus de décliner son identité, rechercher les clandestins⁴⁹.

Cette batterie de mesures proposées n'est rien d'autre qu'un mode d'emploi racoleur et pousse au crime : les têtes pensantes du Front national ont bien compris que celles-ci ne peuvent déplaire à nombre d'électeurs de la droite classique et même à certaines franges de l'électorat de gauche. Malgré quelques protestations de principe venant du RPR et de l'UDF, les propositions de Bruno Mégret ont fait « tilt ». La banalisation est en progrès. C'est ainsi que dans *Libération* daté du 27 novembre et dans *Le Monde* du lendemain, les lecteurs peuvent prendre connaissance d'une publicité politique — sur une demi page — établissant un lien entre immigration et insécurité. « Il faut stopper l'immigration et réussir l'intégration », proclame un texte, coiffé du titre : « Et maintenant, si on arrêtait le laisser-faire », le tout encadrant une voiture de police. Seulement, cette publicité n'émane pas du Front national, mais du RPR. Dès le lendemain, la rédaction du *Monde*, et Serge July à titre personnel, présentent leurs excuses pour cet impair d'avoir laissé passer une publicité établissant un amalgame entre immigration et insécurité...

Le lecteur attentif de ces lignes pourrait croire que, malgré les discours xénophobes et racistes, les attentats et agressions contre les immigrés seraient moins fréquents. Ce n'est qu'un faux semblant. En effet, bien

souvent, des policiers prennent le relais des nervis pour les propos racistes et le comportement violent envers ceux que le FN désire marginaliser⁵⁰.

Les Mégret, Poniatowski, Giscard, Pasqua et autres Pandraud doivent se sentir réconfortés lorsque, le 19 décembre, le ministre de l'Intérieur socialiste, Philippe Marchand, dépose un amendement permettant la détention en « zone de transit » d'un étranger pendant vingt jours, sur simple décision policière. Le président du Tribunal administratif ayant la possibilité de prolonger ce délai de dix jours. Soit trente jours sans que le gardien des libertés individuelles — le juge judiciaire — ait son mot à dire. C'est un texte contraire à la Constitution et, en 1986, la loi Pasqua, qui avait proposé une disposition identique, avait été rejetée par le Conseil constitutionnel⁵¹. À l'annonce du vote de ce texte, par une assemblée majoritairement de gauche, Bruno Mégret se réjouit et déclare : « Le gouvernement applique la 46^e mesure du Front national sur l'immigration⁵². »

1992

Les périodes d'apparente accalmie sont toujours productives de déclarations haineuses, le camp du rejet xénophobe ne restant jamais inactif. Michel Poniatowski accorde, une fois de plus, un entretien à *National Hebdo* et en profite pour dénoncer les « lobbies ethniques⁵³ ». Au-delà des campagnes destinées à convaincre les petits blancs de la nécessité d'une épuration ethnique cohérente, le Front national recruterait des policiers pour monter son service de renseignements. C'est ce que nous apprend *Le Canard enchaîné*, avec force détails⁵⁴.

Si Jean-Marie Le Pen aime se livrer au jeu des petites phrases et des bons mots pour stigmatiser ses adversaires politiques, il a horreur, en revanche, que les militants de gauche, voire d'extrême-gauche, lui trouvent

des maîtres en politique. Le 15 janvier 1992, à l'occasion d'un meeting organisé par le président du Front national, à Nancy, huit mille personnes s'étaient réunis sur la place Stanislas à l'appel du Collectif antifasciste et antiraciste (CAFAR). Un cortège s'était organisé à travers la ville. En fin de manifestation, le porte-parole du collectif unitaire anti-Le Pen, Paul-Elie Lévy, se félicitant du succès de la réplique, avait incité toutes les villes de France à agir de même, et ponctué son propos de l'indispensable constat : « Le Pen est le fils spirituel de Hitler, de Mussolini et de Pétain ! » Formule réitérée deux jours plus tard sur les antennes de RTL.

Le 20 mai, après quatre mois de réflexion, le chef du FN décidait d'assigner Paul-Elie Lévy devant le tribunal de grande instance de Nancy pour propos injurieux, lui réclamant 100 000 francs de dommages et intérêts⁵⁵. Curieusement, si Jean-Marie Le Pen refuse la filiation au nazisme, il ne se prive pourtant pas d'admirer le nazi belge Léon Degrelle, réfugié en Espagne depuis 1945, allant jusqu'à le qualifier de « monument de la Seconde Guerre mondiale⁵⁶ ».

Le 26 juin, le tribunal de grande instance d'Annecy rend un jugement qui devait faire jurisprudence en estimant que : « L'idéologie du Front national reprend un certain nombre des thèmes développés par le régime de Vichy. » Ensuite, le tribunal rappelle que « des propos antisémites ont été tenus lors de réunions publiques sans que M. Jean-Marie Le Pen les ait expressément désavoués [...] [et que] plusieurs décisions de justice rendues à l'encontre de M. Le Pen ont déjà relevé une corrélation entre le discours de certains représentants du Front National et des manifestations favorables à l'antisémitisme. » Moyennant quoi, Jean-Marie Le Pen et le Front National sont déboutés de leur plainte pour diffamation et injures déposée contre le directeur d'une publication bimensuelle locale, le *Journal*, qui avait publié en janvier 1992 un article intitulé : « Savoyards, faites pas les cons ! » et dans lequel il était notamment écrit : « En votant pour les candidats du Front national, c'est Le Pen-Pétain que vous risquez de mettre

au pouvoir et, derrière lui, tous les nazillons, les nostalgiques des chambres à gaz, les défenseurs de la race blanche, les chasseurs de Juifs et d'Arabes⁵⁷. »

Lorsque les organes d'information font défaut — peut-être par overdose — dans la relation des actes racistes qui se poursuivent dans le silence général, c'est la presse militante qui prend le relais. Nous apprenons, à la lecture de *Rouge*, que dans la forêt vosgienne des Hautes-Vannes est installé un refuge où se retrouvent les membres d'un groupe de skin-heads arborant croix gammées et croix celtiques. À l'occasion, descendant sur Gérardmer, ces nervis menacent les élus locaux, puis s'en prennent aux enfants d'immigrés avec crachats et injures racistes, avant d'agresser un militant de *l'Appel des 250*, qui s'en sort avec un bras cassé. Ce dimanche 20 septembre, un adjoint au maire et son frère sont à leur tour insultés et aspergés de gaz lacrymogène. Ce sont sans doute les mêmes petites fripouilles qui décorent d'inscriptions racistes le monument aux morts de Gérardmer, sur lequel figurent les noms des maquisards tués pendant l'Occupation et ceux des Juifs de la ville morts en déportation⁵⁸.

Désireux de respectabilité, entre deux hoquets racistes, Le Pen ne supporte guère la présence des journalistes. À la suite de la diffusion d'une émission sur le Front national par un journaliste de l'équipe d'« Envoyé Spécial », sur France 2, intitulée, « FN, la nébuleuse », il entre en fureur et lance quelques imprécations contre les hommes de presse au cours de la Convention du Front national, le 7 novembre⁵⁹. Il est déjà bien connu que la presse n'est pas estimée dans les allées du FN. Les journalistes sont tous des pourris, des vendus. Lors de la fête des « Bleu-blanc-rouge », le 9 novembre, on distribue des autocollants émanant de la librairie « La Vielle taupe », ainsi rédigés : « Si tu rencontres un journaliste, gifle-le. Si tu ne sais pas pourquoi, il le sait ! » Des journalistes ont été priés de ne pas venir au Bourget, d'autres, signalés par un badge, sont traités de « mouche à merde ». Les équipes des chaînes de télé qui sont venues malgré tout

s'entendent décerner quelques compliments : « Tu as vu ces cochons ? Ils arrivent avec leur truc pour écouter, les salauds ! » Un journaliste de France 3 est traité de « sale juif ! » Peu après, l'équipe de RFO est accueillie avec des crachats, et une journaliste se fait tirer les cheveux. L'éclairagiste de l'équipe de TF1, alors qu'il se rend à la salle du meeting, est agressé par un courageux anonyme qui lui décoche un coup de poing dans la nuque, avant de disparaître. Dès lors, les chaînes TV décident de boycotter le meeting. Cet incident est habilement exploité par Jean-Marie Le Pen qui, loin de désavouer le nervi, s'en prend une fois de plus à la presse : « Je savais, depuis quelques jours, qu'il allait être monté un coup qui permettrait aux télévisions de ne pas rendre compte de notre fête. Selon la technique du self-service, je ne serais pas étonné qu'ils aient amenés eux-mêmes la personne qui a provoqué l'incident⁶⁰. » Pour bien expliciter le propos de Le Pen, un journaliste de *Présent* n'hésite pas à écrire : « Une carte de presse n'est qu'une carte de presse et certainement pas un gilet pare-balles ou anti-éclats⁶¹. »

Le 4 novembre, la cour d'appel de Chambéry rend son arrêt, jugeant que le chef de file de l'extrême-droite et son parti sont « antisémites et racistes ». Curieux jugement, condamnant toutefois le directeur du *Journal d'Annecy* à 1 franc de dommages et intérêts à Le Pen et au Front national, pour injures ; sans doute à cause du mot « nazillons »⁶².

1993

Le 9 janvier, dans une station d'essence de l'autoroute A13, à vingt-quatre kilomètres de Rouen, d'un autocar descendent une cinquantaine de crânes rasés, en survêtement ou en tenue paramilitaire ; ils envahissent le local où se trouvent les toilettes et la machine à café. Hurlant « La France aux Français ! Étrangers dehors ! » ils pourchassent un homme qui se trouve en

compagnie d'un jeune garçon. Le lecteur qui envoie cette information au courrier du *Monde* conclut : « Jamais je n'oublierai l'humiliation de cet homme, obligé de fuir comme une bête traquée, ni surtout le cri et le regard terrorisé de ce petit garçon devant la barbarie⁶³. »

Ont-ils agi spontanément ou sont-ils sensibilisés par les discours du Front national, ces lycéens de Mulhouse qui, le 27 janvier, sont arrêtés par des policiers après avoir profané des tombes de soldats nord-africains morts, lors de la libération de la ville, en novembre 1944 ? Ce groupe de lycéens avait d'abord imaginé de faire une « virée anti-arabe » au centre-ville, puis ont sans doute estimé moins dangereux de renverser cinquante-huit stèles de « bicots », sans toucher aux tombes des autres confessions⁶⁴.

Depuis des mois, le Front national s'est doté d'une devise digne d'honnêtes militants : « Mains propres et têtes hautes ! » Pourtant, dans les premiers jours de février, l'un de ses candidats aux élections législatives, dans les Landes, est arrêté et écroué en Belgique, sous l'inculpation de faillite frauduleuse⁶⁵.

Sur les marchés, les incidents sont fréquents. Le 7 mars, une vingtaine de gros bras débarquent sur la place des Fêtes dans le XIX^e arrondissement de Paris, entourant leur candidat aux élections législatives. Ils se plantent face aux vendeurs du journal antifasciste *Ras l'Front*, et passent à l'attaque, jetant à terre le candidat socialiste présent sur le marché. Il y a quatre blessés⁶⁶.

Sûr de lui, Le Pen ne supporte pas la controverse et moins encore les cris hostiles qui lui sont destinés. Le 14 mars, venant parader à Gardanne, dans le cadre de la campagne électorale, son service d'ordre « fait le ménage », matraque en main. Des vitrines s'effondrent, les coups pleuvent, alors qu'un escadron de gendarmes mobiles se tient en retrait. Lorsque des jeunes d'origine maghrébine veulent en découdre avec les nervis du FN, les forces de l'ordre se décident enfin à intervenir pour protéger la retraite de Le Pen et de son entourage. Quelques membres du service d'ordre FN sont

interpellés et rapidement relâchés ; les gendarmes ont pourtant trouvé dans leurs voitures un petit arsenal composé de matraques, manches de pioches, couteaux, bombes lacrymogènes, nunchakus, casques, etc., « armes de sixième catégorie »⁶⁷.

La droite à peine revenue au pouvoir, Jean-Marie Le Pen, dont les candidats ont recueilli plus de trois millions de voix aux élections législatives du 21 mars, est reçu à Matignon par Edouard Balladur. Ce 30 avril, c'est un certificat de moralité que l'on décerne au Front national. Le 1^{er} mai, comme il en a pris l'habitude, le président du FN prend la parole sur la place du Palais-Royal et dénonce, une fois de plus, la présence des immigrés sur le sol national : « Il se constitue dans notre pays une véritable zone occupée, dans laquelle les citoyens français se voient privés d'un certain nombre de leurs droits essentiels touchant à leur liberté et à leur sécurité, ce qui est également intolérable. » Après l'habituel refrain selon lequel les immigrés ont tous les droits — logement, travail, allocations — le président du FN revient à ses vieux démons : « L'insécurité qui règne dans nos villes, et dans nos banlieues provoque un véritable phénomène d'épuration ethnique des Français de souche, n'est qu'une conséquence et non une cause⁶⁸. »

Le 13 juin, la Cour d'appel de Paris confirme la condamnation à 10 000 francs d'amende de Jean-Marie Le Pen pour son calembour haineux : « Duraffour-crématoire »⁶⁹. Le « chef » n'a décidément pas de chance et, le 14 juin, le tribunal de grande instance de Nancy déboute Le Pen de sa plainte contre Paul-Elie Lévy, animateur du collectif antifasciste de cette ville. Désormais, il est possible de dire publiquement que Jean-Marie Le Pen est le « fils spirituel de Hitler, Mussolini et Pétain ». De manière très cohérente, les juges ont parfaitement délimité le territoire du « fils spirituel », sans oublier le moindre recoin : « Force est de constater qu'au delà de la véhémence de la rhétorique, M. Le Pen entretient, avec les idées mises en application par les hommes politiques nommés par M. Lévy,

des rapports intellectuels aux contours incertains et qui paraissent très équivoques ; que cette ambiguïté est notamment attestée par la complaisance du demandeur envers les thèses dites révisionnistes qui tendent à nier la réalité criminelle des camps d'extermination nazis, l'aspiration antisémite de nombre de ses collaborateurs, diatribes et harangues, sa perception quasi-anecdotique du génocide des Juifs, ses relations nouées avec divers individus ou groupes cultivant en France ou à l'étranger une nostalgie malsaine de la période des années 1933 à 1945, alors que les stigmates en demeurent indélébiles⁷⁰. »

Le Front national a constitué depuis plusieurs années un véritable maillage associatif et sa volonté est évidente de peser de tout son poids dans les secteurs les plus divers. Tout naturellement, surtout depuis 1987, des commandos anti-IVG se sont multipliés, avec la volonté de paralyser le fonctionnement des centres existant dans le cadre des services de gynécologie des hôpitaux. Les agresseurs sont regroupés au sein d'associations comme « Sauvons-les », « Laissez-les vivre », « SOS Tout-petits », « La Trêve de Dieu » ou « SOS Futures-mères ». Sous la direction d'excités comme le docteur Xavier Dor, ces « militants » envahissent les cliniques, détruisent parfois les équipements, en chantant le *Salve Regina*. Parmi ces croisés, on trouve nombre de militants ou de sympathisants du Front national. Rarement condamnés à de véritables peines pénales, ces activistes participent en toute impunité à l'agitation développée par le Front national. Pourtant, une circulaire du 27 février 1992 et une loi du 27 janvier 1993 prévoient des peines d'emprisonnement de deux mois à deux ans de prison et de fortes peines d'amende pour sanctionner de tels actes. Le plus souvent, lorsque des militants du Planning familial viennent s'opposer à ces actions, la police ou la gendarmerie est plus rugueuse avec les défenseurs de la loi qu'envers ces « soldats de Dieu », décrits comme de véritables « Ayatollahs à la française ». La dernière affaire en date, jugée par le

tribunal correctionnel de Bordeaux, le 18 novembre, se termine par des condamnations à des peines de sursis⁷¹.

Très sourcilleux en matière de morale politique, Jean-Marie Le Pen ne manque jamais une occasion d'affirmer sa solidarité avec les dictateurs. C'est le cas avec une déclaration datée du 28 décembre : « Le général Pinochet a sauvé son pays », lors d'une visite au Chili⁷².

1994

Au neuvième congrès du Front national, qui s'achève le 6 février à Port-Marly, Le Pen impose au poste de vice-président un universitaire lyonnais, Bruno Gollnisch, dont on dit qu'il est « proche des révisionnistes⁷³ ». Cette décision est bien dans la ligne du discours sur le « détail ».

Dans la nuit du 8 au 9 avril, des coups de feu sont tirés, depuis une voiture, sur des militants de l'UNEF, de Montpellier. Le 13 avril, cinq membres du Front national, des jeunes, sont mis en examen. Au cours de l'agression, il n'y a pas eu de victimes, mais la possession d'une arme à feu en dit long sur les intentions des agresseurs. Parmi d'autres armes saisies par la police, un poing américain⁷⁴.

Le 7 mai, le préfet de police de Paris prend la décision de fermer un magasin exploité par un certain Serge Ayoub, plus connu sous le pseudonyme de Batskin, dans le XV^e arrondissement. Selon les services de police, cette officine servait de « point d'appui à des mouvements inspirés d'idéologie à connotation raciste prônant la violence ». Ce même jour, une cinquantaine de participants à une manifestation interdite s'étaient rassemblés dans ce local, par ailleurs spécialisé « dans la vente d'objets et de symboles idéologiques dénoncés comme participant à la promotion et à la manifestation de mouvements d'incitation à la haine raciste et à la violence ». Parmi les personnes interpellées lors d'affrontements avec la

police, qui suivront, place Denfert-Rochereau, plusieurs portaient à la ceinture des chaînes de vélo acquises dans ce magasin. Cette manifestation « contre l'impérialisme américain » se déroulait à l'appel du GUD (Groupe Union Défense, mouvement étudiant d'extrême-droite proche du FN). Il n'est d'ailleurs pas étonnant que le Front national de la jeunesse se montre solidaire de ces manifestants⁷⁵.

Ponctuellement, on retrouve le docteur Xavier Dor au banc des accusés après une occupation dans une clinique pratiquant l'IVG en toute légalité. C'est le cas le 15 juin, devant le tribunal correctionnel de Nanterre, après une agression contre une clinique de Bourg-la-Reine, en décembre 1993. Le procureur demande une peine de six mois de prison... avec sursis contre ce récidiviste qui a pris pour avocat un défenseur habituel des hommes du Front national. Trois mois avec sursis décideront les juges, le 14 septembre⁷⁶.

Le 1^{er} septembre, on apprend qu'un membre important du Front national, Lorrain de Saint-Afrique, conseiller régional de Languedoc-Roussillon rompt avec son parti. Le motif ? Bruno Mégret, délégué général du FN serait entouré de « néo-nazis ». Commentaire du *Monde* : « Que des néo-nazis, des pétainistes et des négationnistes se trouvent dans les rangs du Front national, il n'y avait guère que les dirigeants de ce parti pour le nier⁷⁷. »

Comme à l'habitude, en ce début d'automne 1994, le Front national organise sa fête « Bleu-blanc-rouge ». Les crânes rasés sont nombreux, mêlés à de très respectables citoyens. Les librairies « amies » proposent une littérature en phase avec les préoccupations des visiteurs : Maurras, Alexis Carrel, Brasillach, Rebatet, Drieu-la-Rochelle, Doriot, Céline, Rassinier, Degrelle sont à l'honneur. Lors de sa prise de parole, Le Pen évoque la création d'une « République populiste » dont on peut imaginer quels sont les inspireurs⁷⁸.

Grand défenseur des valeurs nationales, Jean-Marie Le Pen convoque une manifestation à Paris, le 8 octobre, pour le rétablissement de la peine de mort. Il n'y a guère que deux cents personnes présentes près de la place de la Nation. Au cours de l'inévitable discours, on entend dire que la société française est moralement complice de tout ce qui est marginal, délinquant ou criminel, et que « sa tête, comme les poissons, commence à pourrir ». Pour le président du Front national, « la peine de mort, clé de voûte morale et sociale », doit permettre « d'éliminer un certain nombre de criminels qu'on ne retrouvera plus sur le chemin des honnêtes gens ». Si l'on ne suit pas ces recommandations, il ne faudra pas s'étonner « que le citoyen soit amené à rendre sa justice lui-même⁷⁹ ». Ce qui, en fait, justifie les opérations racistes auxquelles participent parfois des membres du Front national.

1995

Le Front national est réuni en convention présidentielle, à Tours, les 14 et 15 janvier. Le Pen n'a guère changé de registre. Avec lui, « la sécurité sera rétablie. Que les bons se rassurent et les méchants tremblent [...] Les bandes ethniques seront arrêtées, les peines appliquées, les prisons construites, les frontières contrôlées, la peine de mort rétablie⁸⁰ [...] » En complément, le chef de file des catholiques intégristes du FN Bernard Antony, regrette la « Révolution nationale » (de Vichy, évidemment) et invite à lutter contre « le délabrement subversif où le Diable s'en donne à cœur joie dans le prolongement des principes fondamentalement subversifs de la Révolution⁸¹ (de 1789) ». Ponctuant ces discours sur l'ordre moral, les commandos anti-IVG sévissent de temps à autre, mais les chevaliers blancs qui participent à ces opérations n'encourent toujours que des peines dérisoires. Ainsi, ce moine bénédictin et six de ses acolytes qui, le

17 janvier, sont condamnés à trois mois de prison avec sursis⁸², après s'être enchaînés, quelques semaines plus tôt, dans le bloc opératoire d'un hôpital de Grenoble. Sûr de l'impunité, un autre commando anti-IVG opère à Colombes (Hauts-de-Seine) le 18 janvier⁸³. Le 22 janvier, les opposants à l'avortement défilent dans Paris avec, à leur tête, Marie-France Stirbois, député européen FN, et Martine Lehideux, vice-présidente du FN, qui en profite pour « dénoncer la classe politique coupable d'une situation moralement choquante et catastrophique pour le renouvellement des générations de notre peuple⁸⁴ ».

Le 25 janvier, des commandos anti-IVG investissent deux centres d'orthogénie, à Lyon. Dans les deux cas, les sectaires de la « Trêve de Dieu » étaient accompagnés par des prêtres en soutane⁸⁵.

Le 21 février, un jeune Français d'origine comorienne est tué d'une balle dans le dos par des colleurs d'affiches du Front national. Interrogé sur cet assassinat, au cours de l'émission « 7 sur 7 », le 26 février, Jean-Marie Le Pen répond qu'il s'agit d'un « accident de légitime défense [...] Une simple affaire de colleurs d'affiches, pas un crime raciste ». Non content de cette explication, le président du Front national renouvelait son souhait : « expulser trois millions d'étrangers en sept ans pour résoudre les problèmes des six millions de Français sans travail⁸⁶ ». Au cours d'une rencontre avec les journalistes de l'information sociale, Le Pen remet sur le tapis son obsession de la préférence nationale, le 8 mars. Il est indispensable, martèle-t-il, de créer deux systèmes de protection sociale : l'un pour les nationaux et l'autre pour les immigrés. Ce qui lui permet d'ajouter : « Les immigrés augmentent le chômage en prenant du travail à un national. S'ils ne trouvent pas de travail, ils vivent aux crochets de notre économie⁸⁷. »

Ces leçons données à la société française sont parfois complétées par des travaux pratiques, les « nationaux » devant être dressés avec férocité. Le 21 mars, la caravane des jeunes du Front national, avec à sa tête Samuel

Maréchal (gendre de Le Pen), fait une halte remarquée à Auch. Ce jour-là, des lycéens sont réunis pour manifester contre la diminution des bourses étudiantes. Un jeune marocain est pris à partie, puis giflé par des membres du service d'ordre des jeunes du FN. Les lycéens prennent partie pour l'agressé et la bagarre devient générale. Les « bras roulés » du mouvement d'extrême-droite chargent avec des battes de base-ball, des matraques et des bombes de gaz lacrymogènes. Plusieurs lycéens blessés sont conduits à l'hôpital. La police attend avant de s'interposer⁸⁸. Deux membres de la caravane, dont Samuel Maréchal, sont pourtant placés en garde à vue, puis rapidement jugés en audience de flagrant délit, le 22 mars, et condamnés à huit mois de prison avec sursis pour « coups et blessures volontaires et complicité⁸⁹ ».

Les gesticulations, comme les discours vindicatifs des dirigeants du Front national ont pour finalité de développer la haine. Le 21 mars, la Commission nationale consultative des droits de l'homme rend public son rapport annuel sur la lutte contre la xénophobie et le racisme. La Commission ne peut que constater une banalisation inquiétante du phénomène, notamment envers les Maghrébins. Cette montée de l'intolérance étant confirmée par un sondage CSA d'où il ressort que deux Français sur trois se reconnaissent tentés de céder à des réflexes xénophobes, la Commission fait remarquer « qu'une des causes de la dégradation actuelle provient de la passivité de la plus grande partie de l'opinion française⁹⁰ ».

Le 10 avril, dix membres d'un commando anti-avortement s'enchaînent dans le centre d'orthogénie d'une maternité de Chalon-sur-Saône. Pratiquement à la même heure, à Bourg-en-Bresse, ce sont douze personnes, dont trois ecclésiastiques, qui s'attachent avec des chaînes de moto dans une salle d'attente du bloc opératoire de gynécologie de la maternité du centre hospitalier de la ville⁹¹. Le 11 avril, c'est à l'hôpital de

la Croix-Rousse, à Lyon, que les membres d'un commando anti-IVG s'enchaînent à leur tour⁹².

Le 28 avril, à La Courneuve, trois militants d'extrême-droite, qui se font passer pour des policiers, brutalisent une jeune femme algérienne, enceinte. Au cours d'une perquisition au domicile de l'un des agresseurs, la police découvre des trophées et de la littérature neo-nazie, des armes à feu, et une carte du Front national. Mis en examen pour « vol avec violence, usurpation de titre, transport et détention d'armes », ils sont pourtant laissés en liberté sous contrôle judiciaire⁹³.

Comme chaque année, le Front national manifeste dans Paris, le 1^{er} mai. Au passage du pont du Carrousel, des skinheads qui ferment le cortège se saisissent d'un ouvrier marocain et le jettent dans le Seine, où il meurt noyé. Pour Jean-Marie Le Pen, bien entendu, cette noyade n'a aucun rapport avec la manifestation. Vingt-neuf crânes rasés sont placés en garde à vue⁹⁴. (Cette affaire gêne tellement le FN que le DPS aidera la police à retrouver les petites frappes à l'origine de cet assassinat.) Le 7 mai, répétition de ce type de meurtre qui s'effectue à l'ombre du Front national ou sur ses marges. Un jeune Français d'origine tunisienne est repêché dans le port du Havre. C'est dans la nuit du 18 avril que ce garçon, âgé de dix-neuf ans a été poussé à l'eau par des skinheads. Lors d'une manifestation de protestation des organisations antiracistes du Havre, la police charge les manifestants et procède à une dizaine d'interpellations ; cinq jeunes étant rapidement condamnés, en flagrant délit, à de la prison ferme pour jets de pierre⁹⁵.

Après le second tour des élections municipales, le 18 juin, le Front national emporte trois villes du Sud-Est, Toulon, Orange et Marignane grâce à des triangulaires, où le parti de Jean-Marie Le Pen ne dépasse jamais 37 % des suffrages ; tandis qu'à Vitrolles, Bruno Mégret échoue avec pourtant près de 43 % des votes exprimés. Pour le numéro deux du Front national, il s'agit en l'occurrence d'une « victoire de la haine et de l'intolérance ». À Marignane, l'un des proches du nouveau maire, Daniel

Simonpiéri, annonce : « Enfin, on va pouvoir faire le ménage [...] Si vous voyez ce que je veux dire ! » Insatisfait, Le Pen dénonce les « bataillons beurs » qui ont privé sa formation d'un plus grand succès⁹⁶.

Le 13 juin, pour la troisième fois depuis le début de l'année, une opération anti-IVG se déroule à l'hôpital de la Croix-Rousse, à Lyon. Les cinq femmes et hommes qui composent le commando s'enchaînent entre eux à même le sol⁹⁷. Le 25 juin, une nouvelle agression des anti-IVG se déroule à l'hôpital d'Annecy. Sur le terrain politique, souligne *Libération*, le mouvement anti-IVG admet compter des « amis » au Front national. D'où cet appel de Claire Fontana, animatrice de « La Trêve de Dieu » : « Nous jugerons les élus du Front national sur leurs actes. À Toulon, par exemple, s'ils sont sincères, ils devraient voter la suppression de toute subvention au Planning familial⁹⁸. »

Ce même jour, pour la première fois, à Roanne, un tribunal correctionnel inflige des peines de prison ferme — dix-huit mois dont quinze avec sursis — aux membres d'un commando anti-IVG⁹⁹. Des peines de prison avec sursis sont distribuées à Chalon-sur-Saône¹⁰⁰, mais le 4 juillet, un autre commando est relaxé pour une action anti-IVG conduite à l'hôpital de la Salpêtrière en novembre 1994 ; le tribunal correctionnel de Paris expliquant sa décision au prétexte qu'il y avait « incompatibilité entre la loi anti-commando IVG et une nouvelle disposition du Code pénal qui autorise (ou ne punit pas) toute personne qui, face à un danger actuel ou imminent, accomplit un acte nécessaire à la sauvegarde de la personne ou du bien. » Argutie légale dans laquelle se sont engouffrés les avocats du Front national qui assurent la défense des membres du commando¹⁰¹. Le 5 juillet, trente-trois membres d'un commando anti-IVG lyonnais sont condamnés à des peines allant de dix à dix-huit mois de prison avec sursis¹⁰².

Le 19 juillet, la majorité sénatoriale adopte l'amendement Bonnet qui amnistie les commandos anti-IVG. (Il faut bien fêter l'élection de Jacques

Chirac à la présidence de la République.) À cette occasion, *Libération* publie une étude sur les liens du Front national avec les organisations anti-IVG, où il apparaît que, depuis le début des années quatre-vingts, l'extrême-droite a intensifié ses campagnes anti-avortement. L'auteur de l'enquête rappelle que Xavier Dor, lui-même membre du Front national, est un proche de Le Pen. Xavier Dor, fait-on remarquer dans cet article, a été relaxé par la 16^e chambre correctionnelle dont le président est un fidèle de la secte intégriste qui campe à l'église Saint-Nicolas du Chardonnet. Par ailleurs, les membres des commandos anti-IVG, traduits en justice, sont le plus souvent défendus par Paul Wagner, membre du bureau politique du FN et avocat de Le Pen. Pour sa participation à la croisade anti-IVG, le Front national dispose d'une façade respectable, le Cercle Renaissance, dirigé par Michel de Rostolan, conseiller régional FN d'Île-de-France. Député de 1986 à 1988, Michel de Rostolan avait rédigé de nombreuses propositions de lois contre l'avortement. Le pivot de la lutte anti-IVG du FN est surtout Bernard Antony (alias Romain Marie), député européen, membre du bureau politique du FN, qui anime une nébuleuse d'associations catholiques, sans oublier le quotidien *Présent*, qui glorifie les actions des commandos anti-IVG. Il convient également de rappeler qu'un certain nombre de têtes pensantes du FN secondent Bernard Antony dans son entreprise : Marie-France Stirbois, Bruno Gollnisch et Martine Lehideux, membre de l'Union des nations de l'Europe chrétienne, mouvement intégriste qui a organisé des pèlerinages sur le site d'Auschwitz pour établir un parallèle nauséabond entre le génocide des Juifs et le « génocide de l'avortement ». Cette même Martine Lehideux, décidément très active, dirige également une organisation satellite du FN, le Cercle national des femmes d'Europe, fer de lance de la lutte contre l'avortement¹⁰³.

« Le Front national recrute des jeunes militants parmi les néo-nazis ! » titre *Le Monde* à l'occasion de l'université d'été du FN¹⁰⁴. Le nouveau maire de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier, fait déjà montre de son talent et

transforme un animateur de quartier, employé municipal, en éboueur. Le fait que le jeune homme soit d'origine maghrébine est bien sûr étranger à cette mutation¹⁰⁵ ...

Le 12 octobre, un groupe de jeunes militants du Front national s'en prend à un élève du lycée Paul-Bert, à Paris, qui avaient eu l'audace de déchirer un de leurs tracts. Récit du garçon : « L'un des militants m'a envoyé un coup de pied dans le menton, en me disant qu'on était en démocratie, qu'il ne fallait pas jeter les tracts du FN par terre mais dans une poubelle. Je me suis levé. J'avais envie de partir, pas de me défendre. Il s'est mis en position de boxeur et a enchaîné une droite, puis une gauche dans la mâchoire. » Le visage en sang, l'adolescent lance quelques insultes en s'éloignant, il est alors pris de nouveau à partie et encore frappé¹⁰⁶ .

Au terme de la réunion du bureau politique du FN, le 30 octobre, Jean-Marie Le Pen annonce que les maires de Toulon, Orange et Marignane vont mettre en œuvre la « préférence nationale¹⁰⁷ ». Immédiatement, le maire d'Orange, Jacques Bompard décide d'organiser un référendum d'initiative populaire sur ce thème. Certain du résultat, le maire déclare : « Il est évident qu'on va d'abord réserver les aides aux Français, puis aux étrangers en situation régulière. Mais compte tenu de la situation financière de la ville, je ne vois pas comment on pourra faire autrement. On ne peut être Orangeais que si l'on est en situation régulière¹⁰⁸ . »

1996

Les initiateurs de commandos anti-IVG auraient tort de se gêner car, généralement, les tribunaux les traitent avec une certaine bienveillance. Ainsi, l'avocat général de la 11^e chambre de la Cour d'appel de Paris qui, le 11 janvier, requiert « une sanction particulièrement douce » contre neuf personnes poursuivies pour avoir perturbé le service des IVG de l'hôpital de

la Pitié-Salpêtrière, le 14 novembre 1994, les mêmes ayant été relaxés en novembre 1995¹⁰⁹. En revanche, d'autres magistrats sont plus fermes, et le chef d'un de ces commandos, directeur des ressources humaines à l'hôpital de Valenciennes, est condamné à neuf mois de prison ferme et 200 000 francs d'amende, le 12 janvier¹¹⁰. Il arrive parfois que les interventions des commandos anti-IVG tournent à des affrontements très durs, la police adoptant une attitude plutôt souple envers les « natalistes », et particulièrement brutale contre les défenseurs de l'IVG qui s'opposent à l'arrivée des croisés de Dieu. C'est le cas, le 28 janvier, à Versailles, lorsqu'à l'appel de « SOS Tout petits » de Xavier Dor et de la « Ligue pour la vie », quelque deux cents personnes manifestent devant l'hôpital André-Mignot pour réclamer l'abrogation de la loi Veil. Des élus et des militants du Front national se sont joints au cortège des intégristes. Deux contre-manifestants sont blessés et terminent leur journée à l'hôpital¹¹¹.

Désireux de s'introduire dans les casernes, Le Pen crée, le 23 février, un comité de soutien à l'armée et aux industries de défense et décide de faire parvenir un document politique aux personnels de l'armée. Déjà, en mai 1995, des appelés du contingent avaient eu la surprise de voir les thèses du FN affichées sur des panneaux réservés aux notes de service¹¹². Après l'armée, le Front national s'intéresse aux retraités « déçus de la majorité actuelle ». Le 27 février, le Cercle national des préretraités et retraités, association satellite du FN exhibe lors d'une de ses réunions, à la grande salle de la Mutualité, Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch. Le propos est purement démagogique : « Retraités de tous les pays, unissez-vous, cessons de sonner la retraite, sonnons la charge¹¹³ ! »

L'impunité des commandos anti-IVG n'est-elle plus assurée ? On pourrait le croire car, le 8 mars, Xavier Dor est condamné à huit mois de prison, dont trois ferme, par la Cour d'appel de Versailles. C'est une première pour ce multirécidiviste, déjà condamné à plusieurs reprises. Il

faut pourtant mettre un bémol à cette décision car le parrain de « SOS Tout-petits » effectue sa peine en semi-liberté¹¹⁴.

Étendant sa haine des Maghrébins aux lieux de culte musulman, le Front national organise une manifestation le 16 mars, pour s'opposer au projet de construction d'une mosquée, rue de Tanger, à Paris. Martine Lehideux, qui prend la parole, non loin, place Stalingrad, met en garde « les Français du XIX^e arrondissement contre l'édification de mosquées visant à rendre définitive l'installation de populations immigrées ». Dans la petite foule qui entoure la dame, on entend des slogans tels que : « Des logements, pas de mosquées ! » ou « La France aux Français ! » Au passage du cortège, rue de Meaux, des cris fusent à l'intention des femmes maghrébines à leur fenêtre : « Retourne au pays, salope ! » À noter que le maire du XIX^e arrondissement avait demandé en vain l'interdiction de cette manifestation qui pouvait « constituer une grave provocation à l'égard de la population de l'arrondissement, marquée par son pluralisme culturel et religieux¹¹⁵ ».

Cela devait arriver, le Front national s'intéresse au monde du travail. Il n'est pas inutile de noter que les professions autoritaires sont les premières démarchées : police, depuis l'automne 1995¹¹⁶, contrôleurs de transports en commun, gardiens de prison¹¹⁷. Cette offensive en direction des salariés n'est pas surprenante : selon un sondage Sofrès-*Le Monde*, l'influence des idées du Front national s'est fortement développée depuis 1990 dans ce secteur, au point que Jean-Marie Le Pen parade en expliquant que le FN est devenu le premier parti ouvrier de France. 28 % des sondés seraient en accord avec les idées défendues par Jean-Marie Le Pen ; 33 % approuvent ses prises de position sur les immigrés ; 33 % sur la sécurité et la justice¹¹⁸.

À Toulon, ville conquise depuis dix mois, le climat se détériore peu à peu. Une enseignante constate : « Depuis que le Front est arrivé, les gens se croient autorisés à dire et à faire des choses jusqu'alors interdites... » Dans les quartiers HLM, « des motards tournent avec des porte-voix en criant : “Sales rats, rentrez chez vous”¹¹⁹ ! » Le Pen veut donner l'impression que

la France profonde n'attend que son arrivée au pouvoir. Le 15 avril, pour le 1500^e anniversaire du baptême de Clovis, à la Mutualité, il invite les députés et les politiciens « à quitter le pouvoir pacifiquement, tant qu'il en est encore temps. Je ne suis pas certain qu'en des temps futurs ils en auront le loisir, tant la colère légitime du peuple sera exigeante ». Pêle-mêle, les clichés les plus réactionnaires sont remis au goût du jour : « Le Maréchal s'est efforcé de rassembler et de protéger les Français », dit Le Pen. Bruno Gollnisch, lui, se revendique de Jacques Doriot avec un : « Saluons le courage de tous ceux qui ont combattu pour la France ou qui ont cru le faire ; qu'ils aient lutté contre le national-socialisme ou contre le socialisme international, qu'ils aient combattu en Afrique ou en Ukraine », énorme clin d'œil à la LVH. De son côté, Bernard Antony prône « la suprématie de la loi divine sur la loi civile ». Dans le hall, les stands des librairies « amies » proposent une littérature exaltant la mémoire de Pierre Laval, Joseph Darnand, Céline, Drumont ou magnifiant l'OAS¹²⁰.

Le 1^{er} mai, Le Pen envisage la guerre civile, lors de sa prise de parole, place de l'Opéra, et impute aux immigrés la responsabilité d'un futur chaos social. Dans le même temps, la volonté est criante de flatter les salariés : le chef du FN n'hésite pas à « saluer la longue lutte des travailleurs et des syndicats pour plus de justice, plus de sécurité, plus de liberté dans le travail ». Il se risque même à dénoncer « les intérêts égoïstes du capital anonyme et vagabond », ou à clamer : « Travailleurs français, on vous ment ! Chômeurs français, on vous a trahis¹²¹ ! »

En juin doivent se dérouler les élections aux conseils de locataires dans les HLM. Le Front national désire également s'introduire dans ce domaine et présente des listes dans trente organismes HLM, en demandant évidemment « la priorité aux familles françaises¹²² ». Cette intrusion dans le domaine du logement social participe d'une nouvelle campagne contre l'immigration et *Le Monde* rappelle une déclaration de Jean-Yves Le Gallou : « L'Islam n'est

pas seulement une religion mais aussi une règle de vie contraire à notre identité et à nos traditions¹²³. »

« Quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver ! » Cette vieille proclamation nazie est remise à l'ordre du jour, avec la volonté du maire de Toulon d'en finir avec le festival de Châteauvallon, en bénéficiant de l'appui du préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, proche de Charles Pasqua¹²⁴. Cette volonté de détruire les éléments de la culture, dans les villes contrôlées par le FN, va de pair avec la création d'un Cercle national des travailleurs syndiqués. La finalité est claire : il s'agit, selon Samuel Maréchal de « pénétrer le milieu syndical sous couvert de ses activités [...] profiter de ses expériences pour élaborer le programme social du FN et créer un sas pour récupérer, à terme, de nouveaux adhérents ». Ce Cercle (CNTS) étant pour les salariés lepénistes le pendant de la Fédération nationale entreprises modernes et libertés, lancée en mars 1994, à destination des artisans, commerçants et professions libérales¹²⁵.

« Y'a des élus FN dans mon HLM. » C'est le titre de *Libération* après la percée du Front national des locataires. Certes, le FN ne s'est présenté que dans trente-cinq organismes HLM sur les six cents où les élections étaient organisées mais, dans plusieurs cas, les groupes proches du FN arrivent en deuxième position. Crainte exprimée par le président de la Confédération nationale du logement : « C'est dangereux pour les conditions de vie dans les HLM. Les rapports entre locataires peuvent se détériorer¹²⁶. »

À Orange, ville conquise par le Front national en juin 1995, le maire, Bompard, montre son vrai visage : népotisme, intimidation, censure. La peur règne avec la pratique de la délation qui se développe. Le maire et son équipe ont pris la ville en mains. Depuis quelques mois, la bibliothèque municipale étant en cours de « rééquilibrage », toutes les commandes d'ouvrages nouveaux sont soumises à la censure du maire. Tout ce qui concerne la Révolution française et la Seconde Guerre mondiale est banni, comme d'ailleurs les contes arabes ou africains, ou tous les titres

comportant un « gros mot », commente l'association « Alerte orange ». Comme les choses doivent être claires, le maire en rajoute à propos de la culture : « Nous ne vivons plus en République mais sous un régime totalitaire ! » À Orange, désormais, tous les budgets sont à la baisse sauf pour la sécurité et la police¹²⁷.

À Toulon, la préférence nationale joue désormais à plein et Jean-Marie Le Chevallier assoit son clientélisme en « cassant les associations non-conformes ». Contrairement aux promesses électorales, la pression fiscale s'accroît, particulièrement pour la taxe d'habitation et la taxe foncière. Parallèlement, le budget des affaires sociales est réduit de 30 %. Quant au budget de la police municipale, il passe de 3,7 à 8 millions de francs¹²⁸.

Le 23 juin, Jean-Marie Le Pen s'en prend aux joueurs de l'équipe de France de football qui, selon lui ne chantent pas *La Marseillaise*, avant les matches internationaux et « restent bouche fermée et visage hostile » lorsque l'hymne national est joué. Ce qui vaut au chef du FN une superbe réplique de Bernard Lama, gardien de but de l'équipe de France et Guyanais : « Je n'ai pas demandé à avoir des ancêtres déportés en esclavage¹²⁹. »

Comme à l'habitude, les animateurs de commandos anti-IVG voient leur peine de prison ferme largement réduite en appel, aussi bien à Douai qu'à Versailles¹³⁰. Le 18 juillet, treize membres d'un commando comparaissent devant le tribunal correctionnel de Rennes, avec à leur tête l'indéracinable Xavier Dor. Ces braves chrétiens de droite avaient envahi un centre orthogénique de la ville, en septembre 1995. Le procureur réclame dix mois de prison avec sursis contre Xavier Dor et six mois de la même peine contre deux autres récidivistes¹³¹.

Retour sur Orange où le maire a interdit la distribution des tracts, au prétexte que cela « nuit à l'esthétique des sites historiques et touristiques, que les tracts polluent¹³² ». L'exemple donné par Jacques Bompard est

aussitôt suivi par le maire de la Grande-Motte (Hérault) — divers droites — où se tiendra bientôt l'Université d'été du Front national ¹³³.

Le 2 septembre, Jean-Marie Le Pen fait une déclaration fracassante depuis la Grande-Motte : « Oui, je crois à l'inégalité des races. » Tout avait commencé par une déclaration de Bruno Mégret : « [...] Nous n'avons aucun complexe à nous faire. Notre modèle de civilisation est bien supérieur à celui des États-Unis d'Amérique, bien supérieur à celui de ces peuplades qui voudraient aujourd'hui nous coloniser. » Interrogé sur cette « supériorité », Jean-Marie Le Pen ne tardait guère à renchérir : « [...] On a été jusqu'à parler de 1 absurde égalité des races, et si maintenant, en plus, il y a l'égalité des civilisations, je ne sais pas jusqu'où nous descendrons [...] Oui, je crois à l'inégalité des races, oui, bien sûr ; c'est évident. Toute l'histoire le démontre ¹³⁴ ! » Est-ce là un simple effet déclamatoire ? Non. Le 9 septembre, Le Pen récidive au cours d'une interview sur Europe 1, mais en s'abritant derrière les performances des athlètes noirs aux Jeux Olympiques ¹³⁵. Ce que d'aucun prennent pour un faux pas supplémentaire fait simplement partie de la stratégie de Jean-Marie Le Pen : banaliser le racisme avant de banaliser le fascisme.

Le 27 septembre, un commando anti-IVG, avec à sa tête Xavier Dor, occupe durant deux heures le bloc opératoire du centre hospitalier régional de Reims, avant que le lieu soit évacué par la police. Interrogés au commissariat central de Reims, les huit personnes sont rapidement remises en liberté sur décision du procureur de la République ¹³⁶.

À Toulon, la mairie FN récupère la Maison de l'Étudiant ¹³⁷. Le Front national tente de prendre pied à l'Éducation nationale avec son Mouvement pour un enseignement national. Cette structure est bien dans la ligne de pensée lepéniste, avec ce type d'avertissement adressé au système d'éducation : « La pédagogie n'est qu'un corps étranger introduit dans la machine pour la détruire ¹³⁸. »

Le Comité scientifique du Front national théorise son approche raciste. Le 12 octobre, devant deux cents intellectuels, Jean-Marie Le Pen réitère : « Oui, il y a inégalité des races, comme il y a inégalité des civilisations, je persiste et signe [...] Sans inégalité, la France ne serait pas la France. » Et puis, cette tirade : « Il est faux de faire de la France une terre d'immigration et de son peuple le fruit d'un métissage permanent [...] [La France] est indissolublement liée au sang, au sol et à la mémoire. [Elle est] composée d'un peuple homogène vivant sur un territoire dont il a hérité de ses pères, et en accord avec ses traditions. » Pour protéger « la substance biologique » de la France, Le Pen pose le FN en « fer de lance du combat identitaire ». Ce sont ensuite les « spécialistes » présents qui prennent la parole, et la salle peut entendre des explications savantes telles que : « La population de la France s'est bien peu modifiée depuis les temps préhistoriques [...] sa composition raciale s'est fixée depuis le Paléolithique supérieur. » Dans le public, on s'alarme et l'on pose l'indispensable question : « Qui peut avoir intérêt au génocide de la race blanche ? » Réponse d'Yvan Blot, député européen FN et ancien animateur du Club de l'Horloge, qui vient de créer le Cercle Nation et Humanisme : « Ceux qui ne veulent plus qu'il y ait de race¹³⁹. » Qui, parmi ces auditeurs attentifs, admettrait assister à un grave débat entre spécialistes nazis de la purification raciale ?

Le Front national ne veut pas se laisser distancer sur le terrain de la solidarité et crée sa propre soupe populaire, dans la cour de la gare Saint-Lazare. Pendant quelques lundis, une camionnette viendra apporter le réconfort aux plus démunis. On ne refusera la pitance à personne, mais la « préférence nationale » sera de rigueur, et l'on servira en priorité les « compatriotes ». Cela dans un esprit de « justice sociale » et de « nécessaire rééquilibrage ». L'organisateur de ce resto du cœur à droite est un pasteur qui, selon *Libération*, voue sa charité à Le Pen¹⁴⁰.

Parmi les clients de cette « Entraide nationale » on entend des consommateurs déplorer « les foyers pleins d'étrangers » ou « les restos du

cœur pleins de polonais¹⁴¹ ».

Le 25 octobre, le secrétaire général du Front national, Bruno Gollnisch, tient meeting à Montceaux-les-Mines. Une cinquantaine de manifestants hostiles au FN sont agressés par une équipe du DPS. Il n'est pas inutile de noter que, ce soir-là, le préfet avait interdit aux forces de l'ordre d'intervenir en cas de débordement. L'une des victimes du service d'ordre du FN témoigne : « Les miliciens avaient des matraques de 75 cm, comme celles des CRS, des casques et des boucliers. Ils les prenaient des coffres de voiture ; on aurait cru du matériel de police¹⁴². Leurs bombes lacrymogènes ressemblent à des extincteurs et balancent du gaz à dix mètres. Du matériel de pros. » Voilà pour le « matériel ». La brutalité est à la mesure : « Ils m'ont attrapé par derrière et m'ont frappé à terre à coups de matraque, sur la nuque, la colonne vertébrale et le visage [...] » À l'hôpital, les médecins constatent des contusions multiples et un caillot dans l'œil mettra deux mois à se résorber¹⁴³. Le 30 octobre, un parlementaire s'adresse au ministre de l'Intérieur, en séance publique : « [...] On a vu apparaître un service d'ordre d'un type nouveau, organisé et équipé de façon paramilitaire, avec casques, boucliers anti-émeute, combinaisons, cagoules, matraques, bombes lacrymogènes et incapacitantes [...] Considérez-vous, Monsieur le ministre, que l'existence d'une telle milice soit compatible avec la loi ? » Refusant de répondre à la question, Jean-Louis Debré n'en prenait pas moins à partie le parlementaire¹⁴⁴.

Soucieux de respectabilité, le Front national ne dédaigne pas cependant d'accueillir dans ses rangs de véritables fascistes déclarés et des néo-nazis sans état d'âme. Les dirigeants de l'œuvre française, la plus radicale des organisations fascistes, incitent désormais leurs sympathisants à rejoindre le FN. Un autre groupe nationaliste révolutionnaire, La Nouvelle Résistance décide à son tour, le 2 novembre, de rallier le Front national¹⁴⁵.

Cela devient habituel. Le 20 novembre, le commando anti-IVG, qui avait sévi à l'hôpital d'Annecy, en juin 1995, est relaxé en appel. Après ce

procès, le docteur Joëlle Kaufmann commente : « Ce dont je suis sûre, c'est qu'on va avoir, à nouveau, des appels anonymes, des menaces. L'hôpital va devoir faire venir, comme il l'a déjà fait, des équipes de sécurité. Comment travailler sereinement ? Non, on n'avait pas vraiment besoin de cette décision de justice¹⁴⁶ ! »

Mettant en pratique le propos de Le Pen sur l'inégalité des races, Bruno Gollnisch intervient à Dreux, le 21 novembre, lors d'une élection partielle où il est venu soutenir Marie-France Stirbois. Il développe sa méthode pour reconnaître les Français de souche : « [...] Avec mes yeux et mes oreilles, je vois que des populations se substituent à d'autres. » C'est là une approche empirique, reconnaît Gollnisch, pas forcément infaillible, mais « les Français de souche se reconnaissent entre eux¹⁴⁷ ». Ce ne sont pas là de simples propos hasardeux, et ce discours « obscène permet à Jean-Marie Le Pen d'incarner le sauveur solitaire, contre tous, le Gaulois révolté, la figure emblématique du Français de souche, jouisseur et indiscipliné. L'insulte et la grossièreté, d'ordinaire dénoncées, se transforment ici en ressource politique grâce à l'alchimie du ressentiment populaire et de la désespérance sociale¹⁴⁸. » Le discours n'est pourtant que l'aspect doucereux de la doctrine. Non seulement il faut l'entendre, mais il devient également obligatoire d'accepter le tract que l'on vous tend. À Dreux, le 21 novembre, un militant socialiste refuse un tract FN : « Aussitôt, un homme s'est précipité sur moi pour me donner un coup de poing¹⁴⁹. »

Après des mois de tâtonnement et l'interdiction du syndicat FN-Police, le Front national a finalement déposé les statuts de Force nationale pénitentiaire¹⁵⁰, le 11 décembre. Quelques jours plus tard, on apprend qu'un mouvement patronal proche du FN présentera des candidats aux élections pour les Chambres de commerce et d'industrie, en 1997, sous l'égide de la Fédération nationale Entreprises modernes et liberté, association qui comprend quatre coordinations : chez les commerçants et artisans, dans les PME-PMI, les professions libérales et les professions de santé¹⁵¹.

1997

Le 18 janvier, au cours de la campagne pour les élections municipales de Vitrolles, le Front national met l'accent sur la priorité qu'il convient d'accorder aux familles françaises. C'est le même discours que tient Jean-Marie Le Pen, le 19 janvier, lors d'une fête organisée à Paris par le Cercle national des femmes d'Europe. Le leader du FN s'en prend au passage à Marek Halter, « naturalisé en 1994 », et à Fodé Sylla, « naturalisé en 1992 », qui « viennent donner aux Français des leçons de comportement politique et civique ». Pour Le Pen, « la préférence familiale, avec la préférence nationale, sont fondamentalement une seule et même politique, deux réalités sociales inséparables¹⁵² ».

Le 9 février, la famille Mégret gagne les élections municipales de Vitrolles. Le soir même, en ville, des groupes de militants FN provoquent les jeunes d'origine maghrébine : « Prépare tes valises, tu rentres au bled ce soir ! » peut-on entendre. Deux jeunes Beurs, dont l'un est agent de prévention, sont fauchés par une voiture. Dans la nuit du 9 au 10 février, des militants antifascistes, connus du Front national sont, à maintes reprises, harcelés au téléphone¹⁵³. Après le succès local du FN, la droite parlementaire est dans l'expectative et des proches de Charles Pasqua envisagent la création d'un parti situé entre le RPR et le parti de Le Pen — peut-être une de ces structures relais dont rêvent les tenants d'une droite musclée inquiète des avancées de l'extrême-droite¹⁵⁴.

Ce projet — cette rumeur peut-être — est rapidement mis à mal car, moins de quinze jours après son élection, Catherine Mégret, qui voyage en Allemagne, se laisse aller à quelques propos bien dans la ligne de Jean-Marie Le Pen. Interviewée par le *Berliner Zeitung*, Madame le maire ne fait pas dans la dentelle : « Les immigrés, c'est complètement dément la dimension que ça prend ! Ils font je ne sais combien de gamins qu'ils mettent dans la rue. Ils font des gamins pour toucher des allocations

familiales ; ils ne les élèvent même pas. Pendant ce temps-là, les Français, qui sont des gens responsables, ne peuvent plus avoir d'enfants car ils n'ont pas de quoi en avoir, parce qu'ils ne veulent pas faire des enfants n'importe comment. Les immigrés qu'on rencontre continuent à vivre comme s'ils étaient chez eux. Ils ont l'esprit colonialiste. On va leur donner moins d'allocation, de façon à ce qu'ils aillent ailleurs [...] Nous, c'est les Français d'abord [...] Quelqu'un qui n'est pas Français, on ne peut plus l'accueillir aujourd'hui dans notre pays. Il n'y a plus de place, plus d'argent [...] Vous interrogez n'importe qui, à part une personne de mauvaise foi, on va vous répondre qu'effectivement il y a des différences entre les races, et ce n'est pas raciste que de dire cela. De toute façon, s'il n'y avait pas de différence entre les races, pourquoi on nous traiterait de racistes ? C'est ce que disait Monsieur Le Pen : les Noirs sont plus doués pour le sport et la danse que les Français [...] Un vrai Français, c'est quelqu'un qui l'est par le droit du sang, qui se comporte en Français, aime son pays, aime sa patrie, qui va faire son service militaire pour son pays¹⁵⁵ [...] »

Cette tirade est débitée brut de décoffrage. Sans la moindre précaution sémantique, l'argumentaire de Le Pen est mis à nu. En plus grotesque, plus stupide peut-être. Plus dangereux certainement. C'est un appel au rejet, à la haine, à la violence. Il est possible de se poser la question : Catherine Mégret a-t-elle dérapé ou l'avait-on envoyée en mission ?

Pas raciste Le Pen ? Il aime à le dire. Si chacun était chez soi, la convivialité serait plus forte. S'il peut expliquer que les Maghrébins, les Maliens et les Turcs seraient bien mieux dans leur pays, il lui est difficile de tenir le même langage avec ces Juifs qu'il ne supporte guère — ce qu'il fait savoir, à l'occasion. Interrogé pour un livre consacré à Chirac, il affirme que le président de la République est aux mains du « complot juif ». Entre autres propos, il distille son venin : « Chirac est tenu ! Par qui ? Par des organisations juives, notamment le fameux *Bnai Brith*. En accord avec elles, en échange d'énormes sommes d'argent, d'appuis internationaux

exceptionnels, il a accepté de perdre l'élection présidentielle de 1988, plutôt que de s'entendre avec moi¹⁵⁶. » Commentant cette nouvelle incartade antisémite, un éditorial du *Monde* va directement au fait : « Jean-Marie Le Pen fait revivre dans la France de la fin du siècle la fantasmagorie qui avait conduit le pays, il y a cinquante ans, à prendre sa part de l'ignominie nazie¹⁵⁷. »

Lors du congrès du Front national, à Strasbourg, suite à l'immense manifestation antifasciste qui se déroule dans la ville, le 29 mars, trois membres du service d'ordre — le DPS — dont un conseiller régional d'Auvergne, jouent aux policiers et, dans la soirée, se permettent d'interpeller deux jeunes manifestants. Les témoignages sont précis : trois individus semblant être en uniforme et ayant l'apparence de policiers — et se prétendant tels — ont plaqué les jeunes gens contre leur voiture et les ont ouillés. Le lendemain, les quatre hommes seront poursuivis pour arrestation illégale et usurpation de fonction d'officier de police judiciaire¹⁵⁸. Là encore, le laxisme de la justice, vis-à-vis du Front national, est évident : si les quatre hommes sont bien jugés en audience de flagrant délit par le Tribunal correctionnel de Strasbourg, et dès le 1^{er} avril, ils n'écopent que d'une peine d'un an de prison avec sursis¹⁵⁹. Commentaire du *Monde*, sous la signature de Pierre Georges : « Ces militants se comportaient comme en pays et en autorité conquis. En d'autres temps, ce type d'usurpation eût pu être réprimé plus sévèrement, la police comme l'armée ayant un souci jaloux de leur autorité, prestige et prérogative. Le port illégal de l'uniforme — fut-il civil — étant de ces délits qui vous valait la foudre de la justice pour apprendre à méditer sur l'ordre des choses et les lois du pays¹⁶⁰. »

Le 25 avril, Jacques Chirac prend la décision de dissoudre l'Assemblée nationale. Au FN, même si les stratèges sont pris de court, on se prépare pour cette consultation électorale dont le premier tour est fixé au 25 mai. Selon *Libération*, le FN présente « des candidats au passé très chargé : pétainistes, anciens de l'OAS, révisionnistes, etc. Le FN a également ratissé

au sein des groupuscules d'extrême-droite les plus radicaux », comme l'œuvre française, pour qui « un Français est un blanc », ou le GUD. Dans l'un et l'autre cas, les néo-nazis sont nombreux¹⁶¹. Les résultats du premier tour sont là pour démontrer que les « outrances » de Jean-Marie Le Pen n'ont jamais nuit à l'audience du Front national. En effet, avec près de 15 % des suffrages exprimés, « le FN consolide son enracinement », constate *Le Monde*. « Personne ne contestera que l'hostilité aux immigrés soit le ressort fondamental du vote Le Pen. Élection après élection, c'est avec l'insécurité, la motivation prioritaire avancée par ses électeurs¹⁶². »

Lorsque le FN se trouve conforté par un électorat de plus en plus fidélisé, son chef se comporte tel un soudard. Le 30 mai, deux jours avant le second tour des élections législatives, Le Pen est en campagne à Mantes-la-Jolie et ne peut supporter la présence sur le terrain de l'adversaire de sa fille : « M. Le Pen, encadré par ses gorilles, fonce sur la candidate socialiste. Lune de ses adjointes à la mairie, craignant le pire, lui prête son écharpe tricolore [...] peine perdue, le président du Front national la pousse contre un mur et tente de lui arracher le symbole de la République [...] Visiblement choquée, Annette Peulvast-Bergeal est évacuée. Un médecin diagnostiquera des coups au thorax, plusieurs dizaines de griffures sur la poitrine et des blessures à la jambe¹⁶³. » Agression confirmée au travers d'autres témoignages : « [...] Selon plusieurs témoins, le président du FN a fait lui-même le coup de poing à trois occasions¹⁶⁴. »

Même si le Front national n'a emporté qu'un seul siège de député — Le Chevallier à Toulon — son influence est sortie renforcée de cette consultation électorale. Dès lors, les démocrates purs et durs du RPR et de l'UDF multiplient les déclarations envisageant de possibles accords avec le FN pour les élections régionales et cantonales de mars 1998. En fait, le Front national serait désormais considéré comme plutôt fréquentable si Jean-Marie Le Pen n'était plus à sa tête¹⁶⁵. C'est la une approche de plus en plus fréquente, et « s'allier au Front national est la dernière tentation à droite »,

titre *Libération*. Comme le souligne Alain Griotteray, ancien député UDF du Val-de-Marne : « À 15 %, le Front national n'est plus un parti d'extrême-droite¹⁶⁶. » Dans la foulée, Charles Pasqua souhaite que le RPR débattre d'accords avec le Front national¹⁶⁷, tandis que son ancien compère Robert Pandraud se dit favorable à un dialogue avec le parti de Jean-Marie Le Pen¹⁶⁸.

Après l'épuration de la bibliothèque municipale d'Orange, l'éviction de Gérard Paquet du festival de Châteauvallon, à Toulon, c'est au tour de Vitrolles de se manifester avec une volonté déterminée de censure cinématographique. En effet, la directrice d'une salle de cinéma municipale est licenciée, le 26 juin, pour ne pas avoir déprogrammé un film sur l'homosexualité au temps du sida¹⁶⁹. Avec la même volonté de diriger les esprits, la municipalité de Toulon s'oppose à une manifestation de SOS-Racisme, par décision du 31 juillet. Le député-maire de Toulon propose à Fodé Sylla « d'aller organiser un méchoui dans un quartier où il y a de la place. Il n'y aura donc pas de trouble à l'ordre public, ce 14 juillet¹⁷⁰ ».

« Mains propres et tête haute ! » C'était le slogan triomphant de Jean-Marie Le Pen lorsqu'il évoquait les scandales financiers mettant en cause un certain nombre d'élus. Le 1^{er} septembre, l'ancien directeur de cabinet du maire FN de Marignane — Simonpiéri — accuse celui-ci de malversations diverses : entre autres une facture de 4 600 francs pour deux nuits d'hôtel à Strasbourg, lors du congrès du FN, en mars. Il en va de même pour des factures de repas privés que le maire s'est fait royalement rembourser¹⁷¹.

Comme chaque année, la fête « Bleu-blanc-rouge » est l'occasion pour le Front national de bien marquer son territoire, à l'aide de librairies mettant en vedette des ouvrages glorifiant Pétain et le régime de Vichy, les négationnistes, stigmatisant les Juifs et les francs-maçons, ainsi que, plus généralement, l'identité culturelle et « l'importance du sang que l'on a dans ses veines et de qui on descend ». C'est devenu une habitude, les journalistes qui se sont hasardés à « couvrir » la fête ont obtenu la

récompense de leur curiosité : crachats au visage, coups de pieds, et mains aux fesses pour les femmes¹⁷².

Toujours pointilleuse en matière de culture, la municipalité FN se distingue, une fois de plus, à Vitrolles. Le 6 octobre, le « Sous-marin », café-concert où se retrouvent les jeunes de la ville, est fermé par décision de Catherine Mégret. Les portes sont soudées, les fenêtres condamnées. La fermeture autoritaire de ce lieu, symbole de la résistance au FN, donne lieu à la mise en œuvre de curieuses pratiques puisque l'ordinateur et le fichier des mille membres du club, et des dix mille personnes qui ont rejoint le comité de soutien, ont été emportés par les employés aux ordres de la mairie. Le président de l'association, qui pénètre dans le « Sous-marin », après le passage des sbires de la mairie, protégés par les CRS, fait ce constat : « Tout est retourné dans le bureau, les téléphones sont par terre, les papiers dispersés, les dossiers éventrés. J'espère que l'huissier l'aura vu et écrit dans son procès-verbal¹⁷³. » Déjà en juin, la nouvelle municipalité avait privé l'association de sa subvention annuelle de 200 000 francs. Ce qui n'était pas une innovation puisqu'en septembre 1995, la mairie FN d'Orange avait supprimé, « par mesure d'économie », la subvention annuelle (1,5 millions de francs) du Centre culturel Mosaïque, organisateur des Nuits du théâtre antique ; tout comme étaient privées de leur subvention de 1 million de francs les Chorégies d'Orange¹⁷⁴.

Même si le rejet des Arabes et des Noirs figure en première ligne des préoccupations du Front national, Jean-Marie Le Pen ne néglige pas une occasion de dénoncer « le judéo-centrisme ». Le 24 octobre, depuis Nice, à propos du procès Papon, il déplore que « l'Histoire s'ordonne obligatoirement par rapport aux événements qui touchent la communauté juive » et il a cette conclusion : « La France n'a pas à demander pardon à qui que ce soit ! » La livraison de *National hebdo* du 9 octobre se situait sur la même ligne de réflexion : « Juifs et francs-maçons ont poussé la France dans la guerre [...] avant que les racistes juifs et leurs amis ne gagnent la

paix grâce à leur puissance politique et financière, et leur science de la propagande. » Et puis : « Ce qui touche à Israël est traité de façon exceptionnelle. De là à penser que les Juifs jouissent de pouvoirs exceptionnels, il n'y a qu'un pas ¹⁷⁵[...] »

Le 13 novembre, *Libération* publie le témoignage d'un ancien membre du service d'ordre du Front national, « Au cœur de la milice FN ¹⁷⁶. » On y apprend que le DPS (Département Protection-Sécurité) compterait 3 000 membres. Cette organisation développerait également un système de surveillance vidéo pour ses rassemblements. Le DPS étant complété par des groupes de choc qui, officiellement, n'existent pas. Quelques questions posées à ce transfuge, et les réponses apportées, permettent de mieux connaître le fonctionnement et les activités de cette « armée parallèle » qui ambitionne peut-être de jouer un rôle identique à celui des SA dans les débuts de l'Allemagne nazie :

Comment êtes-vous recrutés ? « Au hasard des rencontres, dans les bars fréquentés par des militants, mais aussi dans les foyers de marginaux. Chez les clochards, on trouve beaucoup d'anciens bérets rouges, ou d'ex-bérets verts, qui sortent de taule. On te promet du fric, un job et en fait, on t'exploite. »

Vous n'avez pas de casier judiciaire vierge ? « Officiellement, oui, mais 80 % des ex-combattants qui entourent le commandant Courcelles sont d'anciens taulards. »

Le FN fournit les armes ? « Non. Une note de service stipule même qu'elles sont interdites. Mais chaque type a son sac perso. Les mecs peuvent avoir des armes dedans, des 9 mm, des 38, j'en ai vus. »

Et le reste du matériel ? « On a des Goliath, c'est-à-dire des mini-bombes lacrymogènes de 50 cl pour arroser en cas de problème, des matraques, notamment des matraques télescopiques qui tiennent dans la poche d'un blazer, des gants plombés qui pèsent 400 grammes et des gilets pare-balles. Plus l'équipement des opérations de force de frappe. »

Quelles sont ces opérations ? « En cas de problème avec des contre-manifestants, on charge et on dégage le terrain. C'est ce qu'on a fait à Montceaux-les-Mines. Pour ça, on a des casques, des boucliers et des extincteurs qui envoient de la lacrymo sur dix mètres. On met les masques à gaz et on travaille en binôme : le premier porte l'extincteur et le second, derrière, appuie et gaze. Ensuite, arrive une équipe de choc qui matraque. On a aussi des flash-gun, des pistolets qui tirent des balles de caoutchouc [...] »

Le 5 décembre, de passage en Allemagne, Jean-Marie Le Pen choisit Munich pour faire une nouvelle déclaration sur les chambres à gaz, « détail de l'Histoire ». Il réitère en présence de son vieil ami, l'ancien Waffen-SS Franz Schönubert : « J'ai dit et redit, au risque d'être sacrilège, que les chambres à gaz sont un détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Il n'y a rien de minoratif, ni de méprisant dans un tel propos. Si vous prenez un livre de mille pages sur la Seconde Guerre mondiale, les camps de concentration occupent deux pages, et les chambres à gaz dix à quinze lignes. Ce qui s'appelle un détail¹⁷⁷. »

Pourquoi avoir fait une telle déclaration depuis Munich, haut lieu des nostalgiques du national-socialisme ? demandent les journalistes à Le Pen. Réponse ambiguë : « Quand je vais à Babylone, je n'ai pas peur d'être pris pour Nabuchodonosor, ni pour Néron quand je vais à Rome¹⁷⁸[...] »

Le service d'ordre du Front national s'avère être à géométrie variable et en tout cas extensible pour servir à des tâches multiples. Le 12 décembre, on apprend que le 5 novembre, lors de la grève des routiers, au cours d'une agression contre un barrage de grévistes, un élu de Vitrolles se trouvait parmi une équipe de briseurs de grève à la solde d'un important transporteur. Au sein de ce commando d'une dizaine d'hommes cagoulés, armés de barres de fer, se trouvaient également deux employés municipaux de Vitrolles, dont l'un avait été garde du corps de Le Pen pendant la précédente campagne électorale. Les victimes de ces nervis étaient admis à

l'hôpital, souffrant de multiples blessures aux bras, aux jambes et à la tête. Placés en garde à vue, les trois hommes de main du FN étaient relâchés quelques heures plus tard. Ils sont mis en examen le 12 décembre pour « complicité de violence en réunion avec armes et préméditation, ainsi que de complicité de destruction de biens¹⁷⁹ ».

Toujours « mains propres et tête haute » le chef du DPS, Bernard de Courcelles, est accusé d'escroquerie dans une affaire de vente d'armes à la Tchétchénie, en mars 1996. Escroquerie portant sur plus d'un million de dollars¹⁸⁰. La protection des chefs du Front national semble dans de bonnes mains tandis que les résistances se manifestent de plus en plus lorsque les gros bonnets du parti sont en déplacement. Suite à un « mauvais accueil » subi à l'aéroport de Fort-de-France, en Martinique, le 28 décembre, Jean-Marie Le Pen menace : « Si de tels événements devaient se reproduire [...] le gouvernement et les autorités de la République en porteraient la responsabilité directe, de même que la responsabilité des mesures de légitime défense que les militants nationaux seraient amenés à tirer de cet état de fait, ainsi que des conséquences qui en résulteraient¹⁸¹. »

C'est sur cette véritable déclaration de guerre que l'homme du « détail » termine une décennie marquée par une ascension qu'il voudrait irrésistible...

TROISIÈME PARTIE

LA MÉMOIRE MUTILÉE

LA DERNIÈRE ÉTAPE

La chambre à gaz est un lieu apparemment banal. Une baraque parmi d'autres dont on ne connaît que la porte d'entrée. C'est l'étape ultime. On se serre sous la poussée. Les corps nus s'encastrent. La pudeur n'existe plus. On s'écrase déjà, sans bien comprendre la suite. On attend la douche promise. En vain. Il devient évident qu'il va se produire un événement inattendu. Le plafond est bas et l'air vient déjà à manquer. Cet entassement de corps, brutal, paraît irréel, et l'on commence à s'interroger. À peine le temps de comprendre. Bientôt, tous respirent le gaz meurtrier. Chaque seconde qui s'écoule voit des vies s'enfuir. L'endurance n'existe pas. Les bouches s'ouvrent en un dernier effort. Les corps s'abandonnent. C'est un amas de chair humaine, figé, immobile, plaqué, imbriqué, collé. Un échafaudage d'êtres sans vie, avec des mains dressées, comme en un dernier appel. L'adhérence des corps est totale. C'est un magma de plus en plus silencieux. Il n'y a pas de fenêtres. Une lumière violente accompagne l'agonie de ceux à qui il reste à peine un souffle de vie.

Spéculation intellectuelle. Imagination racoleuse. Volonté de raconter l'horreur sans l'avoir connue. Tragique tentation d'imaginer les êtres chers en cet instant. Qui aurait pu sortir d'une chambre à gaz pour raconter ? Dire l'angoisse fugace, les cris, la tête qui tourne, le sol qui ne peut se dérober,

les mains qui s'agrippent. Les survivants d'un instant qui voudraient hurler. L'étouffement, la souffrance. L'impuissance. La douleur indescriptible. L'affolement. La raison qui s'évade. Les yeux fous. Les rictus insensés. Le délire. La fureur fulgurante. Quelques rires nerveux. La colère fugace. Le vertige. La peur surtout. L'effroi. Les premiers frissons. Il y a ceux qui vomissent en un dernier effort. Ceux qui ont encore la force de crier. L'être humain n'est bientôt plus de ce monde.

Personne n'est jamais sorti d'une chambre à gaz. Le bourreau l'aurait su. Tout a été minutieusement contrôlé, vérifié. Il n'y a pas de place pour le hasard — la survie. Cet homme — parce que c'est un homme — a pu contempler les effets du gaz. Le résultat monstrueux de l'asphyxie. L'abominable s'est accompli en quelques minutes. Pour cet exécutant, rien ne peut plus paraître affreux, atroce. L'échelle des valeurs morales ne le concerne pas. Ce soir, peut-être, il écrira à sa mère ou à son épouse. Il dira que tout va bien pour lui, que l'hiver s'éloigne, qu'ils se reverront aux beaux jours. Comment va le petit Frantz, a-t-il percé sa première dent ? Est-ce que Frida est contente d'aller à l'école ? Il faut être patient, même si les temps sont durs. La guerre va bientôt finir et les jours heureux reviendront. Le Führer l'a promis. Bientôt, un colis plein de ces bonnes choses que l'on trouve dans les camps arrivera pour les enfants.

L'homme fait signe que c'est fini. Il est possible de sortir les corps. L'équipe de nettoyage peut arriver. Un travail routinier que des concentrationnaires exécutent mécaniquement, tels des zombies. Il faut faire vite car la prochaine fournée attend son tour, ignorante du sort qui lui est réservé. Sur la rampe, dès l'arrivée du train, la sélection a déjà commencé. On sépare les hommes des femmes, les adultes des enfants. Et l'on se met en marche, sous les coups et les hurlements des SS. Qui sait quoi ? Qui veut savoir ? Il y a toujours un espoir au bout du chemin. Dans le froid et la boue, la file s'avance vers cet ailleurs qui ne mène nulle part. La raison ou la réflexion n'ont pas leur place tout au long de ce parcours. Il

faut avancer, suivre les autres. Le groupe qui s'est mis en marche n'est plus de ce monde, mais chaque être pensant doit l'ignorer jusqu'à l'ultime minute. Il n'y a rien à comprendre. Le plus important reste encore d'esquiver les coups de cravache, de ne pas perdre sa place dans la file. Rien d'autre à faire que suivre. On oublie la faim, la fatigue, et la douleur de vivre. Le contact avec l'air frais depuis la descente des wagons redonne le goût de vivre. Il faut marcher, sans but. Arriver on ne sait où. Peut-être vers ces baraquements où l'on pourra, enfin, prendre un peu de repos.

Derrière cette porte, où l'on se bouscule déjà, il y aura la détente. Cette douche que l'on vient de promettre et qui va soulager les corps au terme de trois jours d'un voyage éprouvant. Ceux qui sont morts en route ont déjà été oubliés.

Il faut avancer...

Ceux qui piétinent ainsi ne savent rien. Rien d'autre que cette douche chaude qui les attend. À quoi bon se préoccuper du reste, car tout a déjà été perdu depuis quelques semaines : la famille, le logement, quelques biens dérisoires, une photo. L'essentiel est ailleurs. L'essentiel est de vivre. De survivre. Revenir. Raconter. Revivre. Tant qu'il subsiste un souffle de vie, l'espoir reste permis. Tant que le cœur bat, que l'on respire, le sentiment est fort de triompher des pires calamités. Il n'y a pas d'autre vie possible. Il faut s'accrocher à celle-ci avec l'énergie du désespoir. Même si l'éternité ne doit durer qu'un instant.

Sous une dernière poussée, on pénètre dans ce bâtiment anodin. *Schnell, Schnell*, dit le SS. D'autres attendent leur tour...

L'HÉRITAGE DE LA PERSÉCUTION ?

Je suis originaire d'un groupe persécuté pendant des siècles. Cela ne peut que laisser des traces. Chez les uns, c'est la rancœur et la haine qui prédominent dans leurs rapports avec la société, avec leurs congénères. Chez d'autres, c'est mon cas, l'injustice subie par des minorités opprimées — contemporaines — me traumatise tout autant que les souvenirs des événements les plus atroces vécus il y a si longtemps.

On ne peut exiger de tout être humain ayant souffert qu'il se comporte fraternellement car certaines blessures ne se cicatrisent jamais. Bien différent est le comportement tribal, qui n'a pour objet que de rejeter les autres — tous les autres. C'est une attitude qui confine à l'absolutisme de la pensée, tout en réduisant la plus grande partie de l'Humanité au rôle de sous-hommes sans avenir.

Tout n'est pas possible. Tout n'est pas acceptable en souvenir du génocide. Avoir été victime de la barbarie ne donne pas d'autre droit que de lutter contre la renaissance de la barbarie. Les victimes absolues doivent même se trouver au premier rang de ceux qui font barrage, face à la prétention des nouveaux fascistes à décider de notre destin. Peut-il y avoir controverse sur ce point ? L'essentiel est de ne pas oublier.

« Nous avons fui pendant des siècles. Avec au cœur la crainte de la populace, la peur atroce des soudards. Bien souvent, c'était la mort horrible d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards affolés, mais déjà résignés à leur sort. Il n'était même pas question de se battre. L'envisager relevait de la pure folie. Il fallait subir. Dieu était encore là pour décider de ce qui était bon pour le peuple juif, et la prière devait faire oublier la morsure du fouet et le froid du couteau. Sous l'œil bienveillant des autorités, des émeutiers sûrs de l'impunité pillaient les maisons et les pauvres commerces, les échoppes des artisans. Il n'y avait pas de refuge et la survie se jouait au hasard de la direction que prenait le flot déchaîné. Il n'y avait pas de recours non plus. Rien que la haine ou l'indifférence.

Nous tentions de survivre, d'une ville à l'autre, cherchant vainement un lieu où le Juif ne serait plus montré du doigt, chassé à coups de pierres ou de bâton. Au bout du chemin, il y aurait, c'était certain, la Palestine céleste. Cette certitude confortait peut-être ceux qui risquaient leur vie au gré des colères de populations qui voyaient la solution de leur propre misère dans la chasse aux "assassins de Jésus".

Nous avons été ballottés d'un pays à l'autre, conditionnés, façonnés par les persécutions, les interdits et les obligations. Il y avait souvent la mort assurée, sans raison. Il fallait craindre les conversions forcées, les rapports haineux, les voyous excités par les prêtres, la police et l'armée. Les accusations de crime rituel étaient fréquentes, se terminant toujours en pogroms sanglants.

Nous nous sommes adaptés au fil des siècles, confinés dans des activités particulières. Nous étions interdits de séjour en certains lieux, contraints jusque dans nos habitudes vestimentaires. Dans ces conditions, on ne pouvait que nous reconnaître, nous utiliser à l'occasion, nous chasser ou nous assassiner. Rendus méfiants, mais dans le même temps cauteux et durs en affaires, nos ancêtres se sont repliés sur une vie communautaire obligée où seule la prière pouvait permettre une évasion temporaire.

Chétifs et pâles à force d'étudier la loi divine, nous prenions note pour les générations à venir d'un Code de conduite indispensable à notre survie.

Pourquoi dire « nous », alors que je fais partie de ceux qui ne se sentent plus tellement concernés par le judaïsme ? Il n'est pas possible d'oublier les persécutions, les bûchers de l'Inquisition, les expulsions, les pogroms qui, d'Ouest en Est, ont ensanglanté l'Europe, depuis le Moyen-Âge jusqu'au début de ce siècle, avant de se transformer en massacres scientifiquement organisés au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

Lorsqu'au cours de l'enfance on a entendu relater les exploits de ces hordes hallucinées, tuant un Juif comme on écrase un animal malfaisant, puis que l'on a vécu personnellement ces horribles tourments, que l'on est certain qu'il ne s'agit pas de légendes, faut-il pour autant retrouver ces croyances ancestrales qui n'ont guère servi de remède contre le déchaînement de la barbarie ^{*1} ? »

Je n'ai pas varié depuis la publication de ces lignes, considérant que la persécution ne peut être un héritage passif. En 1945, après la défaite nazie et la révélation de l'ampleur du génocide qui avait frappé les Juifs d'Europe, qui aurait pu imaginer qu'un parti nostalgique du fascisme puisse jamais revoir le jour ? Bien plus, il n'était pas question d'envisager l'émergence de ces « théoriciens » dont l'obsession unique consisterait à nier la véracité des crimes commis au nom de la purification raciale. Ce qui, au début, ressemblait à du pur délire, s'annonçait bientôt comme une interprétation de l'Histoire récente. Réviser l'Histoire paraissait une tâche urgente, vingt ans après l'écrasement de la Bête immonde. La rumeur allait enfler, peu à peu, jusqu'à prétendre occuper le débat politique. À l'orée des années 1980, il devenait de bon ton de discuter gravement de la réalité du génocide, de l'existence des chambres à gaz et des fours crématoires. Il était de bon ton de tout nier, sauf l'existence de Hitler et de Mussolini, que l'on pourrait célébrer bientôt si l'on ne dénonçait plus leurs méfaits. Je commençais à publier et cette évolution des esprits faisait plus que me

chagriner, me remplissait de rage. Et pourtant, à cette époque, le Front national n'était pas encore en situation de devenir incontournable. Loin de là.

« Plus j'avance en âge et plus je rejette cette France qui a tout permis, tout abdiqué — sans qu'il soit nécessaire pour cela de se livrer à une analyse politique. Je rejette cette France que j'ai tellement aimée, mais que j'ai connue xénophobe et raciste à l'excès, profondément égoïste, alors qu'elle se proclamait terre d'asile pour tous les opprimés. Je hais cette France qui a refusé de naturaliser mes parents, bien que leurs enfants soient nés français. Je hais cette France dont les flics ont participé à l'assassinat de tous les miens. Je hais cette France vautrée et satisfaite. Je hais cette France qui a fait de moi un orphelin alors que j'avais tant besoin de mes parents, à une époque où l'insécurité était la règle et l'angoisse permanente. Je hais cette France qui ignorait mon malheur ou que ne s'en souciait pas. Qui en riait parfois. Idéologie mise à part — mais cela peut se greffer sans difficulté — la France n'a rien à envier aux pays totalitaires pour ce qui concerne la mentalité policière. En période troublée, un Français sur deux devient flic, l'autre l'est déjà. Je parle ici de la France profonde, celle dont on dit qu'elle représente la majorité silencieuse, celle dont De Gaulle disait qu'elle était peuplée de veaux. Cette France qui m'a instruit, qui m'a permis d'accéder à une culture prestigieuse, mais en me privant, dans le même temps, de l'essentiel. Et peu importe que les événements évoqués ici se soient déroulés sous l'occupation nazie car, à cette époque, presque tous les Français étaient couchés et seule une poignée d'entre eux restait au coude à coude avec des immigrés déjà clandestins et résolus à vendre chèrement leur peau. Je ne supporte plus cette France qui, pendant plus de vingt ans, s'est livrée à la pire réaction. On a beau fermer les yeux et se boucher le nez, chercher à respirer ailleurs un air plus pur en ignorant ses concitoyens, il n'est plus possible de vivre sans hurler son dégoût au contact de tous ces Dupont-La-Joie, quelle que soit l'étiquette politique qu'ils arborent. Toute

cette assemblée de bâfreurs impatients me pue au nez. Mais je n'ai guère le choix. Je dois vivre et travailler au pays qui m'a vu naître et qui est mon pays malgré tout, en gardant l'espoir d'autres lendemains qui ne déchanteront pas.

Je frémis en me rappelant *qu'ils* voulaient faire de moi un être à *leur* image, après m'avoir enseigné que *leurs* ancêtres habitaient la Gaule. Maigre la disparition de mes parents, kidnappés par *leurs* flics en terre bien française, j'avais admis le drapeau tricolore et je chantonnais *La Marseillaise* (sans trop de conviction) après avoir marmonné entre mes dents *Maréchal nous voilà !*, au collège, sous la contrainte. Sans avoir oublié *leurs* flics, je vibraï à l'énoncé des victoires de *leurs* soldats qui contribuaient à bouter les nazis hors de France. On m'avait récupéré puisque j'avais même adhéré à un parti ultra-patriote en croyant rejoindre un mouvement révolutionnaire ^{*2}.

Je cherchais à cicatrïser mes blessures en m'enivrant des communiqués guerriers mais, dans le même temps, j'attendais l'hypothétique retour de mes parents alors que l'Allemagne nazie avait rendu l'âme. J'attendais en vain, dans l'indifférence des autres, et j'enfouïssais mon chagrin au plus profond de mon être — inconsciemment peut-être. Alors qu'aujourd'hui tout cela explose, que je hurle mon dégoût, à retardement, avec des mots qui veulent blesser, ceux qui n'apprécient par l'algarade ont encore la solution d'essuyer le crachat ^{*3}[...] »

Près de vingt ans après ces imprécations, je n'ai rien à retirer de ce texte. Il m'est même possible d'affirmer que ces propos sont modérés face à un pays qui trouve naturel qu'un Le Pen puisse ambitionner le pouvoir. Comment pourrais-je rester muet, aujourd'hui, alors que les nostalgiques des temps de la terreur aspirent à gouverner le pays ?

Annexes

« Mains propres, têtes hautes »... mais sales gueules !

« **MAINS PROPRES, TÊTES HAUTES.** »

Que voilà un beau slogan électoral, qui signifie en clair que tous les autres sont des pourris. C'est un air connu. Déjà, en février 1934, les ligues fascistes utilisaient de tels arguments.

Examinons d'abord les mains.

Le chef aurait été tortionnaire en Algérie. Il s'en est lui-même vanté. Certains seconds couteaux n'ont rien à lui envier dans le domaine sanguinaire. Ainsi Roland Goguillot, dit Gaucher, qui fut un virulent collaborateur des nazis et un certain Malaguti dont le passé de nervi gestapiste sur la Côte d'Azur est aujourd'hui bien connu. Tous deux sont pourtant conseillers régionaux depuis les élections de mars 1992.

« **MAINS PROPRES, TÊTES HAUTES.** »

Comment oublier que le lieutenant Jean-Marie Le Pen maniait peut-être la gégène avec les fines équipes de Massu, en Algérie ? Peut-être à la sinistre villa Susini, à moins que ce ne soit à El Biar où des centaines de

combattants algériens devaient succomber sous la torture. C'était en 1957, durant la « bataille d'Alger ». Au-delà de ce rappel que l'on pourrait croire simplement vengeur, il reste l'horrible réalité décrite par des témoins, acteurs et victimes de ces violences :

«...Tu vas parler ! Tout le monde parle ici ! On a fait la guerre en Indochine, ça nous a servi pour vous connaître. Ici, c'est la Gestapo ! Tu connais la Gestapo¹ ? »

Combien sont-ils ces « nationaux » du Front national qui ont ainsi fait leur devoir en Algérie après s'être illustrés en Indochine ? Peut-être, pour les plus anciens d'entre eux, avoir « servi » dans les milices de Darnand ou dans les rangs de la Waffen SS...

« MAINS PROPRES, TÊTES HAUTES. »

Les intégristes catholiques, nostalgiques de la Sainte-Inquisition, et qui se retrouvent au Front national sous la houlette de Bernard Anthony, dit Romain Marie, sont plus proches des assassins nazis que d'une église charitable. Leurs émules s'attaquant aux centres d'IVG en se masquant sous la défroque du mouvement « Laissez-les-vivre ». Ce sont d'ailleurs les mêmes que l'on retrouve parmi les plus chauds partisans de la peine de mort dans l'officine « Légitime défense ».

Côté sales gueules, il y a du monde !

Des voyous comme Roger Holleindre, ancien de l'OAS, aimeraient bien façonner à leur image la jeunesse de ce pays. Avec un tel chef de file, les crânes rasés qui défilent chaque année rue de Rivoli pour célébrer Jeanne d'Arc pourraient aisément passer pour des angelots.

En 1936, les légionnaires de Franco qui attaquaient la République espagnole avaient pour devise « *Viva la muerte !* ». Le Pen, qui a fait

l'Indochine et l'Algérie, a sa propre philosophie de l'honneur des soudards : « *La guerre est un soleil noir qui fait mûrir les hommes !* »

Durant la campagne électorale pour les élections régionales, une enquête décrivait Jean-Marie Le Pen comme un individu au langage ordurier, un voyou, un violent, bien connu des commissariats de police durant de longues années².

Toujours les mains propres, faut-il rappeler que Le Pen devait créer sa maison d'éditions de disques — la SERP —, en 1963, avec pour associé un ancien Waffen SS, Léon Gaultier ? Côté sales gueules, le grand blond a toujours aimé s'entourer de braves citoyens et, lors de la création du Front national, en octobre 1972, quatre des fondateurs seront des anciens vichystes ou des pro-nazis dont deux ex-Waffen SS et un ancien milicien.

Les sales gueules fourmillent dans l'entourage du chef. Épinglons au passage un certain Jean Arfel, dit Jean Madiran, directeur de *Présent* et qui s'illustra par des écrits antisémites sous le régime de Vichy. Jusqu'à l'ultime minute, cet énergumène crachera son venin : « *Le Juif souffre par où il a pêché tandis que le Français souffre par où il a laissé pêcher le Juif*³ ! »

La vue des mines patibulaires des humanistes du Front national ne prête pas à l'optimisme. Du chef, Le Pen, au docteur Mégret, en passant par « Popeye » Holleindre, ces faces de carême ne peuvent que nous donner des cauchemars ?... Pour moi, ces tronches tordues de haine me font irrésistiblement penser à ces miliciens de la sinistre époque de l'occupation nazie. On m'objectera que ce commentaire n'a rien d'un argument politique, c'est vrai, mais comment ne pas évoquer ces tristes figures qui ressemblent tant à leurs grands anciens ?

Aujourd'hui comme hier, la tentation a toujours été forte de faire respecter un ordre musclé et les séides de Le Pen ne font jamais dans la dentelle. Comment passer par pertes et profits les violences déchaînées à Marseille le 5 avril 1987 : tandis que les troupes du FN défilaient sur la Canebière aux cris de « *Être Français ça se mérite !* », de braves garçons

coiffés du béret rouge des paras faisaient la chasse aux bronzés sur le cours Belzunce. Comment rester inactif devant les ratonnades de Lyon, le 10 avril 1987, après un meeting de Le Pen ?

Depuis une dizaine d'années, on ne compte plus les agressions contre des travailleurs immigrés, les incendies de mosquées, les descentes dans les foyers Sonacotra, les meurtres de sang-froid parfois. Et tandis que l'on s'interroge sur la mansuétude de la justice à l'égard des agresseurs, Le Pen peut parader en dénonçant « *l'Internationale juive* » dans le même temps où son compère Le Gallou stigmatise le cosmopolitisme qui menace nos valeurs.

Certes, quelques rares intellectuels s'insurgent contre ces discours mais Jean-Marie Le Pen s'estime constamment agressé, jusqu'à s'interroger : « *Où sont les droits de l'homme, la liberté de conscience, la liberté d'expression⁴ ?* » En fait, le leader du Front national pose ainsi le véritable problème. On lui a tellement fait comprendre qu'il faisait partie intégrante du paysage politique d'une France démocratique qu'il proteste avec véhémence dès lors qu'il est accusé de préparer la destruction de la démocratie avec les armes fournies par des institutions républicaines aussi veules que stupides, face à la menace fasciste.

« Mains propres et têtes hautes têtes hautes », les braves gens du Front national nous ont administré une leçon salutaire de savoir-vivre totalitaire, lors de la fête « Bleu, blanc, rouge », le 8 novembre 1992 : la presse n'avait plus le droit d'évoquer l'idéologie raciste d'un parti qui trouve ses racines dans cette Allemagne nazie née il y a tout juste soixante ans.

Va-t-on supporter encore longtemps ces nazillons, nostalgiques d'un horrible passé ?

Maurice Rajsfus

Ras l'Front
janvier 1993

-
1. *Henri Alleg, La Question*, éd. J.-J. Pauvert, 1958.
 2. *L'Express*, 15 mars 1992.
 3. *L'Action Française*, 11 août 1944.
 4. *National Hebdo*, 24 août 1989.

Pour un œil, les deux yeux ! pour une dent, toute la gueule !

Lentement, patiemment, le Front national s'est instillé dans tous les pores de notre société. Sans même, bien souvent, qu'il rencontre de véritable opposition. Comme disaient les démocrates bon teint : il faut bien que toutes les sensibilités politiques puissent s'exprimer. Les braves gens !

Peu à peu, passant de 0,31 % en 1981 à 15 % en 1997, le FN fait peur désormais et les démocrates frileux commencent à s'interroger, tandis que d'autres envisagent de juguler le danger en préparant d'utiles alliances électorales avec cet ordre noir. Le temps est passé, en effet, où les politiciens, bardés de certitudes affirmaient froidement qu'il ne s'agissait que d'un phénomène passager et que, finalement, tout reviendrait dans l'ordre naturel des choses. La gauche et la droite classiques n'avaient pas raisonné différemment au début des années trente.

Les scores du FN dépassent désormais les 30 % des suffrages dans de nombreuses villes réputées « rouges » jadis, et il est évident que sans le sursaut indispensable, les hommes de Le Pen s'installeront dans d'autres mairies dont ils feront aussitôt des bastions inexpugnables. De leur côté, les démocrates — aussi cons que naïfs — s'obstinent à proclamer : « Nous regagnerons le terrain perdu [...] en 2001. » En oubliant, bien sûr, les échéances électorales de 1998.

Quand donc ces humanistes auront-ils compris que, comme le disait Saint-Just, en 1793 : « Il ne peut y avoir de liberté pour les ennemis de la liberté ! » Tout cela est dépassé, bien sûr. Et à chaque échéance électorale les bons esprits pleurnichent sur leurs déboires, tout en trouvant naturel de ne pas abroger les lois Pasqua/Debré : le meilleur terreau qu'il se soit trouvé pour le développement de l'idéologie xénophobe et raciste du Front national.

Le faible niveau de réflexion des démocrates inquiets s'est à ce point amenuisé qu'il est nécessaire de leur expliquer que le combat contre le FN ne se gagnera pas seulement dans les urnes mais aussi, et surtout, sur le terrain !

Il n'y a pourtant rien à inventer dans ce domaine et les pionniers des premières luttes ouvrières connaissaient bien le traitement à infliger aux canailles réactionnaires déguisées en personnages politiques : pour un œil les deux yeux ! pour une dent toute la gueule !

Lorsque la gauche convenable commencera à remiser au musée les vieilles lunes de la démocratie parlementaire comme unique instrument de lutte contre les tentations fascistes, il est certain que le Front national, les curés intégristes et leurs alliés de circonstance de la droite classique reverront leurs objectifs à la baisse.

Bien évidemment, cela signifie qu'il n'est pas question simplement de « résister » au Front national, comme on l'entend formuler trop fréquemment. Les troupes de Le Pen doivent se sentir en situation d'insécurité permanente. Contre l'Ordre noir, les urnes peuvent avoir une utilité percutante : comme projectile...

Maurice Rajsfus
No Pasaran, octobre 1997

Éditions du Détour

Construire l'Université au XXI^e siècle —

Récits d'une présidence, Paris 8 — 2012-2016,

Danielle Tartakowsky.

Voyage en misarchie — Essai pour tout reconstruire,

Emmanuel Dockès.

Travailler autrement : les coopératives, Benoît Borrits & Aurélien Singer.

Seize promenades historiques dans Paris, Maurice Garden & Jean-Luc

Pinol.

La Sécu, les vautours et moi —

Les enjeux de la protection sociale,

Richard Monvoisin & Nicolas Pinsault.

Des intrus en politique — Femmes

et minorités : dominations et résistances, Mathilde Larrère & Aude Lorriaux.

Inconditionnel — Anthologie du revenu universel, Michel Lepsant &

Baptiste Mylondo (dir.).

L'Impossible Consentement — L'affaire Joséphine Hugues,

Nicole Edelman.

Le Refus du travail — Théorie et pratique
de la résistance au travail,
David Frayne, préface de Baptiste Mylondo.

Pas de plastique dans nos assiettes !
Des perturbateurs endocriniens à la cantine,
par l'association Cantine sans plastique France, préface de Ana Soto & Jane
Muncke.

De la Catastrophe — L'Homme en question du Déluge
à Fukushima,
Michèle Riot-Sarcey (Dir.).

Histoire de la Commune de 1871,
Prosper-Olivier Lissagaray,
préface de Jacques Rougerie.

Histoire des Polonais en France,
Yves Frey.

Histoire des Turcs en France,
Gaye Petek & Ségolène Débarre.

Bee Happy — Histoires de ruches,
de miels et d'apiculture,
Barbara Bonomi Romagnoli.

Eugène Varlin — Aux origines du mouvement ouvrier,
Jacques Rougerie.

Convois — La déportation des Juifs de France,
Jean-Luc Pinol, préface de Serge Klarsfeld.

Il était une fois les révolutions,
Mathilde Larrère.

Ma Vie,
Léon Trotsky, préface d'Edwy Plenel.

*Les Réfugiés du Mékong — Cambodgiens, Laotiens
et Vietnamiens en France,*
Karine Meslin.

Les Bleus et la Coupe — De Kopa à Mbappé,
François da Rocha Carneiro.
*L'État détricoté — De la Résistance à la République
en marche, 2^e édition revue et augmentée,*
Michel Margairaz & Danielle Tartakowsky.

Rage against the Machisme,
Mathilde Larrère.

L'Attente — Déplacés juifs en Allemagne, 1945-1952,
Nathalie Cau, préface d'Annette Becker.

Corona Chroniques,
David Dufresne.

On est là ! — La manif en crise,
Danielle Tartakowsky.

La Commune,

Louise Michel, préface de Sidonie Verhaeghe.

Derrière la grande porte — Une année à Henri-IV,
Sarah Pochon.

La Police de Vichy,
Maurice Rajsfus, préface d'Arié Alimi.

Des Juifs dans la Collaboration — L'Ugif 1941-1944,
Maurice Rajsfus, préface de Pierre Vidal-Naquet.

La Rafle du Vél' d'Hiv,
Maurice Rajsfus.

1953, un 14 juillet sanglant,
Maurice Rajsfus, préface de Ludivine Bantigny, post-face de Jean-Luc
Einaudi.

I love porn,
Didier Lestrade.

Le Projet Myrddinn,
Emmanuel Dockès.

Ubérisation, et après ?,
Pascal Savoldelli (Coord.).

Avant nous le Déluge — L'Humanité et ses mythes,
Jean-Loïc Le Quellec.

Le Malheur d'être jeune,
Paul Vaillant-Couturier.

Pour un revenu de base universel —
Vers une société du choix,
Mouvement français pour un revenu de base,
préface de Cynthia Fleury.

Agora toxica — La société incivile à l'ère d'Internet, Stephanie Lamy,
préface de Michel Duclos.

Demain le bon sexe — Les femmes,
le désir et le consentement,
Katherine Angel.

Drancy — Un camp de concentration très ordinaire,
Maurice Rajsfus.

Opération étoile jaune,
Maurice Rajsfus.

Paris, 1942 — Chroniques d'un survivant,
Maurice Rajsfus.

Opération étoile jaune,
Maurice Rajsfus.

*L'An prochain la révolution — Les communistes juifs immigrés dans la
tourmente stalinienne, 1930-1945*,
Maurice Rajsfus, préface d'Olivier Besancenot.

*1. Propos cités par Pierre Pierrard dans *Juifs et Catholiques français*, Fayard, 1970, pp. 297-298.

*1. Il convient de lire, sur ce sujet, l'ouvrage de Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen*, biographie, Paris, Le Seuil, 1994, pp. 39 à 79.

*1. Éric Delcroix, in *Annales d'histoire révisionniste*, n° 3, automne-hiver 1987, p. 76.

-
1. *Le Monde*, 4 avril 1987.
 2. *Le Matin*, 6 avril 1987.
 3. *Libération*, 13 avril 1987.
 4. *Le Monde*, 19 août 1987.
 5. *Le Monde*, 25 août 1987.
 6. *Le Monde*, 25 août 1987.
 7. Sur cette interview et les commentaires qui ont suivis dans la classe politique, se reporter au livre de Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen biographie, op. cit.* pp. 452 à 460.
 8. Cité par *Le Monde*, 6 septembre 1988.
 9. Cité par *Le Monde*, 21 novembre 1988.
 10. *Le Monde*, 10 novembre 1988.
 11. *Le Monde*, 4 mai 1989.
 12. *Le Monde*, 15 mai 1989.
 13. *Le Monde*, 18 mai 1989.
 14. *Le Monde*, 18 juillet 1989.
 15. *Le Monde*, *idem*.
 16. *Présent*, 11 août 1989.
 17. *Présent*, 18 août 1989.
 18. *Le Monde*, 29 août 1989.
 19. *Idem*.
 20. *Le Monde*, 23 novembre 1989.
 21. *Le Monde*, 28 novembre 1989.
 22. Cité par *Le Monde*, 16 février 1990.
 23. *Libération*, 12 mars 1990.
 24. *Le Monde*, 13 mars 1990.
 25. Cité par *Le Monde*, 16 mars 1990.
 26. *Le Monde*, 30 mars 1990.
 27. *Le Monde*, 6 et 10 avril 1990.
 28. *Le Monde*, 5 avril 1990.
 29. *Le Monde*, 13 avril 1990.
 30. *Le Monde*, 29 mai 1990.
 31. *Le Monde*, 22 juillet 1990.

32. *Le Monde*, 20 novembre 1990.
33. *Libération*, 10 janvier et *Le Monde*, 11 janvier 1991.
34. *Libération*, 21 janvier 1991.
35. Cité par *Le Monde*, 8 février 1991.
36. *Le Monde*, 21 juin 1991.
37. *Le Monde*, 21 juin 1991.
38. *Le Figaro*, 20 juin 1991.
39. *Le Monde*, 4 juillet 1991.
40. *Le Monde*, 23 juillet 1991.
41. *Le Monde*, 30 juillet 1991.
42. *Le Monde*, 21 septembre 1991.
43. *Le Monde*, 10 octobre 1991.
44. *Le Monde*, 15 octobre 1991.
45. *Le Monde*, 25 octobre 1991.
46. *Le Monde*, 26 octobre 1991.
47. Cité par *Le Monde*, 5 novembre 1991.
48. *Idem*.
49. Cité par *Le Monde*, 19 novembre 1991.
50. Se reporter à *La Police hors la loi* (le cherche midi éditeur) pour les périodes considérées.
51. *Libération*, 20 décembre 1991.
52. *Le Monde*, 24 décembre 1991.
53. *National Hebdo*, 6 février 1992.
54. *Le Canard enchaîné*, 6 mai 1992.
55. *Libération*, 20 mai 1992.
56. *Le Monde*, 23 mai 1992.
57. *Le Monde*, 9 juillet 1992.
58. *Rouge*, 1^{er} octobre 1992.
59. *Le Monde*, 9 novembre 1992.
60. *Libération*, 9 novembre 1992.
61. Cité par *Le Monde*, 13 novembre 1992.
62. *Le Monde*, 27 novembre 1992.
63. *Le Monde*, 16 janvier 1993.
64. *Le Monde*, 29 janvier 1993.
65. *Le Monde*, 22 février 1993.

66. *Rouge*, 11 mars 1993.
67. *Le Monde*, 16 mars 1993.
68. *Le Monde*, 4 mai 1993.
69. *Le Monde*, 5 juin 1993.
70. Cité par *Le Monde*, 16 juin 1993.
71. *Le Monde*, 21 décembre 1993.
72. *Idem*.
73. *Le Monde*, 8 février 1994.
74. *Le Monde*, 13 et 15 avril 1994.
75. *Libération*, 9 mai et *Le Monde*, 11 mai 1994.
76. *Le Monde*, 21 juin et 16 septembre 1994.
77. *Le Monde*, 3 et 5 septembre 1994.
78. *Rouge*, 29 septembre 1994.
79. Cité par *Le Monde*, 10 octobre 1994.
80. Cité par *Le Monde*, 17 janvier 1995.
81. *Libération*, 16 janvier 1995.
82. *Le Monde*, 19 janvier 1995.
83. *Libération*, 19 janvier 1995.
84. *Le Monde*, 24 et 25 janvier 1995.
85. *Libération*, 26 janvier 1995.
86. *Libération*, 27 février 1995.
87. *Le Monde*, 11 mars 1995.
88. *Sud-Ouest*, 22 mars 1995.
89. *Libération* et *Le Monde*, 23 mars 1995.
90. *Libération*, 22 mars 1995.
91. *Le Monde*, 12 avril 1995.
92. *Libération*, 12 avril 1995.
93. *Libération*, 28 avril 1995.
94. *Libération* et *Le Monde*, 2, 3, 4 et 5 mai 1995.
95. *Libération* et *Le Monde*, du 22 au 27 mai 1995.
96. *Libération* et *Le Monde*, du 19 au 21 juin 1995.
97. *Libération*, 13 juin 1995.
98. *Libération*, 26 juin 1995.
99. *Idem*.

100. *Le Monde*, 5 juillet 1995.
101. *Libération*, 5 juillet 1995.
102. *Le Monde*, 7 juillet 1995.
103. *Libération*, 20 juillet 1995.
104. *Le Monde*, 7 août 1995.
105. *Libération*, 9 octobre 1995.
106. *Libération*, 17 octobre 1995.
107. *Le Monde*, 1^{er} novembre 1995.
108. *Le Monde*, 4 novembre 1995.
109. *Libération*, 13 janvier 1996.
110. *Libération*, 13 janvier et *Le Monde*, 17 janvier 1996.
111. *Libération*, 29 janvier 1996.
112. *Le Monde*, 26 février 1996.
113. *Le Monde*, 29 février 1995.
114. *Libération*, 9 mars 1996
115. *Libération*, 18 mars 1996.
116. Aux élections aux Commissions paritaires de la police, en décembre 1995, les deux syndicats d'extrême-droite de la police, le FN police et la Fédération professionnelle indépendante de la police, avaient réuni près de 14 % des suffrages. Dans certaines compagnies de CRS, le score atteignait ou dépassait les 50 %. Le FN police sera rapidement interdit.
117. *Le Monde*, 25 mars 1996.
118. *Le Monde*, 3 avril 1996.
119. *Le Monde*, 3 avril 1996.
120. *Libération*, 15 avril, et *Le Monde*, 16 avril 1996.
121. *Libération*, 2 mai 1996.
122. *Libération*, 29 mai 1996.
123. *Le Monde*, 30 mai 1996.
124. *Libération*, 8 juin et *Le Monde*, 10 juin 1996.
125. *Libération*, 8 juin 1996.
126. *Libération*, 10 juin 1996.
127. *Libération*, 12 juin 1996.
128. *Libération*, 14 juin 1996.
129. *Libération*, 25 juin et *Le Monde*, 26 juin 1996.
130. *Libération*, 29 juin et 3 juillet 1996.
131. *Libération*, 19 juillet 1996.

132. *Le Monde*, 7 août 1996.
133. *Libération*, 14 août 1996.
134. *Libération*, 2 septembre 1996.
135. *Le Monde*, 11 septembre 1996.
136. *Libération*, 28 septembre 1996.
137. *Libération*, 8 octobre 1996.
138. *Le Monde*, 12 octobre 1996.
139. Cité par *Libération*, 14 octobre 1996.
140. *Libération*, 25 octobre 1996.
141. *Libération*, 6 novembre 1996.
142. Ce qui n'est en rien étonnant puisque ces tenues faisaient partie d'un lot réformé vendu aux enchères par l'administration des Domaines.
143. *Entrevue*, novembre 1996.
144. Note d'Information du Réseau Voltaire, 5 novembre 1996.
145. *Libération*, 11 novembre et *Le Monde*, 12 novembre 1996.
146. *Libération*, 20 novembre 1996.
147. *Libération*, 22 novembre et *Le Monde*, 23 novembre 1996.
148. Extrait d'une tribune libre de Michel Hasting "Le Front national, des mots pour faire mal", *Le Monde*, 25 novembre 1996.
149. *Libération*, 22 novembre 1996.
150. *Le Monde*, 13 décembre 1996.
151. *Le Monde*, 17 décembre 1996.
152. *Le Monde*, 21 janvier 1997.
153. *Libération*, 10 février 1997.
154. *Le Monde*, 12 février 1997.
155. Cité par *Le Monde*, 26 février 1997.
156. *Libération*, 1^{er} mars et *Le Monde*, 3 mars 1997.
157. *Le Monde*, 4 mars 1997.
158. *Libération*, 1^{er} avril 1997.
159. *Libération*, 2 avril 1997.
160. *Le Monde*, 3 avril 1997.
161. *Libération*, 11 mai 1997.
162. *Le Monde*, 29 mai 1997.
163. *Le Monde*, 2 juin 1997.
164. *Le Figaro*, 31 mai 1997.

165. Point de vue d'Alain Peyrefitte, *Le Monde*, 17 juin 1997.
166. *Libération*, 19 juin 1997.
167. *Le Monde*, 24 juin 1997.
168. *Le Monde*, 1^{er} juillet 1997.
169. *Le Monde*, 4 juillet 1997.
170. *Le Monde*, 15 juillet 1997.
171. *Libération*, 28 septembre 1997.
172. *Le Monde*, 30 septembre 1997
173. *Libération*, 7 octobre 1997.
174. *Idem*.
175. *Libération*, 24 octobre et *Le Monde*, 25 octobre 1997.
176. Le 1^{er} décembre 1997, le Réseau Voltaire a publié un dossier important sur ce sujet : « Le DPS, une milice contre la République ».
177. Cité par *Le Monde*, 8 décembre 1997.
178. Cité par *Libération*, 6 décembre 1997.
179. *Libération*, 13 décembre 1997.
180. *Libération*, 17 décembre 1997.
181. *Libération*, 29 décembre 1997.

*1. Dans Identité à la carte Arcantère, 1989, pp. 365-366.

*2. En 1946, j'avais dix-huit ans quand j'ai été exclu du Parti communiste français. J'avais eu la naïveté d'affirmer que la grève était l'arme des travailleurs, à une époque où le pcf, au pouvoir, la qualifiait « d'arme des trusts ». La plupart des membres de la cellule à laquelle j'appartenais m'avaient connu, enfant, dans le même quartier ou adolescent désespéré pendant la guerre. Et ces irresponsables, incapables de nuances, ces salauds sans pudeur, n'avaient pas hésité, en me chassant du parti que j'avais librement choisi, à me traiter d'hitlérien, avant de lever la main sur moi...

*3. Extrait de Quand j'étais juif, Mégreilis, 1982, pp 55 à 57.